



Université  
de Lille

## **Mémoire de recherche**

### **Master mention Science Politique parcours Affaires européennes**

Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales | Université de Lille

Année universitaire 2023-2024

# **Perception de l'Immigration dans le Gard et Influence du Discours Politico-Médiatique dans la Radicalisation de la Société Gardoise**

**MORETTI Philippe**

Sous la direction de LE MAUFF Julien

Membres du jury de soutenance :

LE MAUFF Julien

LEFEBVRE Rémi

***J'ai bien pris connaissance des dispositions concernant le plagiat  
et je m'engage à ce que mon travail de mémoire en soit exempt.***

## Remerciements

Je tiens tout d'abord à exprimer ma profonde gratitude envers mon encadrant Julien Le Mauff, pour sa guidance, son expertise et ses remarques tout au long de ce travail. Sa disponibilité et ses conseils éclairés ont été d'une aide précieuse dans la réalisation de ce mémoire.

Je souhaite aussi exprimer ma reconnaissance toute particulière à mes parents, Delphine et Roland, pour leur soutien inconditionnel et leur encouragement constant tout au long de ce parcours académique. Leur confiance en moi et leur soutien moral ont été des sources d'inspiration qui m'ont permis d'accomplir ce travail avec détermination et persévérance.

Ensuite, je voudrais exprimer mes remerciements envers toutes les personnes qui ont participé de près ou de loin à ce mémoire, notamment les enquêtés sans qui ce travail n'aurait pas vu le jour, que ce soit par leurs témoignages, leurs conseils ou leur inspiration.

Mes derniers remerciements iront à mes amis, notamment Enzo, Louise et Samuel qui m'ont écouté lorsque j'avais besoin de leur aide et qui ont été d'un grand appui dans le développement de ce mémoire que ce soit via leurs remarques ou avec le soutien moral qu'ils m'apportent au quotidien.

À toutes et tous, un grand merci.

# Sommaire

<b>Remerciements</b>	<b>2</b>
<b>Sommaire</b>	<b>3</b>
<b>Introduction</b>	<b>4</b>
Revue de littérature	6
Méthodologie de l'enquête	11
<b>Chapitre I. Le Gard : un territoire fragile face à la « théorie du contact »</b>	<b>15</b>
I. Un département vulnérable économiquement	15
II. Une terre historique d'immigration	19
A. L'émergence de l'immigration dans le Gard	19
B. Un processus accéléré dès le début du XXème siècle	20
C. Les Trente Glorieuses et la mutation de l'immigration	23
III. L'extrême droite en terre gardoise : un basculement politique radical	26
A. Le Gard : un ancien bastion de gauche	26
B. Un des premiers bastions de l'extrême droite	29
C. Ébranlement des fondements de la « théorie du contact »	31
<b>Chapitre II. L'influence des acteurs politiques et médiatiques dans la perception de l'immigration dans le Gard et en France</b>	<b>38</b>
I. Le rôle des acteurs politiques et l'instrumentalisation dans la construction des perceptions de l'immigration	38
II. Les médias comme architectes de la perception de l'immigration	40
A. La construction de la peur : sensationnalisme dans les médias sur l'immigration	40
B. L'influence grandissante des médias d'extrême droite	48
<b>Chapitre III. Vers une radicalisation rampante de la société : tendances observées dans le Gard</b>	<b>51</b>
I. Banalisation des idées et du lexique d'extrême droite	51
A. L'extrême droite et ses victoires sémantiques	51
B. Une normalisation réussie	55
II. Un basculement politique sur les questions d'immigration	59
A. L'immigration, une menace économique ?	59
B. L'identité nationale et régionale menacées	61
III. Naissance d'une extrême droite plus radicale	63
<b>Conclusion</b>	<b>67</b>
<b>Annexes</b>	<b>72</b>
Tableau des enquêtés	75
Présentations des enquêtés	76
Exemple d'entretien	78

## Introduction

Le 25 avril 2022, à la suite du second tour de l'élection présidentielle française, la une du journal régional *La Marseillaise* frappe par son titre direct : « Le Gard fait le choix de l'extrême droite ». Cette première page, reflet d'une réalité politique dans un département qui place Marine Le Pen en tête du second tour avec 52,15% des voix, nous invite à examiner les enjeux sociaux, économiques, historiques et politiques qui ont conduit à cette orientation électorale. Ce vote majoritaire pour le Rassemblement national, qui a fait de l'immigration le pilier principal de son programme politique<sup>1</sup>, met en lumière la perception négative des Gardois vis-à-vis de l'immigration.

Néanmoins, cette perception négative n'est pas le fruit d'une submersion migratoire ou d'une « crise migratoire », terme que de nombreux historiens dénoncent, mais plutôt d'une perception que cette menace évoquée à travers la « crise migratoire » soit réelle. Ainsi, la perception est plus sensible à la visibilité de la présence migratoire, notamment dans les médias, une caractéristique qui prime sur les données statistiques c'est-à-dire sur le réel des chiffres. Par conséquent, la perception de l'immigration est avant tout émotionnelle et politisée avant d'être factuelle. En effet, les habitants du Gard sont influencés par ce qu'ils voient et vivent au quotidien, plutôt que par des chiffres. Pourtant les chiffres ne mentent pas ? Frontex, l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, a expliqué que les migrants qui rentrent plusieurs fois sur le territoire européen<sup>2</sup> sont comptabilisés plusieurs fois après avoir été interrogés par Nando Sigona, professeur spécialisé en migration internationale. Or, ces données sont capitales. Elles influencent grandement le débat public sur la crise des migrants et les médias les reproduisent souvent rapidement – d'autant plus lorsqu'elles mettent en lumière une hausse soudaine du nombre d'arrivées comme ça a été communiqué par Frontex et les organes de l'UE. Pour leurs arguments en faveur d'une fermeture des frontières et d'une restriction de l'immigration, les politiciens anti-immigration, qui sont très prompts à penser que l'Europe est bel et bien envahie, n'attendent que ce type de chiffres pour construire leurs discours alarmistes.

---

<sup>1</sup> Dans le programme du RN publié pour l'élection présidentielle de 2022, le parti propose ses « 22 mesures pour 2022 », la première mesure mise en avant s'intitulant « Arrêter l'immigration incontrôlée en donnant la parole aux français par référendum »

<sup>2</sup> Un migrant qui rentre sur le territoire européen par la Grèce puis traverse les Balkans et pénètre sur le territoire européen via la Hongrie sera comptabilisé deux fois faisant ainsi gonfler le nombre d'arrivées. De cette manière, l'Organisation internationale pour les migrations et l'ONU avancent que 590 000 migrants sont entrés sur le territoire européen pendant les neuf premiers mois de 2015 tandis que Frontex en annonce 710 000, un total gonflé par le fait que l'agence comptabilise parfois deux fois le même migrant.

Par conséquent, la perception de l'immigration est façonnée par des interactions directes avec les migrants, mais aussi et principalement par des événements médiatisés mettant en lumière certains aspects de la présence migratoire comme ce fut le cas avec la « crise migratoire ». L'étude du Gard dans ce mémoire est un choix pertinent pour plusieurs raisons. Dans un premier temps, il convient de souligner que le département du Gard est relativement peu étudié dans le domaine de l'immigration, tant sur le plan académique que sur celui des études sociologiques ou politiques. Cette lacune dans la recherche soulève l'opportunité d'entreprendre un travail de recherche novateur sur la perception de l'immigration dans ce département. En effet, malgré sa proximité géographique avec des zones fortement touchées par les flux migratoires, comme les régions frontalières ou les grandes villes, le Gard reste souvent en retrait dans les analyses sur l'immigration en France. Ce manque d'exploration approfondie rend d'autant plus pertinente la nécessité de se pencher sur les dynamiques migratoires propres à ce territoire. Ainsi, ce mémoire propose une analyse approfondie de la perception de l'immigration dans le Gard. En examinant les attitudes, les représentations et les discours locaux vis-à-vis de la présence migratoire, cette étude cherche à combler un vide scientifique et à apporter une contribution significative à la compréhension des enjeux migratoires dans ce département. Ensuite, le Gard possède un contexte socio-économique relativement fragile avec des disparités importantes au sein du territoire, ce qui amène les habitants à avoir des perceptions plus négatives dans certaines zones du territoire que dans d'autres, me permettant d'analyser en détail comment le contexte économique et social influence la perception que les habitants se font de l'immigration au sein du Gard.

En 2005, *Le Monde* titrait un article « Les idées du Front national s'imposent dans l'opinion : Les idées de l'extrême droite incarnées par Jean-Marie Le Pen continuent de se banaliser ». Aujourd'hui, il n'y a plus de doutes, les Français, et dans ce mémoire je m'attarde sur le cas des Gardois, ont bien intégré et banalisé les idées de l'extrême droite, notamment sur l'immigration. Par conséquent, ce mémoire interroge directement les perceptions et attitudes des habitants du Gard envers l'immigration, offrant ainsi un terrain propice à l'étude de ma problématique centrale : comment les résidents du Gard perçoivent-ils l'immigration, comment cette perception émerge-t-elle et quelles répercussions ces perceptions ont-elles sur les attitudes locales envers l'immigration ? L'objectif de ce travail est de mettre en lumière les facteurs complexes qui influencent les représentations sociales et politiques concernant l'immigration dans ce département.

## Revue de littérature

Depuis 2015, les médias et les acteurs politiques français et européens ont diffusé dans le débat public l'idée selon laquelle l'UE traverserait une « crise migratoire ». Cependant, la plupart des spécialistes du phénomène migratoire ne sont pas d'accord sur ce terme. Birte Wassenberg critique l'idée d'une « crise migratoire » (Wassenberg, 2021), selon laquelle l'Union européenne serait confrontée à une vague migratoire exceptionnelle qui pourrait menacer la stabilité économique, sociale et sécuritaire de l'espace Schengen et même l'identité<sup>3</sup> de l'Union européenne. De la même façon, Gérard-François Dumont met en évidence dans son travail que la « crise migratoire » que l'UE traverse depuis le milieu des années 2010 a des précédents assez considérables dans la plupart des pays européens permettant ainsi de rejeter l'exceptionnalité des flux migratoires que l'on connaît aujourd'hui (Dumont, 2019). Noiriél explique aussi qu'il s'agit non pas d'une crise migratoire mais avant tout d'une « crise de l'accueil » (Noiriél, 2020), en faisant un parallèle avec l'accueil de dizaines de milliers de réfugiés polonais en 1830 malgré le fait que notre capacité d'accueil de l'époque n'avait rien avoir avec celle d'aujourd'hui. En prime, il est important de souligner que les mouvements migratoires font partie intégrante de l'histoire de l'Europe, que ce soit pour des raisons politiques, économiques ou humanitaires, et qu'ils ont régulièrement fluctué au fil du temps (Dumont, 2019).

En effet, tout au long de son histoire l'Europe a connu des périodes d'afflux massifs de réfugiés et de migrants, tels que les vagues migratoires consécutives aux deux guerres mondiales, la retirada suite à la défaite républicaine lors de la guerre civile espagnole, l'exode des habitants de l'ex-Yougoslavie pendant la guerre des Balkans de 1991 ainsi que des mouvements migratoires importants lors de crises économiques dans diverses régions du monde. Nombreux sont les scientifiques qui se rejoignent sur ce point et parviennent au même constat en soulignant également que la perception de crise est souvent le résultat d'une combinaison de facteurs politiques, sociaux et économiques, amplifiée par des réactions souvent émotionnelles et politiques (Wassenberg, 2021). Noiriél développe ce point en précisant que la perception de l'immigration est plus sensible à la visibilité de la présence, facteur accentué par la médiatisation accrue de l'immigration, que par les statistiques (Noiriél, 2010). Ce qui nous amène à nous questionner sur le rôle des médias dans l'évolution de la perception des migrations.

---

<sup>3</sup> La menace sur l'identité européenne est l'inquiétude première des pays du groupe Visegrád (Pologne, Hongrie, République Tchèque et Slovaquie) dont les dirigeants affirment régulièrement que les migrants menacent l'identité européenne, on observe tout de même un repli identitaire important en Europe de l'Ouest également.

L'usage du terme « crise migratoire » par les médias et les politiciens peut conduire à une simplification excessive des enjeux complexes liés aux migrations, ainsi qu'à une vision alarmiste qui ne reflète pas nécessairement la réalité historique et socio-économique des mouvements de population en Europe. Il est important de mettre en lumière le rôle des médias et des discours politiques dans la construction de l'idée d'une « crise migratoire », soulignant que la focalisation sur des événements spécifiques, souvent dramatiques et médiatisés, peut exagérer l'ampleur et l'urgence du phénomène migratoire (Dumont, 2019). En effet, avec l'essor des réseaux sociaux et des chaînes d'informations en continue, afin d'attirer un plus grand public il est nécessaire pour ces chaînes de transformer la politique (Noiriel, 2020), et donc par extension l'immigration, en fait divers, ce qui revient à mettre l'accent sur le terrorisme, la criminalité et la violence. Hors dans un monde où l'individu est soumis à l'actualité à longueur de journée, il n'est pas étonnant de constater que les gens surestiment très largement la criminalité dans leur pays et l'attribue à l'immigration. Ainsi, cette représentation simplifiée et souvent alarmiste peut contribuer à façonner l'opinion publique de manière négative, suscitant des peurs et des réactions de rejet envers les migrants et les réfugiés, ainsi que des politiques restrictives en matière d'immigration.

De la même manière, il est démontré que l'intensification de la médiatisation de l'immigration a un impact significatif sur les attitudes des habitants natifs envers les phénomènes migratoires, en fonction de leurs opinions initiales (Schneider-Strawczynski & Valette, 2021). Globalement, lorsqu'il y a une augmentation de la couverture médiatique sur l'immigration, les individus initialement modérés dans leurs opinions sont susceptibles de basculer vers des attitudes plus extrêmes. D'autres chercheurs semblent rejoindre ce point et expliquent le fait que la médiatisation accrue a tendance à réactiver des préjugés préexistants au sein de la population (McCann & Sienkiewicz, 2023). Dans un premier temps, il est essentiel de comprendre que les attitudes initiales des individus jouent un rôle crucial dans leur réaction à la médiatisation de l'immigration. Les personnes ayant des opinions modérées semblent être particulièrement sensibles à l'effet amplificateur de la couverture médiatique. En d'autres termes, une exposition accrue aux informations sur l'immigration peut agir comme un catalyseur, amenant ceux qui étaient initialement neutres ou modérés à adopter des positions plus polarisées (Schneider-Strawczynski & Valette, 2021). Le mécanisme sous-jacent à ce phénomène réside dans la nature des informations véhiculées par les médias. Une couverture intense de l'immigration peut accentuer les stéréotypes existants et exacerber les peurs et les préoccupations de la population. Ainsi, les personnes modérées, sous l'influence de cette médiatisation, peuvent être poussées à renforcer leurs opinions préexistantes ou à adopter des positions plus extrêmes, souvent alimentées par des préjugés latents. Par ailleurs, cette réactivation de préjugés préexistants



peut également contribuer à la polarisation des attitudes au sein de la société. Les médias, en mettant en avant certains aspects de l'immigration de manière sensationnaliste, peuvent involontairement renforcer les croyances négatives déjà présentes, conduisant ainsi à une division plus nette entre les opinions pro et anti-immigration. Il est important de souligner que cet impact différencié en fonction des attitudes initiales met en lumière la complexité des réactions humaines face à la médiatisation de l'immigration.

Finalement, il est essentiel de souligner également que la gestion efficace des flux migratoires nécessite une approche holistique, prenant en compte les aspects humains, éthiques, juridiques et économiques, ainsi qu'une coopération internationale et une solidarité entre les États membres de l'UE, ce qui semble poser défaut aujourd'hui (Ziegler, 2020; Wassenberg, 2021; Rodier, 2022), et appellent à une prise de conscience collective de la complexité des enjeux migratoires et à une approche fondée sur des données factuelles, la protection des droits de l'homme et la promotion de politiques d'intégration inclusives.

L'utilisation de la notion de « crise migratoire » étant critiquée par les scientifiques, il convient de trouver un terme adapté pour qualifier la crise que l'UE traverse. Certains auteurs avancent que c'est à cause d'un système de gestion des demandes d'asile défaillant et dépassé par les demandes, notamment à cause des limites du règlement de Dublin<sup>4</sup>, que le sentiment de « crise migratoire » s'installe dans l'opinion publique, et par conséquent l'utilisation de « crise de l'accueil » serait plus adaptée (Wassenberg, 2021). Wassenberg accentue le fait que la crise actuelle est plus fondamentalement une « crise de l'accueil » que strictement une « crise migratoire » étant donné qu'elle met en évidence les difficultés que l'Union européenne rencontre pour mettre en place une réponse coordonnée et humaine face à l'afflux de migrants et de demandeurs d'asile. En addition, d'autres auteurs soulignent les incohérences de l'UE en matière de politique migratoire, d'un côté les européens sont de plus en plus hostiles à l'accueil des réfugiés en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique du fait d'un sentiment de trop-plein, en revanche après l'éclatement de la guerre en Ukraine, Ursula Von der Leyen déclare: « *Nous espérons qu'il y aura aussi peu de réfugiés que possible, mais nous sommes pleinement préparés à les accueillir et ils sont les bienvenus* »<sup>5</sup> (Rodier, 2022). Rodier dresse un constat, c'est la première fois lors de ce siècle qu'une crise a suscité autant de mobilisation de la part des européens, et cette position vis-à-vis des

---

<sup>4</sup> Le règlement de Dublin (Règlement No 604-2013 du 26 juin 2013) établit que le pays d'entrée dans l'espace Schengen d'un demandeur d'asile est responsable de l'examen de sa requête, le traitement des demandes d'asile repose en majeure partie sur les pays aux frontières de l'UE (Grèce, Italie) donc le règlement de Dublin III est jugé inégalitaire et est remis en question depuis 2015.

<sup>5</sup> Lors d'une conférence de presse sur l'attaque de la Russie contre l'Ukraine, à Bruxelles, le 24 février 2022.

réfugiés ukrainiens, bien que Rodier l'accueille avec enthousiasme, apparaît comme un revirement par rapport à la tendance précédente de l'UE, mettant en évidence une mobilisation exceptionnelle de la part des Européens face à la crise en Ukraine, contrastant avec la réticence antérieure à l'accueil des réfugiés du Moyen-Orient et d'Afrique. Il faut souligner ainsi la complexité des attitudes et des politiques migratoires au sein de l'Union européenne (Morice, 2019), mettant en lumière les préjugés et les stéréotypes prédominants qui influencent souvent la réponse de l'UE aux crises humanitaires (Ziegler, 2020). Elle souligne la nécessité d'une approche plus cohérente, solidaire et fondée sur les droits de l'homme pour toutes les personnes en situation de déplacement forcé, soulignant que la mobilité humaine est une réalité mondiale qui nécessite des réponses justes et équitables, indépendamment de la situation géographique ou des circonstances politiques des réfugiés.

Par conséquent, ce mémoire utilisera le terme de crise de l'accueil, mieux adapté à la situation migratoire en Europe. Le choix d'utiliser ce terme est lié à la volonté de s'inscrire dans la lignée des travaux de Wassenberg, Rodier, Noiriél et Dumont, qui mettent en avant les limites de l'utilisation de la notion de « crise migratoire » notamment en soulignant les limites intrinsèques associées à l'utilisation de cette notion. En effet, d'un point de vue historique, le concept de « crise migratoire » a été critiqué pour sa propension à ignorer les précédents historiques de mouvements migratoires importants en Europe, qui remontent à plusieurs décennies voire siècles. D'un autre côté, l'utilisation du terme « crise » peut conduire à une simplification excessive de la complexité des flux migratoires, négligeant ainsi les dynamiques structurelles et les facteurs historiques qui influencent ces mouvements de population. De plus, l'utilisation répétée de la notion de « crise migratoire » dans les discours politiques et médiatiques a souvent alimenté des peurs alarmistes au sein de l'opinion publique européenne, renforçant les préjugés et les stéréotypes négatifs à l'égard des migrants et des demandeurs d'asile. Cette représentation alarmiste peut conduire à des réactions de rejet et à des politiques restrictives qui compromettent la protection des droits des migrants et la solidarité entre les États membres de l'UE. Par conséquent, l'utilisation du terme de « crise de l'accueil » vise à souligner les défis liés à l'intégration et à l'accueil des migrants en Europe mais aussi à contraster avec les discours institutionnels et médiatiques, en mettant l'accent sur la nécessité d'une approche plus humaine et respectueuse des droits de l'homme dans la gestion des flux migratoires. Ce choix terminologique reflète la volonté de promouvoir une compréhension plus nuancée et équilibrée des enjeux migratoires, tout en rejetant les discours alarmistes et stigmatisants qui entravent la construction d'une société européenne plus solidaire et inclusive.

Un autre aspect de la perception que les habitants du Gard se font de l'immigration provient de l'image que l'on se fait de la Méditerranée puisque la géographie a doté le département d'un accès à la mer. Les travaux de Fernando del Pozo, Ferdinando Sanfelice di Monteforte, Patrick Hebrard montrent que depuis l'Antiquité, la Méditerranée a été marquée par des conflits entre cités, royaumes ou empires pour en prendre le contrôle et établir leur domination, mais elle a également été un lieu de commerce florissant, initié par les grecs et phéniciens puis renforcé par la Pax Romana<sup>6</sup>, permettant un développement important du trafic maritime et du commerce dans cette région (Del Pozo & Sanfelice di Monteforte & Hebrard, 2016). Cependant, la Méditerranée est désormais considérée comme une « mauvaise frontière » (Drevet, 2004) par les opinions publiques européennes. Les recherches de Laurent Beurdeley viennent renforcer le sentiment selon lequel la Méditerranée serait devenue une région de méfiance pour les européens, les pays du sud de la Méditerranée et du Proche-Orient étant plus perçus par l'opinion publique comme des sources d'instabilités à éviter plutôt que des partenaires commerciaux et stratégiques (Beurdeley & De La Brosse & Maron, 2007). Par conséquent, c'est la logique sécuritaire qui prédomine dans les relations euro-méditerranéennes (Beurdeley & De La Brosse & Maron, 2007), orientée vers la lutte contre l'immigration illégale, le trafic de drogue, le trafic d'armes et contre le terrorisme.

Face aux divisions des pays européens vis-à-vis de la stratégie à adopter en termes d'accueil des réfugiés (El Qadim, 2021), avec la réticence des pays du groupe Visegrád (Cantat, 2021), la fragmentation politique et la polarisation des opinions publiques ont contribué à affaiblir la capacité de l'UE à agir de manière unifiée vis-à-vis de l'accueil des réfugiés, compromettant ainsi sa capacité à protéger les droits humains et à faire respecter ses valeurs fondamentales. Cependant, on observe que l'UE a agi de manière unifiée quant aux politiques sécuritaires à adopter pour s'attaquer à l'immigration illégale (Wassenberg, 2021), notamment en agissant sur les causes de l'émigration, en fermant les routes migratoires grâce à des partenariats avec des pays tiers tels que le Maroc ou la Turquie, et en généralisant les expulsions. Wassenberg dénonce les politiques sécuritaires adoptées par les États membres de l'Union européenne, telles que l'imposition d'exigences de visa pour les personnes en quête de protection et le déploiement d'armées aux frontières, dans la mesure où elles sont justifiées par la crainte d'une prétendue « invasion » ou « afflux massif » de migrants, « afflux » qui s'est révélé être une peur alarmiste et qu'il convient de nuancer

---

<sup>6</sup> La Pax Romana désigne une période de relative stabilité et de paix qui a prévalu dans l'Empire romain pendant plus de deux siècles, de l'an 27 avant J.-C. à l'an 180 après J.-C. Sous la Pax Romana, l'Empire romain a connu une prospérité économique, favorisée par le commerce et la circulation des biens sur de vastes territoires.

d'un point de vue historique notamment grâce aux recherches de Dumont. Ces mesures sécuritaires ont été prises dans le but de contrôler les frontières, des frontières de plus en plus protégées, et de restreindre l'entrée des migrants, souvent au détriment des droits fondamentaux des personnes en quête de protection internationale (Ziegler, 2020; Wassenberg, 2021).

Cette approche sécuritaire a contribué à la perception des migrants comme une menace potentielle pour la sécurité nationale et européenne, renforçant ainsi les politiques de dissuasion et de restriction plutôt que les politiques d'accueil et d'intégration. Ziegler dénonce également dans son livre les mesures de l'Union européenne en matière d'asile et d'immigration, et notamment la militarisation des frontières européennes, qui permettent un renforcement des frontières pour entraver l'accès des réfugiés à une protection et à une assistance convenable, ce-dernier demande aux gouvernements européens de prendre des mesures immédiates pour gérer la crise des réfugiés de manière plus humaine. Par conséquent, en réponse à une image d'une Méditerranée sensible et mal perçue par l'opinion publique européenne, la militarisation des frontières et de la Méditerranée a été la seule réponse européenne commune face au drame humain ce qui conduit Ziegler, Wassenberg, Dumont et Rodier à questionner l'éthique des politiques européennes en matière d'immigration et d'asile. *La question centrale de ce mémoire rejoint ce point et vise à questionner comment les habitants du Gard perçoivent l'immigration, comment cette perception se construit et quel impact ces perceptions ont sur les attitudes locales envers l'immigration?*

## **Méthodologie de l'enquête**

Cette enquête vise à collecter des données sur les perceptions vis-à-vis des mouvements migratoires des habitants du Gard. L'immigration est un sujet de société récurrent dans le débat public local, national et européen, par conséquent elle suscite des débats intenses. Ce travail de recherche adopte une approche qualitative pour permettre une compréhension approfondie des perceptions, opinions et préjugés des habitants du Gard concernant l'immigration. Ce choix d'enquête est pertinent dans le cadre de mon mémoire puisqu'elle représente une méthode efficace pour recueillir des données qualitatives approfondies, offrant ainsi un récit détaillé des expériences sociales des individus interrogés. Ces données sont souvent riches en informations, permettant de saisir pleinement les subtilités des situations vécues par les enquêtés. Elles reflètent les perspectives des acteurs sociaux à un moment précis, offrant un aperçu contextualisé de leur perception au moment

de l'enquête. En permettant aux enquêtés de s'exprimer à la fois librement mais aussi sur une plus longue durée, cette approche qualitative favorise la capture des récits individuels et des expériences subjectives, offrant ainsi une compréhension approfondie des perceptions des enquêtés vis-à-vis des mouvements migratoires.

Concernant la sélection des enquêtés, il s'agit d'adultes de tous les milieux socio-professionnels vivant dans le quartier de Grézan à Nîmes et adultes de tous les milieux socio-professionnels vivant dans la pointe est du département (Villeneuve-lès-Avignon, Les Angles). Ces deux zones d'enquête sont opposés sur de nombreux aspects, le quartier de Grézan est un quartier relativement pauvre limitrophe aux quartiers prioritaires (QP) Chemin-Bas d'Avignon-Clos et Némausus-Jonquilles-Haute Magaille-Oliviers qui comptent des taux de pauvreté au seuil de 60% du revenu médian de 59% et 50,1% respectivement et qui sont parmi les quartiers prioritaires les plus pauvres de France avec un niveau de vie médian de 10 978€ et 11 913€ en 2013 (nettement en dessous du niveau de vie médian de l'unité urbaine de Nîmes à 17 402€ et de la moyenne des autres QP d'Occitanie à 12 279€). De l'autre côté, les communes de Les Angles et de Villeneuve-lès-Avignon comptent des taux de pauvreté de 11% et 10% en 2021 avec un niveau de vie très supérieur à la moyenne nationale s'élevant à 25 410€ pour Les Angles et 27 590€ pour Villeneuve-lès-Avignon (soit 110% et 120% de la moyenne nationale en 2021).

Par conséquent, l'opposition entre les deux zones d'enquête, Grézan d'une part et Les Angles/Villeneuve-lès-Avignon d'autre part, offre un cadre particulièrement intéressant pour mon enquête sur la perception de l'immigration dans le Gard pour plusieurs raisons. Dans un premier temps, les différences significatives en termes de niveau de vie et de taux de pauvreté entre les deux zones offrent un terrain propice pour étudier comment ces disparités socio-économiques influencent la perception de l'immigration, et donc comment les résidents de chaque zone perçoivent l'impact de l'immigration sur l'emploi, les services sociaux et la cohésion communautaire, en tenant compte de leur propre situation socio-économique. Dans un second temps, en addition à leurs différences socio-économiques, les deux zones présentent des compositions démographiques différentes, avec d'un côté Grézan et Nîmes qui ont des taux d'immigrés au-dessus de la moyenne avec 15% d'immigrés, quant aux Angles et à Villeneuve-lès-Avignon ils ont des taux en-dessous de la moyenne nationale avec respectivement 5,9% et 5,2% d'immigrés. Cela peut offrir des perspectives contrastées sur la perception de l'immigration, en mettant en lumière les attitudes et les opinions des divers segments de la population.

L'échantillon sera composé de quatre participants dans le quartier de Grézan et trois autres participants dans les communes de Villeneuve-lès-Avignon et les Angles, avec la garantie d'une diversité en termes de genre, d'âge et de niveau socio-économique. Enfin, les participants seront interviewés individuellement lors d'entretiens semi-directifs pour explorer leurs perceptions de l'immigration, leurs préjugés, leurs expériences personnelles, afin d'essayer de comprendre comment ces perceptions et préjugés naissent chez les enquêtés.

En résumé, l'opposition entre ces deux zones d'enquête offre une opportunité unique d'explorer les nuances de la perception de l'immigration dans des contextes socio-économiques et démographiques différents, tout en permettant une réflexion plus large sur les dynamiques sociales, économiques et politiques qui façonnent ces perceptions.

L'histoire du Gard en fait un terrain d'enquête privilégié pour explorer la perception de l'immigration par les habitants. Situé au cœur du sud de la France, non loin des frontières avec l'Espagne et l'Italie, et bordé par la Méditerranée, le département a été le témoin de mouvements migratoires divers au cours des siècles. Ces migrations ont profondément modelé la composition démographique de la région, avec des épisodes marquants tels que l'arrivée de deux cents réfugiés espagnols à Uzès pendant la guerre civile espagnole, l'importante présence de travailleurs immigrés polonais et italiens dans les mines d'Alès et les salins d'Aigues-Mortes, dont le massacre de huit italiens à Aigues-Mortes en est le triste témoin, ainsi que l'établissement d'un camp d'accueil pour les harkis rapatriés en France à l'Ardoise après la guerre d'Algérie. Cette histoire migratoire offre un contexte propice à l'analyse de la perception de l'immigration dans ce département. Les habitants du Gard ont été confrontés à des vagues migratoires variées, une réalité historique qui pourrait exercer une influence significative sur leur attitude envers les nouveaux arrivants. En examinant leurs perceptions, il est possible de mieux comprendre comment les dynamiques migratoires ont contribué à façonner les opinions locales, offrant ainsi une perspective cruciale pour appréhender les attitudes contemporaines envers l'immigration dans le département.

Portant une attention particulière aux perceptions de l'immigration par les habitants du Gard, ce mémoire entend d'abord étudier comment le Gard met à mal la théorie du contact (I), en s'intéressant dans un premier temps à la fragilité économique du département (A), puis à son passé en tant que terre historique d'immigration (B), pour enfin terminer sur l'évolution électorale dans le département avec le basculement politique vers l'extrême droite (C). Par la suite, nous verrons l'influence des acteurs politiques et médiatiques sur les perceptions de l'immigration dans le Gard et en France (II) : avec dans un premier temps

l'analyse du rôle des acteurs politiques dans la construction des perceptions de l'immigration (A), puis nous étudierons comment les médias s'affirment comme les architectes de la perception de l'immigration (B). Finalement, nous constaterons la radicalisation rampante de la société notamment via les tendances observées dans le Gard (III), grâce à la banalisation des idées d'extrême droite et du lexique d'extrême droite (A), qui contribuent à un basculement politique sur les questions migratoires (B), qui par extension font apparaître une extrême droite encore plus radicale (C).

# Chapitre I. Le Gard : un territoire fragile face à la « théorie du contact »

Ce premier chapitre vise à analyser les raisons qui contribuent à faire du Gard un département particulier pour l'analyse des perceptions de ses habitants. Il s'agit notamment d'examiner l'impact d'un contexte économique défavorable et la présence d'une l'immigration sur le territoire dans la construction des perceptions des habitants. Ces défis socio-économiques significatifs qui menacent la qualité de vie de ses habitants peuvent ainsi avoir un impact sur la perception que les enquêtés se font de l'immigration, ainsi il est nécessaire de les étudier afin de comprendre comment cet ancien bastion de gauche a pu basculer à l'extrême droite.

## I. Un département vulnérable économiquement

Le département du Gard est confronté à des défis socio-économiques majeurs qui le rendent vulnérable, cette section vise à mettre en lumière les défis auxquels le département doit faire face dans le domaine de la pauvreté et de l'emploi.

En 2023, le Gard est le sixième département de province ayant le taux le plus élevé de demandeurs d'emploi avec 10,2% de la population active (voir Tableau n°1) à la recherche d'un emploi, derrière trois autres départements du littoral languedocien. Le taux de chômage des personnes âgées de 15 à 24 ans est encore plus élevé à 32,3% (voir Tableau n°1), ce qui place le Gard à la cinquième place des départements de province avec le plus fort taux de chômage des jeunes. Par conséquent, le Gard est particulièrement touché par le chômage, notamment au niveau des cantons de Céze-Cevennes (23%), d'Alès (20%), et du Vigan (18%). Comme on peut l'observer dans le tableau ci-dessous (voir Tableau n°1), les indices socio-économiques sélectionnés montrent une nette différence en matière d'emploi avec près de six points de différences au niveau du taux d'emploi entre le Gard et la moyenne nationale (65,7% contre 71,4%), le taux de chômage des 15-24 ans atteint quant à lui presque le double de la moyenne nationale (32,3% contre 17,5%). Quant au taux de chômage général il atteint les 10,2%, la dernière fois que la France avait un taux équivalent était début 2016. Ainsi, le constat est clair, le Gard est un département gravement touché par le chômage comme ses voisins du littoral languedocien, le département complète un arc de chômage (voir Annexe n°1) allant des Pyrénées-Orientales (12,2%), passant par l'Aude (10,3%), l'Hérault (10,2%), le Gard (10,2%), le Vaucluse (9,7%) jusqu'aux Bouches-du-Rhône (8,5%).



*Tableau n°1 : Comparaison de certains indicateurs socio-économiques entre le Gard, l'Occitanie et la France en 2020<sup>7</sup>*

	Taux d'emploi des 20-64 ans (%)	Taux de chômage des 15-24 ans (%)	Taux de chômage (%)	Part d'allocataires du RSA (%)	Taux de pauvreté (seuil à 60%) (%)	Niveau de vie médian
Gard	65,7	32,3	10,2	6,8	19,4	20 200
Occitanie	68,8	28,2	8,9	5,2	16,8	21 730
France	71,4	17,5	7,3	4,6	13,6	22 320

*D'après les données de l'Observatoire des Territoires, 2020*

De plus, la pauvreté touche aussi fortement le littoral de l'ancien Languedoc-Roussillon mais aussi ses périphéries directes (voir Annexe n°2), le taux de pauvreté au seuil de 60% du revenu médian s'établit à 20,7% dans les Pyrénées-Orientales, 20% dans l'Aude, 17,9% dans l'Ariège, 18,7% dans l'Hérault, 19,4% dans le Gard, 19,5% dans le Vaucluse et 17,9% dans les Bouches-du-Rhône; Il s'agit de l'ensemble géographique le plus soumis au chômage et à la pauvreté de France métropolitaine juste devant les départements du Nord. Le Gard, sixième département le plus pauvre de France métropolitaine, se situe donc aussi au milieu d'un ensemble géographique tout aussi pauvre : quatre des dix départements les plus pauvres de France métropolitaine appartiennent à l'ancienne région Languedoc-Roussillon (voir Tableau n°2).

<sup>7</sup> Tous les graphiques, tableaux et cartes de ce mémoire ont été réalisés par moi-même à partir des données obtenues dans les sources mentionnées.

*Tableau n°2: Classement des dix départements de France métropolitaine avec le plus fort taux de pauvreté en 2020*

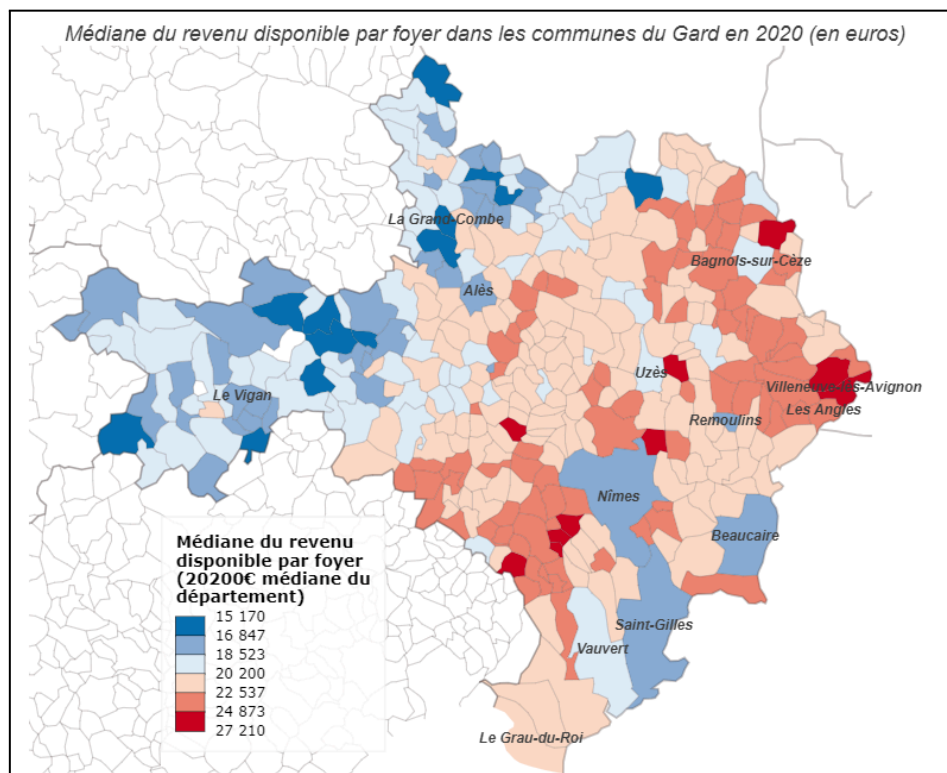
Départements	Taux de Pauvreté	Région
Seine-Saint-Denis	27,6%	Île-de-France
Pyrénées-Orientales	20,7%	Occitanie (ex-Languedoc)
Haute-Corse	20,1%	Corse
Aude	20%	Occitanie (ex-Languedoc)
Vaucluse	19,5%	PACA
Gard	19,4%	Occitanie (ex-Languedoc)
Hérault	18,7%	Occitanie (ex-Languedoc)
Nord	18,4%	Hauts-de-France
Ardennes	18,3%	Grand Est
Creuse	18,3%	Nouvelle Aquitaine

*D'après les données de l'INSEE, 2020*

La conjoncture économique dégradée depuis la crise économique de 2008 n'est pas la seule cause de ce phénomène de pauvreté dans toute l'ancienne région Languedoc-Roussillon, qui a des origines plus profondes. Historiquement, l'ancienne région a été peu touchée par l'industrialisation (Marty, 2013). La région a longtemps été une zone agricole, notamment viticole, marquée par des crises, dont la plus connue est la révolte des vignerons de 1907 mais aussi une région extractrice de charbon avec les mines de la Grand Combe et d'Alès qui ont fermé à la fin des années 1970 (Dukic, 2013). De nos jours, comme on peut le voir sur la carte en annexe n°3, aucun département de l'ancienne région Languedoc-Roussillon ne dispose de sites industriels majeurs, et seulement 8% des habitants du Languedoc-Roussillon travaillent dans le secteur de l'industrie contre 18% au niveau national. L'ancienne région et le département du Gard ont donc une très faible activité industrielle, héritage de leur passé viticole et minier (Marty, 2013). En sortant du cadre national et régional et en se focalisant sur le département du Gard, on s'aperçoit d'une grande disparité de niveau de vie, d'abord entre les grandes villes du Gard qui ont des niveaux de vie inférieur à la médiane du département (20 200€), et par conséquent très largement à la médiane nationale (22 320€). En effet, parmi les cinq plus grandes villes du

Gard, toutes ont des médianes de niveau de vie inférieur au niveau départemental (voir Carte n°1) : Nîmes (18 450€), Alès (17 630€), Bagnols-sur-Cèze (18 630€), Beaucaire (17 900€), Saint-Gilles (17 980€).

**Carte n°1: Médiane du revenu disponible dans les communes du Gard en 2020**



*D'après les données de l'Observatoire des Territoires, 2020*

Néanmoins, on note certains ensembles de communes qui contrastent avec le territoire du fait de leurs niveaux de vie élevés (voir Carte n°1), c'est le cas des communes allant du Gard rhodanien aux alentours de Bagnols-sur-Cèze jusqu'aux communes gardoises du Grand Avignon avec les villes de Villeneuve-lès-Avignon (26 670€) et Les Angles (24 820€) qui figurent parmi les villes les plus riches du Gard. De l'autre côté du département, les communes à l'ouest de Nîmes et frontalières à l'Hérault semblent plus bénéficier de leur proximité géographique avec Montpellier qu'avec Nîmes. Par conséquent, le Gard s'inscrit dans un arc du littoral particulièrement pauvre et soumis au chômage à cause d'un faible niveau d'industrialisation, héritage du passé de la région mais aussi du fait de la désindustrialisation qui a touché l'ensemble du territoire français depuis les années 1970. De plus, au niveau du département uniquement 29% des communes (102 sur 351) dépassent le niveau de vie médian des communes françaises<sup>8</sup>, le taux de pauvreté dépasse les 25% dans de nombreuses villes : 29% à Nîmes, 29% à Beaucaire, 28% à Alès, 28% à Saint-Gilles,

<sup>8</sup> Observatoire des territoires, 2020

27% à Bagnols-sur-Cèze et jusqu'à 69,1%<sup>9</sup> dans le quartier prioritaire Pissevin-Valdegour qui compte plus de 16 389 habitants (Nîmes).

## **II. Une terre historique d'immigration**

Le Gard est une terre d'immigration qui a vu se succéder plusieurs vagues migratoires au fil des décennies. De par sa position géographique stratégique, le département a toujours attiré des populations diverses, contribuant ainsi à façonner son identité et son paysage social. Cette partie explore les dynamiques migratoires propres au Gard, en mettant en lumière les différentes périodes d'immigration et leur impact sur la région. Nous verrons quel accueil ces flux migratoires ont reçus, et comment ces derniers peuvent influencer les perceptions et les attitudes des habitants envers l'immigration.

### **A. L'Émergence de l'immigration dans le Gard**

Les grandes évolutions de la viticulture et le développement des pratiques industrielles, sont intrinsèquement liés à l'arrivée de l'immigration dans la région. Dès les années 1850, la viticulture se dirige vers la production de masse, dont le développement demande l'aide d'une main-d'œuvre étrangère, peu qualifiée et à bas coût, provenant des régions montagnardes françaises (Massif central) et de l'étranger, principalement d'Espagne pour le Languedoc-Roussillon (Dukic, 2013). L'immigration italienne de son côté est la deuxième nationalité la plus représentée dans la région et particulièrement dans le Gard dont 30% des immigrés sont italiens en 1851 et jusqu'à 55% en 1871<sup>10</sup>. Comme dans d'autres bassins industriels, le développement de l'activité industrielle et minière repose sur des renforts de main-d'œuvre étrangère, souvent italienne. En 1891, 52 % de la population immigrée du Gard travaille dans l'industrie, en particulier dans le secteur textile (la sériciculture dans les Cévennes) et surtout dans les mines de charbon (Alès, La Grand'Combe), contre 11,6 % dans l'Aude, 14,9 % dans les Pyrénées-Orientales, 17% dans l'Hérault et 34% en Lozère. Symbole de cette forte présence italienne dans le Gard, lors de la récolte du sel à Aigues-Mortes en août 1893, l'hostilité du monde ouvrier à l'égard des étrangers prend sa forme la plus violente avec le massacre de huit ouvriers italiens et de plusieurs disparus, résultat d'une montée du sentiment national et xénophobe dans la seconde moitié du XIXe siècle. Autre flagrant exemple des nombreux conflits entre ouvriers

---

<sup>9</sup> INSEE, 2018

<sup>10</sup> Statistique générale de la France, ancien service ministériel français chargé de collecter et analyser des statistiques pour le gouvernement français.

étrangers et français, Jean Tuffou cite les intimidations dont les ouvriers étrangers ont pu être l'objet au niveau des mines de Graissessac:

*« (...) Il y a un certain nombre de Piémontais et depuis quelque temps beaucoup d'Espagnols. Ces derniers, qui pour la plupart, ont avec eux femmes et enfants qui mendient ou vivent du vagabondage, travaillent pour presque rien ; aussi, en font-ils pour le salaire qu'ils reçoivent, mais cela importe peu aux commis et aux chefs mineurs qui les embauchent, l'essentiel est pour eux, paraît-il, de trouver des ouvriers bon marché. Les ouvriers ont toujours travaillé environ 9 heures par jour, de 7 heures du matin à 4 heures du soir ; depuis quelque temps, il a été question de les faire travailler de 6 heures du matin à 6 heures du soir, sans augmentation de salaire. Les Espagnols et quelques Piémontais paraissent disposés à accepter ce surcroît de travail. Ils ont fait publier par un individu qui a fait le tour de Graissessac, en criant que tout ouvrier espagnol ou piémontais qui se permettrait d'entrer dans les mines de Graissessac, avant 7 heures du matin, serait immédiatement massacré sur le terrier des mines. Ayant quitté le café, l'attroupement s'est dirigé du côté du contour et là, ils ont rencontré plusieurs ouvriers espagnols qu'ils ont poursuivis jusqu'au ruisseau du Clédou.»*  
(Tuffou, 1981)

Par conséquent, la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle est marquée par le début d'une immigration espagnole et italienne vers la région pour combler le manque de main-d'oeuvre au niveau des bassins miniers et des exploitations viticoles, génératrice de conflits entre ouvriers étrangers et français, l'immigration ne représente cependant que 2,1%<sup>11</sup> de la population de la région, un taux qui ne cessera d'augmenter durant le prochain siècle.

## **B. Un processus accéléré dès le début du XX<sup>ème</sup> siècle**

Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, le Languedoc-Roussillon commence à devenir une des principales régions pour l'accueil des immigrés, entre 1911 et 1921 le taux d'immigré double dans la région passant de 3% à 7,6%, un taux très largement au-dessus de la moyenne nationale à 3,7% (voir Tableau n°3), essentiellement grâce à l'arrivée de nombreux immigrés espagnols, italiens et polonais dans la région. Dans le Gard, les taux d'immigrés restent en dessous de la moyenne jusqu'au recensement de 1931 même si dès 1911 on observe des mouvements importants en destination du département (+ 120% de 1911 à 1921).

---

<sup>11</sup> Statistique générale de la France

*Tableau n°3: Évolution de la population étrangère dans le Gard, le Languedoc-Roussillon et la France entre 1851 et 1931*

	Gard	Languedoc-Roussillon	France
1851	0,5%	0,5%	1%
1861	0,6%	0,6%	1,4%
1872	0,7%	0,9%	2%
1881	1%	2,2%	2,4%
1891	0,8%	2,1%	2,9%
1901	1,3%	2,8%	2,6%
1911	1,5%	3%	2,8%
1921	3,3%	7,6%	3,7%
1931	7,9%	10,4%	6,6%

*D'après les données de la Statistique générale de la France*

Avec jusqu'à 10,4% d'étrangers dans la population du Languedoc-Roussillon, on atteint un pic en 1931. Cependant, la crise économique qui heurte la France lors des années 1930 n'épargne pas le Languedoc-Roussillon, ainsi le renforcement des problèmes économiques, l'augmentation du chômage, la stagnation du niveau de vie suscitent un mécontentement de plus en plus marqué. Dans ces contextes économiques et sociaux préoccupants, il est courant que les immigrés soient les premiers mentionnés, par conséquent entre 1931 et 1936, le nombre d'étrangers diminue fortement (voir Tableau n°4) et ainsi la proportion d'étrangers dans la population régionale passe de 10,4 % à 8,6%. Dans le Gard ce recul est plus marqué et établit le taux d'immigrés aux alentours de 6% en 1936, toujours supérieur au taux national de 5,3%.

Tableau n°4 : Évolution de la population étrangère dans le Gard, le Languedoc-Roussillon et la France entre 1931 et 1936

	Gard	Languedoc-Roussillon	France
1931	32 020	159 213	2 714 697
1936	24 651	129 088	2 198 236
Évolution	- 23%	- 18,9%	- 19%

*D'après les données de la Statistique générale de la France*

Les conséquences de l'instauration de quotas de travailleurs étrangers dans les divers secteurs de l'industrie et des services à partir de 1932 et des retours au pays d'origine peuvent expliquer cette diminution. Si la diminution des effectifs étrangers concerne principalement les Espagnols, on peut supposer que cette diminution reflète également en partie la politique de retour incitative mise en œuvre par le gouvernement républicain qui a favorisé le retour au pays d'Espagnols, notamment des chômeurs, en instaurant en 1931 un salaire minimum, en limitant la durée du travail quotidien à huit heures, et en votant une réforme agraire en 1932 qui visait à exproprier de grands propriétaires terriens.

Malgré le retour en Espagne d'un grand nombre d'immigrés espagnols, de nombreux accords conclus avec divers pays fournisseurs de main-d'œuvre offraient la possibilité d'établir des centres de recrutement à l'étranger qui sélectionnent les candidats au départ sur place. Pour des raisons liées à la situation économique désastreuse que connaît ce pays après la guerre et aux liens étroits entre Paris et Varsovie, capitale d'un pays que, du côté français, on considère à la fois comme un rempart contre le bolchevisme et un possible allié de revers lors du prochain conflit franco-allemand, la Pologne apporte la plupart des nouveaux arrivants. En 1931, plus de 500 000 Polonais sont recensés en France, alors qu'ils étaient moins de 50 000 en 1921. Dans le Languedoc-Roussillon, cette immigration polonaise s'installe principalement dans le Gard, département qui dispose de près de 75% des immigrés polonais (voir Tableau n°5) vivant la région en 1936. Autre exemple de l'impact de la crise des années 30 sur l'immigration, le nombre d'immigrés polonais cesse de croître et se stabilise aux alentours de 4300 individus dans le Languedoc-Roussillon (voir Tableau n°5).

Tableau n°5 : *Évolution de la population polonaise dans le Gard et le Languedoc-Roussillon entre 1931 et 1936*

	Gard	Languedoc-Roussillon
1921	686	729
1926	1815	1992
1931	3474	4377
1936	3226	4343

*D'après les données de la Statistique générale de la France*

### **C. Les Trente Glorieuses et la mutation de l'immigration**

Pendant cette période, la population de la région subit d'importantes transformations, tant sur le plan démographique que sociologique, on assiste à de nouvelles vagues d'immigrants portugais, algériens et marocains. L'agriculture continue de créer de nombreux emplois (salariés agricoles et saisonniers), mais la multiplication des travaux majeurs, des opérations d'urbanisme et l'explosion du périurbain génèrent de nombreux emplois dans le domaine des travaux publics en zone urbaine, notamment dans les postes de manœuvres et de maçons pour les grands travaux d'aménagement du littoral organisé par la « mission Racine ».

Globalement, pendant cette période, on assiste à la fin des vagues d'immigration polonaise, italienne et espagnole, même si encore de nombreux exilés de l'Espagne franquiste arrivent en France ils le font en nombre limité. La fin de l'immigration polonaise, italienne et espagnole peut être interprétée comme une évolution démographique significative dans certains contextes nationaux. Cette tendance peut être attribuée à plusieurs facteurs, dont les naturalisations jouent un rôle clé. Tout d'abord, les naturalisations sont le processus par lequel les immigrants acquièrent la citoyenneté du pays dans lequel ils résident. Dans de nombreux cas, les immigrants venus d'Europe de l'Est et du Sud ont choisi de demander la nationalité de leur pays d'accueil faute de pouvoir retourner dans leur pays d'origine. Une fois naturalisés, ces immigrés ne sont plus comptabilisés comme des immigrés, ce qui contribue à diminuer le nombre d'immigrés dans les statistiques officielles. De plus, la fin de l'immigration en provenance de ces régions peut également être due à des



facteurs économiques et politiques. Par exemple, les améliorations économiques dans les pays d'origine peuvent réduire les incitations à l'émigration. De même, les changements dans les politiques migratoires, tels que des restrictions plus strictes ou des quotas sur les visas, ou bien la fermeture des frontières comme ce fut le cas avec l'Espagne en 1939 après la fin de la guerre civile, peuvent également jouer un rôle dans la diminution de l'immigration en provenance de ces pays. Par conséquent, la fin de l'immigration en provenance de certains pays européens comme la Pologne, l'Italie et l'Espagne peut être expliquée par une combinaison de facteurs, notamment les naturalisations, les conditions économiques et politiques dans les pays d'origine, ainsi que les évolutions démographiques internes des pays d'accueil. Avec les lois instaurant des quotas de travailleurs étrangers de 1932, la Seconde Guerre mondiale, la fin de l'immigration polonaise, italienne et espagnole, et les naturalisations des précédentes vagues d'immigration, on assiste de 1931 à 1954 à une réduction significative du nombre d'étrangers dans le Gard (passant de 7,9% à 4,6%), dans le Languedoc-Roussillon (de 10,4% à 6,5%) et en France (de 6,6% à 4,1%).

*Tableau n°6: Evolution de la population étrangère dans le Gard, le Languedoc-Roussillon et la France entre 1946 et 1975*

	Gard	Languedoc-Roussillon	France
1946	5,6%	8,1%	4,4%
1954	4,6%	6,5%	4,1%
1962	6,3%	8%	4,6%
1968	7%	8,6%	5,3%
1975	7,3%	8%	6,5%

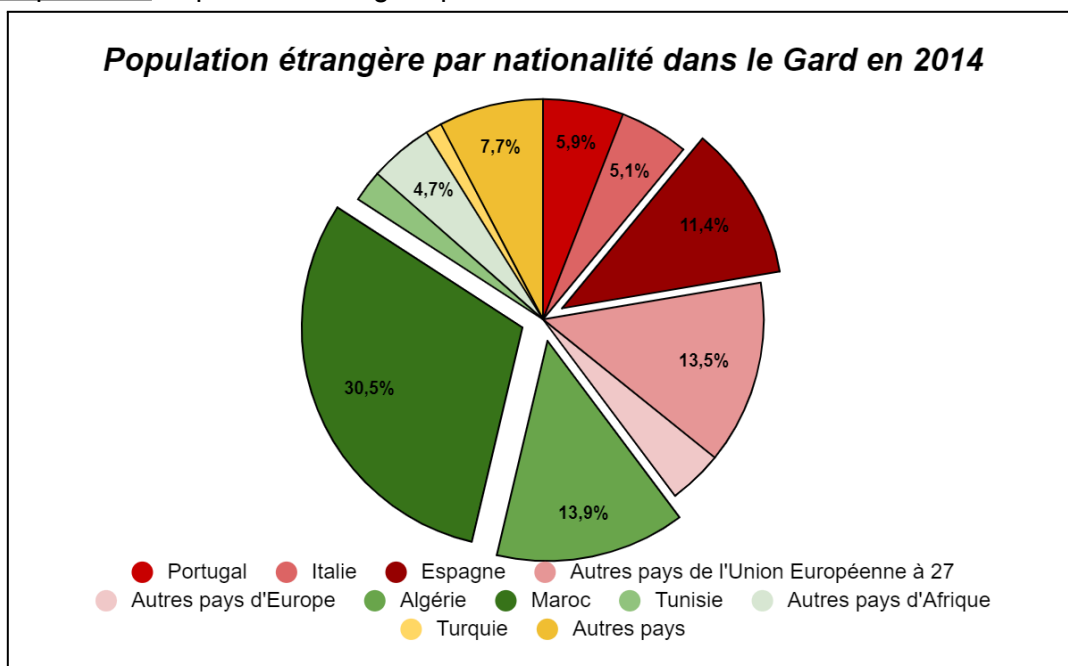
*D'après les données de l'INSEE*

Lorsque l'immigration espagnole et italienne s'essouffle, l'immigration portugaise semble alors prendre le relais même si elle n'est pas de même ampleur dans la région. De cette manière, entre 1957 et 1974, un million et demi d'émigrants quittent le Portugal. À partir du recensement de 1962, le nombre de Portugais augmente considérablement dans la région. En effet, la colonie portugaise en Languedoc-Roussillon passe de 1 260 personnes à 6 345 entre 1962 et 1975. En 1962, elle constitue 1 % de la population étrangère régionale, contre 4,4 % en 1975. Dans le Gard, on retrouve 1 400 Portugais en 1975 (4% de la population immigrée contre 1% en 1962). Cette immigration portugaise vient s'ajouter aux vagues venues du Maghreb et notamment d'Algérie. En effet, Lors du recensement de 1954,

on a recensé 5 980 « Musulmans originaires d'Algérie » en Languedoc-Roussillon, dont 3 960 dans le Gard, représentant 66% des « Musulmans originaires d'Algérie » de la région. Au lendemain des accords d'Evian de 1962, l'immigration algérienne continue et s'accroît notamment avec l'installation des harkis et de leurs familles dans des camps dont un se trouve dans le Gard à Saint-Maurice l'Ardoise. Deux nouvelles vagues d'immigration émergent à côté des Algériens : la première est de nature modeste en provenance de Tunisie. En 1962, il y avait 640 Tunisiens en Languedoc-Roussillon, 720 en 1968 et 1 708 en 1975. La deuxième, plus importante, découle de la conclusion des accords de main-d'œuvre avec le Maroc en 1963. De 1962 à 1975, la population de la colonie marocaine passe de 400 à 13 713. En moins de quinze ans, elle augmente pour atteindre 9,5 % des étrangers de la région en 1975. Cette période est donc marquée par l'arrivée en grand nombre des Algériens et des Marocains dans la région et principalement dans le Gard ce qui permet de faire grimper le taux d'immigrés dans le département à partir de 1954 (de 4,6% à 7,3% en 1975) alors que le taux d'immigrés dans la région augmente plus faiblement (de 6,5% à 8%) et que le taux national reste inférieur (6,5% en 1975) au taux observé dans le Gard (voir Tableau n°6). Les Portugais et Tunisiens s'orientent quant à eux principalement vers d'autres régions notamment en Île-de-France et en Provence-Alpes Côtés d'Azur, leur présence dans le Gard et en Languedoc-Roussillon reste limitée.

De nos jours, on conserve la même composition démographique de l'immigration dans le Gard qu'à la fin des Trente Glorieuses, en effet, en 2014, les immigrés marocains sont les plus nombreux et représentent 30,5% de la population étrangère du Gard, devant les Algériens (13,9%), les Espagnols (11,4%), les Portugais (5,9%) et les Italiens (5,1%). Ces cinq nationalités comptent pour plus de deux tiers des étrangers présents dans le département (voir Graphique n°1).

Graphique n° 1 : Population étrangère par nationalité dans le Gard en 2014



*D'après les données de l'INSEE, 2014*

### III. L'extrême droite en terre gardoise : un basculement politique radical

Au cœur de la région Occitanie, le département du Gard a longtemps été un bastion de gauche, du moins tout au long de la V<sup>e</sup>. République. Cependant, ces dernières décennies ont vu un bouleversement majeur de l'échiquier politique local. L'extrême droite, autrefois marginale, y a progressivement consolidé son influence, jusqu'à devenir une force dominante. C'est d'ailleurs dans le Gard que le RN obtient sa première mairie dans une ville de plus de dix mille habitants : à Saint-Gilles. Aujourd'hui, nombreuses sont les mairies du département occupées par des maires du RN, symbole d'un ancrage territorial croissant.

#### A. Le Gard : un ancien bastion de gauche

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la culture politique locale, caractérisée par l'influence historique du protestantisme en lutte contre l'État central, les mouvements de paysans pauvres, les vigneron de la plaine languedocienne et roussillonnaise qui, confrontés à des difficultés sociales et économiques importantes, développent de fortes valeurs de coopération et de revendications, comme le montre la révolte des vigneron de 1907, en fait une région traditionnellement orientée vers la gauche, d'où vient son surnom le « Midi rouge » (Genieys,

1998). Pendant la V<sup>e</sup> République, la gauche socialiste et communiste française a longtemps dominé le paysage politique gardois notamment du fait de sa forte composition ouvrière aux alentours des bassins miniers d'Alès, du Vigan et de la Grand Combe. Forte de cette présence ouvrière, la gauche a très longtemps été un choix plébiscité par les habitants du Gard : François Mitterrand réalisait des scores très élevés dans le Gard, 44,49% au premier tour de l'élection présidentielle de 1965 (contre 31,72% au niveau national) et il atteint les 60,08% au second tour de cette même élection alors qu'il ne dépasse pas les 45% au niveau national (44,80%). En 1969, Jacques Duclos, candidat PCF, obtient près de neuf points de plus dans le Gard qu'au niveau national lors du premier tour de l'élection présidentielle, arrivé seulement troisième au niveau national il ne parviendra pas à se qualifier. En 1974, François Mitterrand (PS) obtient plus de la moitié des suffrages dès le premier tour dans le Gard (50,67%) et distance très largement son adversaire au second tour avec 56% des voix, cependant au niveau national il n'obtiendra que 49,19% des voix au second tour et échouera face à Valéry Giscard d'Estaing. Finalement, en 1981, le PCF et le PS sont au coude-à-coude au premier tour dans le Gard avec 25,13% et 24,19% des voix respectivement, néanmoins Georges Marchais (PCF) arrivera seulement quatrième au premier tour avec 15,35% des voix au niveau national, ce qui ne lui permettra pas de se qualifier et favorise ainsi la première victoire de François Mitterrand au niveau national (51,76%). Le tableau ci-dessous résume ces informations et met en évidence la domination de la gauche dans le Gard de 1965 à 1981, en effet, François Mitterrand obtient la majorité des voix lors du second tour à 3 reprises avec des marges relativement nettes (60,08% en 1965, 56% en 1974, 57,46% en 1981). L'élection de 1969 est particulière car c'est un communiste qui arrive en tête lors du premier tour mais la division totale de la gauche ne parviendra pas à hisser le candidat au second tour (voir Tableau n°7).

*Tableau n°7: Comparaison des résultats électoraux des principaux partis politiques de gauche de 1965 à 1981 entre le Gard et la France*

	Gard	France
1965 - 1er tour	<b>Mitterrand (CIR) - 44,49%</b>	Mitterrand (PS) - 31,72%
1965 - 2nd tour	<b>Mitterrand (CIR) - 60,08%</b>	Mitterrand (PS) - 44,80%
1969 - 1er tour	<b>Duclos (PCF) - 30,29%</b>	Duclos (PCF) - 21,27%
1969 - 2nd tour	Duclos (PCF) disqualifié	
1974 - 1er tour	<b>Mitterrand (PS) - 50,67%</b>	Mitterrand (PS) - 43,25%
1974 - 2nd tour	<b>Mitterrand (PS) - 56%</b>	Mitterrand (PS) - 49,19%
1981 - 1er tour	<b>Marchais (PCF) - 25,13%</b> Mitterrand (PS) - 24,19%	Mitterrand (PS) - 25,85% Marchais (PCF) - 15,35%
1981 - 2nd tour	<b>Mitterrand (PS) - 57,46%</b>	Mitterrand (PS) - 51,76%

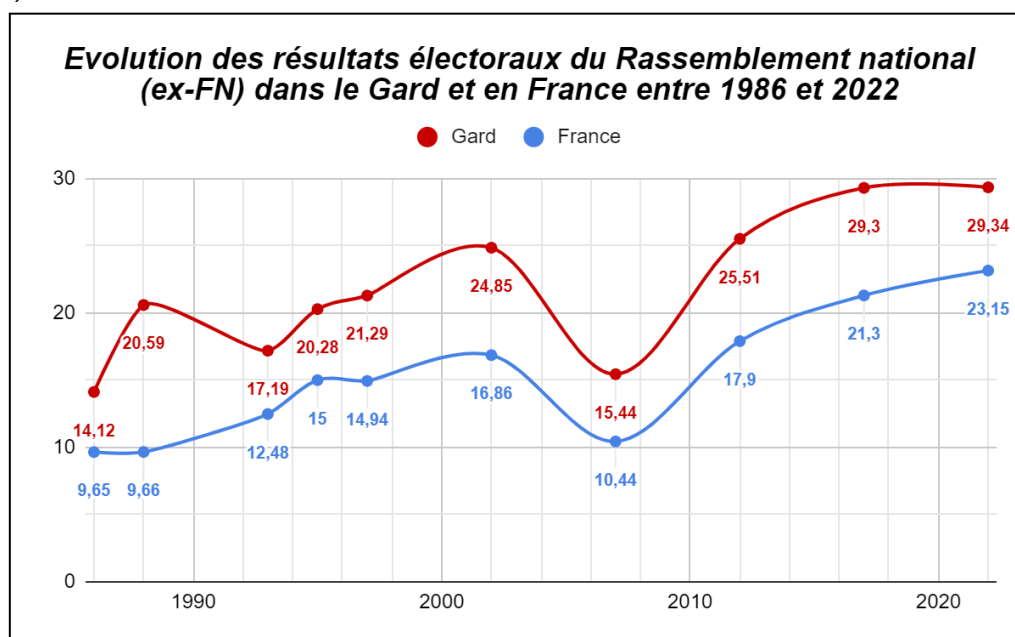
*D'après les données du Ministère de l'Intérieur*

C'est un constat que l'on observe aussi au niveau des élections législatives, entre 1945 et 1981, l'ancrage territorial de la gauche est si élevé que plus de 45% des députés élus sur cette période sont des députés communistes et 25% sont des députés socialistes. Ainsi près de 70% des députés élus sur la période sont des députés de gauche, la mainmise de la gauche sur le Gard est très forte jusque dans les années 80. Encore aujourd'hui, les scores de la gauche sont particulièrement élevés comme on peut l'observer avec les résultats de Jean-Luc Mélenchon (LFI) et de Fabien Roussel (PCF) aux élections présidentielles de 2022. En effet, dans les villes de plus de 5 000 habitants, Mélenchon se place en tête à Nîmes (28,7%), au Vigan (38,5%) et à Sommières (27,6%) tandis que Roussel devance le candidat de LFI à la Grand' Combe avec 27,2% des voix. Mais c'est avant tout les petites villes et village de l'Est du département qui plébiscite le plus Jean-Luc Mélenchon, ainsi quelques exemples : il obtient 43,9% à Lasalle (1 119 habitants) 31,2% à Bréau-Mars (670 habitants), 29,9% à Sumène (1 291 habitants), 28,7% à Saint-Jean-du-Gard (2 480 habitants), et 26,9% à Val-d'Aigoual (1 418 habitants) (voir Annexe n°5)

## B. Un des premiers bastions de l'extrême droite

Après avoir atteint des niveaux de production records dans les années 1940, les houillères subirent une baisse notable de leur activité notamment à cause de la concurrence d'un charbon bon marché venu d'Angleterre. À partir de 1952, l'avenir semble largement compromis malgré les diminutions de l'emploi (12 000 employés en 1959 contre 22 000 en 1946), une mobilité d'une partie de la main-d'œuvre vers les bassins du Nord et de l'Est. Entre les années 1960 et 1985, toutes les mines furent fermées et parmi les multiples répercussions, la Grand Combe perd une grande partie de ses habitants et les activités de l'industrie métallurgique n'ont pas réussi à survivre aux fermetures des mines, laissant ainsi le territoire sans activité économique majeure. A partir des années 1980 et après le mandat de François Mitterrand, on assiste au déclin électoral du PS et du PCF dans le Gard. En effet, les députés de gauche ne représentent plus que 60% des députés élus sur la période 1986-1997 et 28% sur la période 2002-2022 (voir Annexe n°4). Les raisons sont simples, les désindustrialisations n'ont pas épargné le département et avec la fin des houillères des bassins des Cévennes le chômage de masse touche le département qui passe d'un taux de chômage de 8,2% en 1982 (7% au niveau national) à 15,1% en 1999 (9,9% au niveau national). Face à ces difficultés économiques déjà évoquées dans la première section, l'extrême droite a commencé à réaliser de très bons résultats électoraux dans le département (voir Graphique n°2).

*Graphique n°2 : Évolution des résultats électoraux du Rassemblement national (ex-Front national) dans le Gard et en France entre 1986 et 2022*



*D'après les données du Ministère de l'Intérieur*

Ce basculement politique de la gauche vers l'extrême droite, Sandrine, infirmière de 46 ans dans la commune de Grézan en est l'exemple :

*« J'ai toujours voté pour la gauche (PS) pendant 20 ans parce que je refusais le discours de la droite sur l'immigration, mais maintenant quand on voit tout ce qu'il se passe à la télé je ne me vois pas voter autre chose que Le Pen, c'est la seule qui peut changer les choses et nous permettre de vivre en sécurité [...] La gauche n'a rien fait pour moi alors je tente autre chose »<sup>12</sup>*

L'implantation du parti d'extrême droite est telle dans le Gard qu'il obtient ses meilleurs résultats dans les villes du département, en effet, au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, le Rassemblement national arrive en tête dans 17 des 20 plus grandes villes du département : il récolte 30,1% des voix à Bagnols-sur-Cèze, 38,1% à Beaucaire, 36,8% à Saint-Gilles, 36,1% à Vauvert, 34,9% à Pont-Saint-Esprit, 37,3% à Aigues-Mortes, jusqu'à 39,9% à Bellegarde et se place même en tête à Alès avec 26,4% des voix, chose assez surprenante pour une ville autrefois bastion communiste. Maire de Beaucaire depuis maintenant plus de 10 ans, Julien Sanchez le vice-président du Rassemblement national a fait de sa ville un laboratoire d'expérimentation des politiques d'extrême droite, il déclare la fin des subventions et la fermeture de la « Maison du vivre ensemble » de Beaucaire, qui assurait le soutien scolaire d'une centaine d'enfants dans les quartiers défavorisés de la ville, il annonce aussi que les cantines scolaires municipales des écoles primaires serviront du porc tous les lundis sans menu de substitution pour les élèves ne mangeant pas de porcs. Il faut dire que l'élection à deux reprises de Gilbert Collard en 2012 et 2017 en tant que député de la 1<sup>ère</sup> circonscription du Gard donne un ancrage qui permet de banaliser le FN dans le paysage politique local et ce dernier est conscient de son poids dans le département, lorsqu'il fut interrogé par une journaliste sur l'importance du Gard dans la stratégie du RN, Jordan Bardella, président du RN répond :

*« Ce territoire est important comme tous les territoires de France si je puis dire, je pense que le Gard est un territoire où nous progressons plus vite qu'ailleurs. Les perspectives de victoires aux élections municipales sont plus nombreuses que par le passé, précisément parce que le travail, qu'effectuent nos députés à l'Assemblée nationale comme sur le terrain, participe à un enracinement, un ancrage du vote Rassemblement National dans le Gard. »<sup>13</sup>*

La montée du RN est un phénomène récent dans les communes du Piémont cévenol, qui ont été historiquement fortement marquées à gauche par la tradition camisarde, protestante et protestataire (« Midi rouge ») (Genieys, 1998). Dans l'ensemble, ce vote est

---

<sup>12</sup> Entretien réalisé le 16 mars 2024 au sein du domicile de l'enquêtée.

<sup>13</sup> Dans un entretien accordé au journal *Le Réveil du Midi*, le 4 mars 2024.

principalement exprimé dans des communes éloignées des grands centres urbains (Nîmes) et où l'on observe depuis quelques années une croissance démographique très importante. La présence de familles précaires qui accèdent à la propriété mais « qui ne contribuent en rien à la commune » suscite une crainte de déclassement et engendre un malaise. Fréquemment, ces villes sont dans une situation de précarité, l'habitat est détérioré, la qualité des services publics en matière d'éducation et de santé est mauvaise. Dans ce contexte de crise, une partie de la population se réfugie dans l'idéologie d'extrême droite qui fait appel à la tradition, à l'ancrage territorial et à la nostalgie d'un passé plus favorable. Le RN capitalise ainsi sur le sentiment d'abandon et de marginalisation ressenti par une frange de la population, en proposant des solutions simplistes et souvent teintées de rejet de l'autre, notamment de l'immigré.

La perception de l'immigration dans le Gard s'inscrit donc dans ce contexte de crise économique et sociale, où les craintes liées au déclassement socio-économique se mêlent à des préoccupations identitaires et culturelles. Le discours anti-immigration du RN trouve ainsi un écho auprès d'une partie de la population locale, alimentant un cercle vicieux de stigmatisation et de repli sur soi. Pourtant, la réalité complexe de l'immigration dans le Gard, caractérisée par la diversité des parcours et des contributions des immigrants à la vie locale, est souvent occultée au profit d'une vision simpliste et essentialiste propagée par les discours populistes.

### **C. Ébranlement des fondements de la « théorie du contact »**

Pour comprendre comment la présence d'immigrés influence ou non les perceptions que les Français se font de l'immigration, trois théories viennent proposer des pistes d'explications : la théorie du contact, la théorie de la menace réelle et la théorie de la menace symbolique. Chacune de ces théories a ses propres limites et permet d'expliquer un aspect de la perception, les théories ne sont pas en opposition mais souvent complémentaires comme on le voit dans cette section.

#### ***La « théorie du contact » et ses limites dans le cas du Gard***

La « théorie du contact intergroupes » est une perspective théorique qui explore les dynamiques sociales et psychologiques qui se produisent lorsque des individus ou des groupes appartenant à différents contextes culturels, ethniques, religieux ou sociaux entrent en interaction les uns avec les autres. Cette théorie s'intéresse particulièrement aux conséquences de ces rencontres intergroupes sur les attitudes, les préjugés, les stéréotypes



et les comportements des individus impliqués. L'idée fondamentale de la théorie du contact est que le contact lorsqu'il est bien géré, peut conduire à la réduction des préjugés, des tensions intergroupes et des comportements discriminatoires (Abel & Magni-Berton, 2013). Ce concept repose sur l'idée que le contact direct et positif entre membres de groupes différents peut favoriser le développement de perceptions plus nuancées, d'émotions positives et de relations interpersonnelles harmonieuses, ce qui contribue à la création d'une société plus inclusive. Selon l'auteur de la théorie Gordon Allport, vivre avec des individus d'une culture différente, d'une nationalité différente ou d'une couleur de peau différente permet de briser les stéréotypes à condition qu'il ne s'agisse pas d'un simple bonjour esquissé au coin d'une rue, mais d'un véritable contact. Selon l'un des auteurs du rapport annuel de la CNCDH, le chercheur Vincent Tiberj, la xénophobie est moins présente dans les régions où il y a une forte présence d'immigrés confirmant ainsi la théorie du contact (Abel & Magni-Berton, 2013). Abel et Magni-Berton ajoutent « Le mélange entre natifs et immigrés engendre une baisse significative des préjugés. Une augmentation de 1 % de la proportion d'immigrés suffit, dans un département, à faire reculer les idées reçues. » (Abel & Magni-Berton, 2013). En effet, c'est les résultats que l'on obtient lorsqu'on met en évidence le taux d'immigrés par département et les voix obtenues par l'extrême droite ouvertement anti-immigration, en combinant les scores du Rassemblement national et de Reconquête. Comme on peut le voir sur le graphique n°3, la courbe de tendance met en évidence que plus le taux d'immigrés est élevé, moins les scores de l'extrême droite sont importants, et à l'inverse moins le taux d'immigrés est élevé plus le vote pour l'extrême droite est fort : le Pas-de-Calais sert d'exemple pour illustrer ce propos, malgré un taux d'immigrés très faible (2,4%<sup>14</sup>), le département est devenu un bastion d'extrême droite où elle obtient 43,84% des voix au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 (loin devant la moyenne nationale de 30,22%). Quant au Gard, lorsqu'on établit un graphique mettant en relation les mêmes données, on obtient une courbe de tendance qui ne permet pas d'établir de relation entre le taux d'immigrés dans la commune et les voix obtenues par l'extrême droite (voir Graphique n°4), en addition on s'aperçoit même que l'extrême droite recueille plus de voix que la moyenne dans les trois communes qui comptent le plus d'immigrés, Beaucaire (46,71%<sup>15</sup>), Saint-Gilles (46,42%) et Laudun (43,7%), que dans le Gard (38,63%). La « théorie du contact intergroupes » semblent ne pas expliquer la forte présence de l'extrême droite dans le Gard et notamment dans les villes qui comptent le plus d'immigrés, une réponse possible pour expliquer cela serait de considérer que le climat économique et social du département influence la perception que les habitants se font de l'immigration.

---

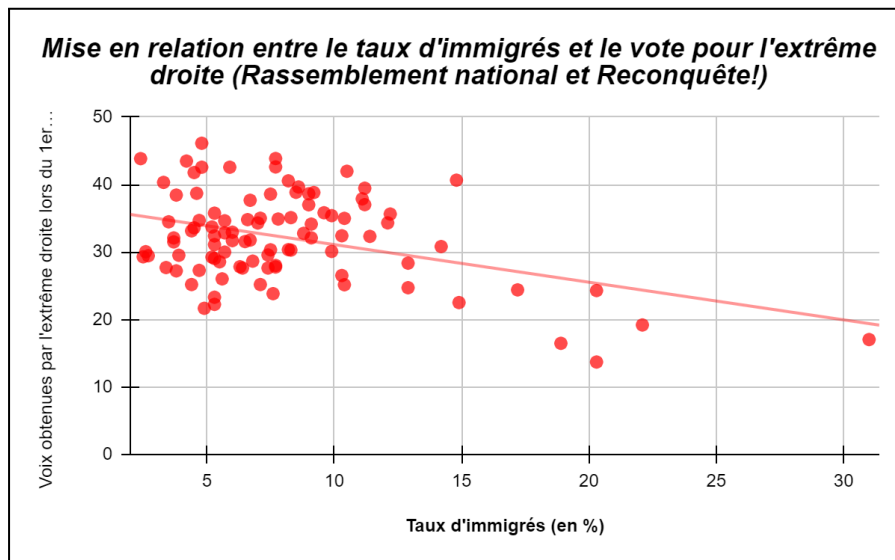
<sup>14</sup> INSEE, 2020.

<sup>15</sup> Observatoire des Territoires, 2020.

### ***La théorie de la menace réelle et la perception d'une compétition***

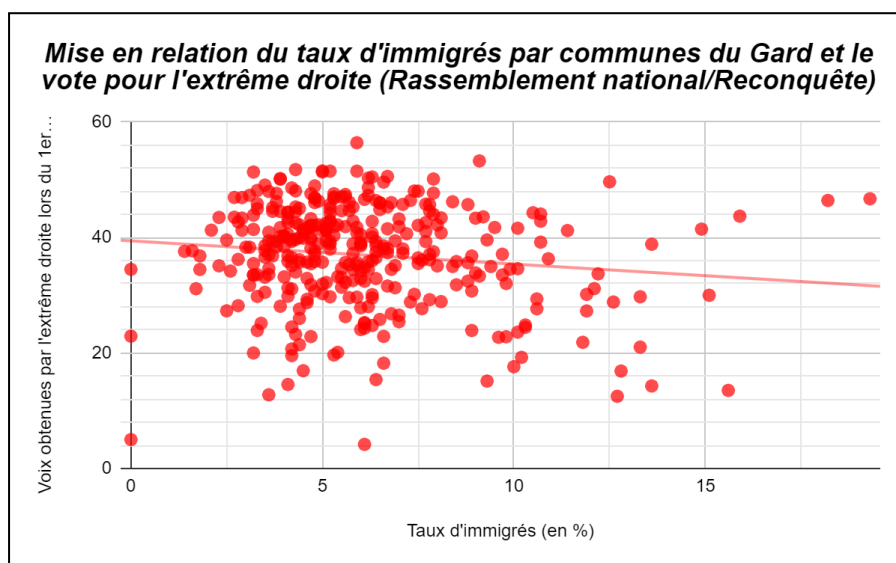
Ainsi, cela nous oriente vers la théorie de la menace réelle, qui est une perspective dans le domaine de la psychologie sociale qui cherche à expliquer les relations intergroupes et notamment l'impact du contexte économique sur la perception de l'immigration. Cette théorie propose que les tensions entre différents groupes sont souvent exacerbées lorsque les membres d'un groupe perçoivent une menace réelle à leurs intérêts économiques et sociaux, comme la compétition accrue sur le marché du travail ou l'attribution de logements sociaux. Lorsque les membres d'un groupe ressentent une menace réelle, cela peut entraîner une augmentation du préjugé envers le groupe perçu comme menaçant, ainsi que des comportements défensifs visant à protéger les intérêts des natifs. Cette théorie souligne également le rôle des contextes sociaux et économiques dans la création et la maintenance de ces perceptions de menace.

Graphique n°3 : Mise en relation entre le taux d'immigrés des départements français et le vote pour l'extrême droite lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022



*D'après les données de l'INSEE, 2020*

Graphique n°4 : Mise en relation entre le taux d'immigrés des communes du Gard et le vote pour l'extrême droite lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022

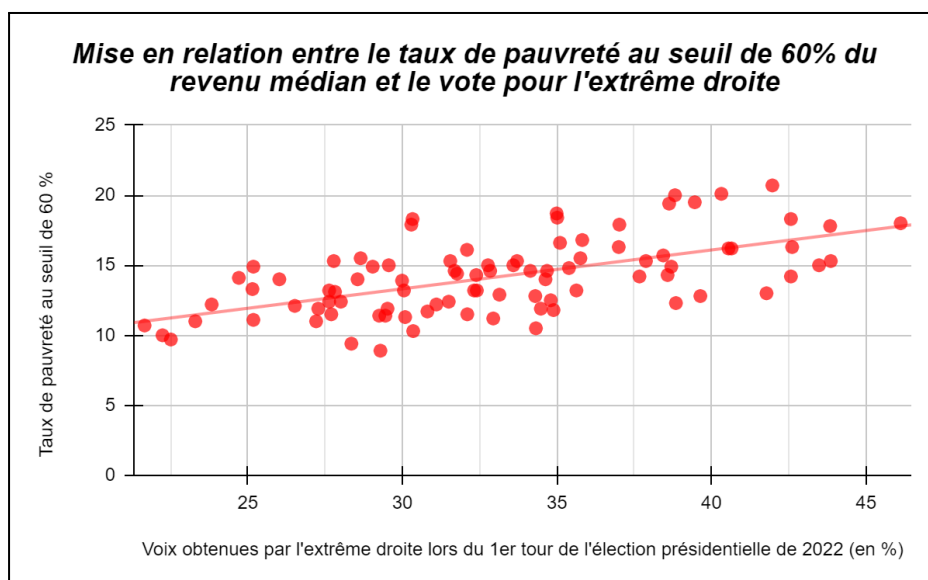


*D'après les données de l'Observatoire des Territoires, 2020*

Abel et Magni-Berton soulignent le fait que lorsque le contexte économique se détériore alors s'en suivra un chamboulement de la théorie du contact intergroupes. Ainsi les auteurs affirment : « Quand un département est touché par le chômage, l'indice de tolérance faiblit : une augmentation de 1 % des demandeurs d'emploi provoque une baisse de 0,11 % de l'indice. L'effet de compétition engendre donc une augmentation de la xénophobie - comme si les natifs, dans un environnement économique tendu, se sentaient menacés par les immigrés sur le marché du travail. » (Abel & Magni-Berton, 2013). Or comme on l'a vu, le Gard est un département extrêmement pauvre et soumis au chômage, ce qui peut nous laisser penser que la théorie de la menace réelle semble correspondre au cas de figure du Gard. Dans le graphique n°6, on met en relation le taux de pauvreté au seuil de 60% du revenu médian avec la part de voix obtenues par l'extrême droite lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022 par département de France métropolitaine, on obtient une courbe de tendance qui met en lumière le fait que les départements les plus soumis à la pauvreté ont plus tendance à voter pour l'extrême droite confirmant ainsi la théorie de la menace réelle. En effet, parmi les départements ayant des taux de pauvreté supérieur à 18% en 2022, à l'exception de la Creuse et des départements d'Île-de-France, tous ont placé l'extrême-droite à plus de 35% des voix au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 (Aisne, Ardennes, Haute-Corse, Gard, Hérault, Vaucluse, Nord, Pyrénées-Orientales). Dans un autre graphique (voir Graphique n°7), on met en relation le revenu médian disponible dans les communes du Gard en 2021 avec le vote pour l'extrême droite lors de la même élection, le taux de pauvreté par communes n'étant pas communiqué pour une grande partie

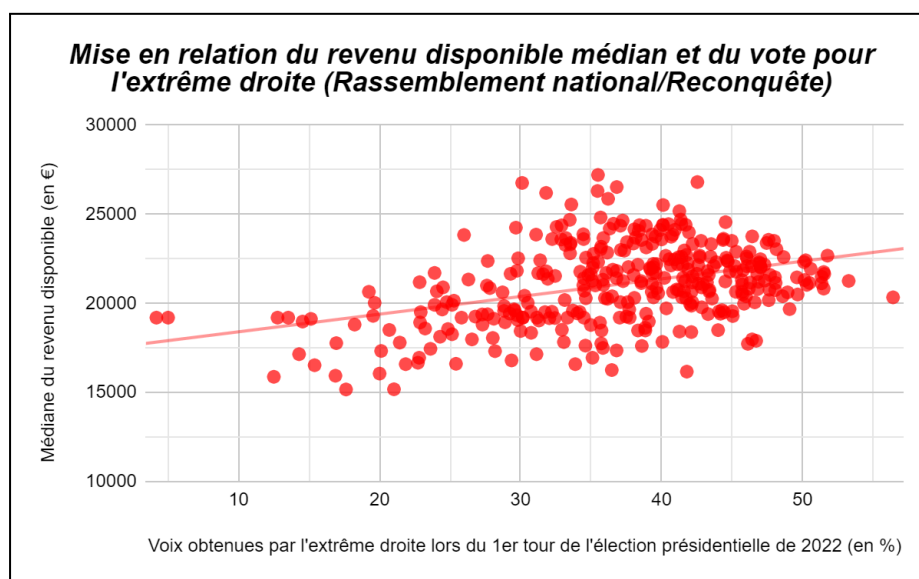
de ces-dernières, j'ai choisi cette donnée qui permet d'avoir une idée de la pauvreté dans ces communes. La courbe de tendance obtenue pour ce graphique montre l'opposé de ce qu'a montré le graphique précédent, dans le Gard ce sont les communes dont le revenu médian disponible est le plus faible qui votent le moins pour l'extrême droite. En effet, comme on l'a vu dans la carte n°1, les communes les plus pauvres sont principalement dans l'ouest du département vers les anciens bassins miniers d'Alès, de la Grand' Combe et du Vigan où Jean-Luc Mélenchon obtient ses meilleurs scores dans le département notamment parce que ce sont des terres historiquement de gauche depuis la IIIème République et qui aujourd'hui conservent cet héritage. Ainsi, la théorie de la menace réelle ne semble pas pouvoir expliquer le vote pour l'extrême droite dans le Gard, tout comme la « théorie du contact intergroupes » a ses limites.

Graphique n°5 : Mise en relation entre le taux de pauvreté au seuil de 60% du revenu médian des départements de France métropolitaine et le vote pour l'extrême droite lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022.



*D'après les données de l'Observatoire des Territoires, 2020, et de l'INSEE, 2022*

Graphique n°6 : Mise en relation entre la médiane du revenu disponible des communes du Gard en 2020 et le vote pour l'extrême droite lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022.



*D'après les données de l'Observatoire des Territoires, 2020, et de l'INSEE, 2022*

Ce fort vote pour l'extrême droite n'est pas toujours lié à l'existence d'une concurrence réelle dans le domaine de l'emploi. Le sentiment de menace n'est donc pas forcément le résultat d'une compétition réelle avec les immigrés mais de la peur d'une concurrence potentielle. Par conséquent, la théorie de la menace et celle du contact ne s'opposent pas frontalement : la première explique certains contextes, la seconde s'applique dans d'autres - et toutes deux renvoient à l'idée que les valeurs sont fluctuantes et ne restent pas figées mais évoluent en fonction du contexte économique et social (Tiberj, 2010).

### ***La théorie de la menace symbolique, la volonté de se distinguer***

Ainsi si aucune des deux ne permet, à elle seule, d'expliquer le vote pour l'extrême droite, c'est peut-être que l'immigration, au lieu de représenter une menace réelle, est plutôt perçue comme une menace symbolique, des groupes sociaux réagissent de manière négative à ceux qu'ils perçoivent comme menaçant leurs valeurs, normes ou croyances fondamentales, même si cette menace n'est pas nécessairement physique ou directe. Cette menace symbolique peut être perçue à travers des changements culturels ou sociaux qui

remettent en question l'identité ou le statut du groupe natif. Les réussites du RN dans les zones rurales dépourvues d'étrangers font donc référence à cette théorie de la menace « symbolique ». Contrairement à ce que prétend le RN, ce vote n'est pas un appel à l'aide lancé par des électeurs qui subissent l'expérience conflictuelle du vivre-ensemble dans des quartiers aux taux élevés d'immigrés : issus des classes populaires et moyennes, les électeurs du RN cherchent plutôt, par leurs choix électoraux, à se démarquer de la figure de l'étranger, qui incarne des valeurs sociales et morales radicalement opposées aux leurs – l'assistanat, la délinquance, l'insécurité (Tiberj, 2010; Mayer, 2023)

Ainsi, la théorie de la menace symbolique met en lumière l'importance des perceptions subjectives dans la formation des attitudes intergroupes et des conflits, et souligne le rôle des menaces symboliques dans la perpétuation des tensions entre différents groupes sociaux.

## **Chapitre II. L'influence des acteurs politiques et médiatiques dans la perception de l'immigration dans le Gard et en France**

En France et dans le département du Gard, la perception de l'immigration est largement façonnée par les acteurs politiques et médiatiques, qui jouent un rôle déterminant dans la construction des opinions publiques. Les discours politiques et les représentations médiatiques influencent grandement la manière dont les citoyens appréhendent les questions migratoires. Cette partie de mon mémoire se propose d'examiner de manière approfondie comment les acteurs politiques et les médias interviennent dans la construction de la perception de l'immigration.

### **I. Le rôle des acteurs politiques et l'instrumentalisation dans la construction des perceptions de l'immigration**

Au cours des dernières décennies, les partis d'extrême droite ont systématiquement exploité les enjeux migratoires pour servir leurs objectifs politiques et idéologiques. En effet, les discours et les politiques de l'extrême droite sur l'immigration ont souvent été marqués par la stigmatisation des migrants, la promotion du nationalisme et la diffusion de la peur de l'étranger (Jamet & Lafiandra, 2023). Prenons par exemple le cas du Rassemblement National en France, qui a longtemps axé son discours sur la menace supposée que représenterait l'immigration pour l'identité nationale et la sécurité publique. Des slogans comme « la France aux Français » ou « Stop à l'immigration massive » ont été utilisés pour mobiliser l'électorat en capitalisant sur les préoccupations liées à l'immigration. Cette instrumentalisation de l'immigration par l'extrême droite ne se limite pas aux discours politiques, mais touche aussi aux faits divers et à la récupération politique de drames. L'utilisation des faits divers à des fins politiques n'est pas nouvelle, dès les années 1980, des recherches ont notamment tenté de démontrer la tendance des faits-divers à stigmatiser certaines catégories de population, telles que les « étrangers » ou les résidents des quartiers populaires, en rappelant leur origine immigrée (Berthaut & Darras & Laurens, 2009). L'ancien Président de la République française, Nicolas Sarkozy a pendant longtemps instrumentalisé les faits divers pour justifier des réformes de la justice et de la police. Récemment avec la campagne électorale de 2022, les médias français ont mis davantage l'accent sur les faits divers, drames, l'immigration et les représentants de l'extrême droite.

Ainsi, après la découverte du corps de la petite Lola en octobre 2022, et malgré la volonté de la famille d'éviter toute récupération politique, on a assisté à une récupération

politique du drame, orchestrée par la droite et l'extrême droite qui pointent la responsabilité du gouvernement. Éric Pauget, député LR des Alpes-Maritimes déclare :

*« Si la pudeur avait dû m'empêcher de vous poser cette question, la colère n'a pu m'en dissuader. Par le laxisme de votre politique d'immigration, cette enfant a été martyrisée, violée et tuée par une clandestine qui faisait pourtant l'objet d'une obligation de quitter le territoire français. (...) Oui, l'expulsion des délinquants doit être une obligation et automatique car une fois de plus, le lien entre immigration incontrôlée et criminalité est évident. »<sup>16</sup>*

Autre exemple de cette instrumentalisation, lors de la polémique sur le port du burkini en France à l'été 2016, on a assisté à un florilège d'arrêtés municipaux interdisant le burkini. Dans le Gard, la droite et l'extrême droite se sont emparées du sujet dans la seule ville ayant un accès à la mer Méditerranée : le Grau-du-Roi. Sur leur compte Facebook, suivi par deux milles abonnés, l'opposition au maire Robert Crauste (divers centre) fustige la décision du maire de ne pas interdire le burkini sur les plages de la ville. Ainsi la machine médiatique démarre et *Valeurs Actuelles* écrit un article sur le sujet dont le titre « Le cocktail estival, drogues, agression et burkini » pointe du doigt la « déchéance » qui touche la petite commune. Cette menace est clairement identifiée dans l'article, c'est le TER qui relie Nîmes à la Grau-du-Roi et qui coûte seulement un euro en période estivale afin de garantir aux Nîmois un accès à la mer. Cependant, pour *Valeurs Actuelles* et l'opposition, ce train amène des « racailles », de « l'immigration » et de « l'insécurité » dans cette ville et altère même son paysage démographique. En prime, Gilbert Collard, élu deux fois député de la circonscription pour le RN et désormais député européen affilié à Reconquête!, en somme un poids lourd de la politique locale, vient à son tour renchérir sur le sujet :

*« Cela fait des années que l'on tire la sonnette d'alarme. Sérieusement, que s'imagine la gauche? Que des gens, des familles modestes et honnêtes vont grimper dans un train pris d'assaut par des racailles, dès la gare de Nîmes? [...]. Les pouvoirs publics parlent de vivre-ensemble! On voit le résultat : agressions, proliférations de tenues islamiques, incivilités sur les plages et dans les rues. La vérité, c'est qu'on désengorge Nîmes de ses voyous pour pourrir la vie des Graulens et des touristes tranquilles. »<sup>17</sup>*

Un autre aspect de l'instrumentalisation qu'il reste à analyser relève de la tendance qu'ont les acteurs politiques d'extrême droite à instrumentaliser la pauvreté et le chômage des Français. Ainsi, en pointant du doigt le fait que la France accueille des immigrés alors que des Français sont au chômage, l'extrême droite trouve un bouc-émissaire et accentue ainsi les préjugés déjà présents à l'égard de l'immigration. Delphine explique cela lors de son entretien :

---

<sup>16</sup> Dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale, le 18 octobre 2022.

<sup>17</sup> Dans un entretien attribué à *Valeurs Actuelles*, le 25 octobre 2015.



*« Il y a une instrumentalisation du chômage des Français par l'extrême droite comme quoi on aurait pas suffisamment d'argent, qu'on s'occupe pas suffisamment de nos SDF donc comment est-ce qu'on peut encore s'occuper de migrants, on a pas suffisamment d'emploi donc du coup les migrants viennent ils prennent des emplois. »<sup>18</sup>*

En somme, cette instrumentalisation du fait divers et des difficultés économiques du pays n'est pas nouvelle, comme elle n'est pas non plus partisane, bien que dans le cadre de l'instrumentalisation de l'immigration on assiste évidemment à une récupération des faits divers par la droite et l'extrême droite afin d'avancer la narrative que l'immigration crée l'insécurité, la criminalité et accentue le chômage des Français.

## **II. Les médias comme architectes de la perception de l'immigration**

Les médias influencent la manière dont les événements, les politiques et les récits concernant l'immigration sont présentés et interprétés. Cette fonction de médiation ne se limite pas à la simple transmission de faits, mais inclut également la sélection, l'accentuation et l'organisation des contenus, ce qui peut orienter la compréhension et les attitudes du public. Par conséquent, l'analyse de la couverture médiatique de l'immigration permet de mieux comprendre les mécanismes par lesquels les médias façonnent les perceptions et les discours sur ce sujet complexe et souvent controversé.

### **A. La construction de la peur : sensationnalisme dans les médias sur l'immigration**

Les médias jouent un rôle central dans la construction et la diffusion des perceptions sociales sur l'immigration. En tant qu'entreprises de communication d'influence nationale, ils ont le pouvoir de façonner les attitudes du public à l'égard des migrants et des mouvements migratoires. Cependant, cette influence n'est pas neutre. Les médias sont souvent critiqués pour leur tendance au sensationnalisme et à la stigmatisation dans la couverture de l'immigration, contribuant ainsi à la construction d'une perception négative et parfois irrationnelle de l'immigration. Tous les entretiens que j'ai menés ont mis en lumière le rôle considérable des médias dans la perception que l'on se fait de l'immigration, à l'instar de Delphine, ingénieure de 52 ans dans une grande multinationale française et résidant dans la commune de Les Angles. Pendant son entretien, elle déclare que les médias ont plus tendance à souligner les problèmes liés à l'immigration que les aspects bénéfiques :

*« En France, on a dans les médias beaucoup plus d'exemples de problématiques liées à l'immigration qui sont mis en exergue et, effectivement, comme on ne parle que des trains qui arrivent en retard donc que des problèmes liés à l'immigration, comme par exemple une politique d'intégration qui reste faible, du coup forcément on a l'impression d'avoir plus de*

---

<sup>18</sup> Entretien réalisé le 11 avril 2024 au sein du domicile de l'enquêtée (Annexe n°8).

*problèmes avec les populations immigrées* ». <sup>19</sup>

Par conséquent, cette partie vise à explorer le rôle des médias en tant qu'architectes de la perception de l'immigration, en mettant particulièrement l'accent sur le phénomène du sensationnalisme et ses implications dans la construction de la peur et de la méfiance à l'égard des migrants.

Les médias exercent une influence considérable sur la formation de l'opinion publique en matière d'immigration. À travers la sélection des sujets, le ton de la couverture, et la mise en avant de certains récits, ils façonnent les perceptions du public sur les migrants et les enjeux migratoires. Cette influence est d'autant plus significative dans un contexte où les médias sont souvent perçus comme des sources d'information fiables et légitimes. Valette et Schneider-Strawczynski, deux économistes, ont effectué une étude sur l'impact d'une médiatisation accrue des sujets migratoires, ils en tirent plusieurs résultats. Tout d'abord, une augmentation de la visibilité de l'immigration dans les médias entraîne une fracture des opinions à son égard, une polarisation de l'opinion publique française (Valette & Schneider-Strawczynski, 2021). Dans le panel d'enquêtés du Gard, cette polarisation est en partie visible étant donné que la plupart des enquêtés qui déclarent voter pour le RN ou Reconquête! étaient autrefois des électeurs du centre gauche (Sandrine) et du centre droit (Nathan), cependant la gauche ne semble pas s'être polarisée on a encore une distinction claire entre la perception de l'immigration par la gauche (Roland) et celle de la gauche radicale (Sarah), la première aux tendances plus universalistes tandis que la dernière a de fortes influences multiculturalistes.

Effectivement, une exposition plus forte à l'immigration sur les chaînes françaises encourage les téléspectateurs à adopter des attitudes extrêmes, en effet, les personnes qui sont modérément favorables à l'immigration tendent à devenir plus favorables à celle-ci, tandis que celles qui sont peu favorables à l'immigration deviennent fortement opposées à celle-ci. De cette manière, si la part de sujets consacrés à l'immigration augmente d'un point de pourcentage sur une chaîne et pendant un mois donné, cela entraîne une hausse de deux points de pourcentage d'enquêtés ayant des opinions opposées à l'immigration. Ces résultats vont au-delà des opinions sur l'immigration, ils s'étendent également aux décisions de vote. Selon leurs résultats, une augmentation de la fréquence de l'immigration dans les émissions télévisées entraîne une tendance à orienter une partie des électeurs du centre et de la droite vers l'extrême-droite, tandis que les électeurs du centre gauche augmentent leur probabilité de voter pour la gauche traditionnelle et les partis écologistes. Ainsi, les choix

---

<sup>19</sup> Entretien réalisé le 11 avril 2024 au sein du domicile de l'enquêtée (Annexe n°8).

éditoriaux des médias peuvent contribuer à amplifier ou à atténuer les sentiments d'anxiété, de peur, ou de solidarité à l'égard des migrants au sein de la société. Par conséquent, l'augmentation du temps d'antenne dédié à l'immigration est en partie une stratégie de l'extrême-droite et confirme l'intérêt stratégique de certains candidats à mettre le sujet migratoire au centre de la campagne actuelle. En fonction du cadrage médiatique, aborder l'immigration joue un rôle essentiel et bouleverse les cartes politiques en polarisant les électeurs (Valette & Schneider-Strawczynski, 2021).

Cette médiatisation accrue de l'immigration s'observe particulièrement à partir de 2015, année qui a marqué le début de la crise d'accueil que le continent européen a traversé. Lorsqu'on analyse le nombre d'occurrences du terme « crise migratoire » dans deux journaux français, on observe une explosion du terme passant d'une occurrence dans le corpus du *Monde* en 2014 à 185 occurrences en 2015 et se stabilisant aux alentours de 183 occurrences par an jusqu'en 2019 (voir Tableau n°8). Même observation pour *le Figaro* avec une explosion des occurrences passant de 70 en 2014 à 550 en 2015 et se maintenant à une moyenne de 498 occurrences par année jusqu'en 2019 (voir Tableau n°8). Un constat émerge, *le Figaro* étant un journal orienté à droite de l'échiquier politique semble être plus sensible à l'immigration et cela est mis en lumière lorsqu'on compare le nombre d'occurrences du terme « crise migratoire » entre *le Figaro* et *le Monde*. De la même manière, lorsqu'on recherche les occurrences du terme « invasion migratoire » avec une connotation négative relativement forte, on s'aperçoit aussi de l'augmentation de son utilisation dans les deux journaux avec comme noté précédemment une augmentation plus forte dans le corpus du *Figaro* (voir Tableau n°9). Cette tendance met en lumière la sensibilité des médias à l'égard de l'immigration, en particulier dans un contexte de crise. La médiatisation accrue de l'immigration, en particulier à travers l'utilisation des termes « crise migratoire » et « invasion migratoire » dans les médias français, exerce une influence significative sur les perceptions des Français sur ce phénomène complexe. Cette influence se manifeste à plusieurs niveaux et peut façonner de manière importante les attitudes et les opinions du public à l'égard de l'immigration. En effet, la répétition constante des termes « crise migratoire » et « invasion migratoire » et la couverture sensationnaliste des événements liés à l'immigration peuvent contribuer à la construction d'une perception alarmiste et sensationnaliste de la situation. En mettant en avant les aspects négatifs de l'immigration, tels que les problèmes de sécurité, les tensions sociales, ou les pressions sur les ressources, ou bien le sentiment de trop-plein, les médias peuvent amplifier les craintes et les préoccupations du public, nourrissant ainsi un sentiment d'insécurité et de menace perçue.

En somme, la médiatisation accrue de l'immigration et l'utilisation abondante de termes aux connotations négatives tels que « crise migratoire » et « invasion migratoire » peut avoir un impact profond sur les perceptions, les attitudes et les comportements du public à l'égard de ce phénomène. En tant que source d'information et de représentation, les médias jouent un rôle crucial dans la construction du récit sur l'immigration, et il est essentiel de prendre conscience de leur influence et de leur responsabilité dans la formation des opinions et des attitudes à ce sujet.

**Tableau n°8:** Usage du terme « crise migratoire » dans la presse contemporaine française de 2008 à 2019

	Nombre d'occurrences du terme « crise migratoire » dans la presse contemporaine											
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Le Monde	0	1	2	0	0	0	1	185	252	155	208	115
Le Figaro	9	15	18	52	37	35	70	550	567	341	640	394

*D'après les données de Gallicagram*

**Tableau n°9:** Usage du terme « invasion migratoire » dans la presse contemporaine française de 2008 à 2019

	Nombre d'occurrences du terme « invasion migratoire » dans la presse contemporaine											
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Le Monde	0	1	2	0	0	1	2	2	4	1	14	3
Le Figaro	0	1	4	6	2	3	3	37	28	20	40	26

*D'après les données de Gallicagram*

Ainsi, le sensationnalisme est une pratique courante dans de nombreux médias, caractérisée par une recherche de l'impact émotionnel et de l'audience à travers des titres accrocheurs, des images choquantes, et des récits dramatiques. Dans le contexte de l'immigration, le sensationnalisme se manifeste souvent par une focalisation excessive sur les aspects négatifs et les incidents isolés, négligeant ainsi les histoires positives et les contributions des migrants à la société. Cette approche sensationnaliste crée un déséquilibre dans la représentation de l'immigration, alimentant les peurs et les préjugés au sein du

public. Le sensationnalisme médiatique a des implications profondes sur la façon dont l'immigration est perçue par le public. En amplifiant les craintes liées à la sécurité, à l'emploi, ou à la culture, il contribue à la construction d'une perception négative et souvent déformée des migrants. Cette perception biaisée peut nourrir la xénophobie, la discrimination, et le repli sur soi au sein de la société, entravant ainsi les efforts visant à promouvoir l'inclusion sociale. Par conséquent, la couverture médiatique de l'immigration est un enjeu majeur dans la construction des perceptions sociales sur ce sujet (Roques, 1999).

En complément, depuis la campagne pour l'élection présidentielle de 2022, il est important de noter que la couverture médiatique de l'immigration et des discours véhiculés par les représentants de l'extrême droite a connu une amplification significative dans les médias français. Cette augmentation de la visibilité accordée à ces thématiques est observée à travers divers canaux médiatiques, notamment sur les chaînes de télévision, les stations de radio et les publications écrites. Cette évolution est particulièrement frappante dans le paysage médiatique français, où des plateformes telles que CNews, C8, Europe 1 sont citées comme offrant une tribune ouverte aux discours de l'extrême droite, notamment en ce qui concerne les questions liées à l'immigration. Beaucoup d'enquêtés mettent en lumière ce point-là lors des entretiens, notamment Delphine qui déclare:

*« Et c'est aussi un défaut des médias, en fait on voit bien aujourd'hui avec la transformation des médias qui sont rachetés généralement par des industriels ou des personnalités qui sont en lien avec des partis politiques. On voit bien que certains médias se transforment en tribune où on laisse la parole, en tout cas on développe les idées de certains politiques donc en fait on voit qu'on a aujourd'hui des médias de propagande, je mets ce mot entre guillemets, mais il s'agit de médias qui diffusent des points de vue qui sont orientés et qui ne sont plus équilibrés. »<sup>20</sup>*

Cette diversification des plateformes médiatiques accordant une place aux discours de l'extrême droite, auparavant limités à certains médias, témoigne d'une évolution significative du paysage médiatique français. On peut observer ci-dessous (voir Graphique n°7) que l'extrême droite (Rassemblement national, Reconquête!, Debout la France et les Patriotes!) représente 20% des invités politiques aux émissions matinales en 2022<sup>21</sup>, en seconde position juste derrière le centre (Renaissance) mais loin devant la gauche radicale (France Insoumise et Parti Communiste Français) qui représente 13,5% des invités et la gauche (Parti socialiste et Europe Ecologie Les Verts) avec 11,9% des invités. En effet, des médias traditionnellement associés à des tendances plus conservatrices, tels que Le Figaro et les plateaux de BFM-TV, sont désormais perçus comme des espaces accueillants pour les

---

<sup>20</sup> Entretien réalisé le 11 avril 2024 au sein du domicile de l'enquêtée (Annexe n°8).

<sup>21</sup> Politiquedia, 2022.

discours d'extrême droite. Cette nouvelle dynamique a un impact direct sur le contenu médiatique diffusé quotidiennement. Les émissions de CNews, par exemple, mettent en avant un panel d'intervenants qui expriment des préoccupations communes avec l'extrême droite, telles que l'immigration, l'insécurité et la question identitaire. De la même manière, lorsqu'on analyse la part des invités en fonction du bord politique dans les émissions de CNEWS en 2022 (voir Graphique n°8), on voit une très forte orientation des plateaux vers l'extrême droite qui représente 28,5% des invités politiques, suivi par le centre à 20% et la droite traditionnelle avec 19,5% des invités. Quant à la gauche, même lorsqu'on additionne tous les partis de gauche allant du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) au Territoires de progrès (TDP) on atteint seulement les 27,5% des invités politiques, un point de moins que la seule extrême droite. Cette proximité entre CNews et l'extrême droite est pointée du doigt par certains enquêtés, comme Delphine qui explique :

*« Dans un premier temps, je dirais BFMTV qui est très orientée sur la partie droite. Je pense que le Figaro va être également un média plus orienté sur la partie droite. Je pense me souvenir qu'avec CNEWS, Hanouna, et le groupe Bolloré, on voit qu'on a effectivement des médias où la parole est complètement libérée et a perdu en toute forme de respect jusqu'à tenir des propos qui sont juste inacceptables et, qui malheureusement, comme ce sont des émissions qui font scandale, ça attire les téléspectateurs qui vont pas forcément se poser trop de questions et qui va prendre ça en disant il parle des vrais problèmes ce qui propage des idées alors qu'elles sont très parcellaires. »<sup>22</sup>*

Comme le montre l'entretien avec Thomas, étudiant de 19 ans résidant aux Angles, il est récurrent que les enquêtés mentionnent comme médias d'extrême droite CNews, souvent citer de facto avec Hanouna et Bolloré comme ci-dessous:

*« On a aussi des chaînes d'extrême droite comme CNEWS, on a Hanouna qui est payé par Bolloré, donc oui les médias ont un gros impact sur comment les français perçoivent l'immigration, et encore plus ces médias là, et en plus leur stratégie c'est une implémentation accrue sur les réseaux sociaux pour toucher les jeunes »<sup>23</sup>*

La monopolisation des plateaux de CNEWS par la droite et l'extrême droite entraîne une focalisation des débats sur l'immigration. Ces thématiques, souvent présentées de manière sensationnaliste, dictent ainsi l'agenda politique et les débats publics, influençant ainsi les perceptions de la société sur ces questions cruciales. Dans ce contexte, il est frappant de constater que les voix politiques de droite et d'extrême droite se rejoignent de plus en plus fréquemment sur les plateaux télévisés, illustrant une convergence idéologique de plus en plus marquée. Cette porosité entre les discours politiques traditionnellement distincts rend parfois difficile la distinction entre les positions de la droite et celles de l'extrême droite, contribuant ainsi à une normalisation des discours et des idées radicales au

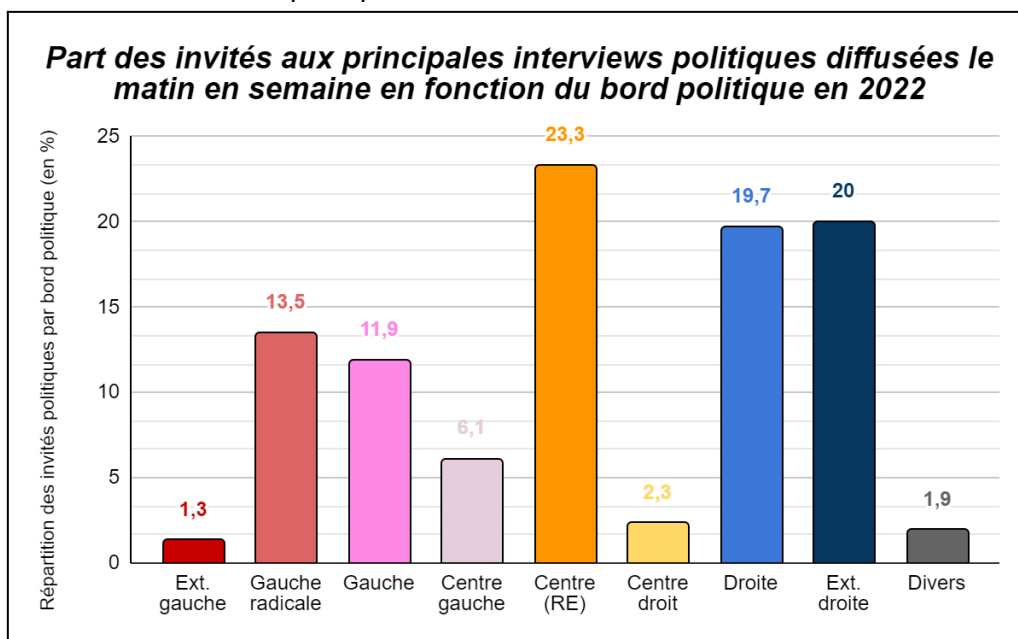
---

<sup>22</sup> Entretien réalisé le 11 avril 2024 au sein du domicile de l'enquêtée (Annexe n°8).

<sup>23</sup> Entretien réalisé le 14 avril 2024 au sein du domicile de l'enquêté.

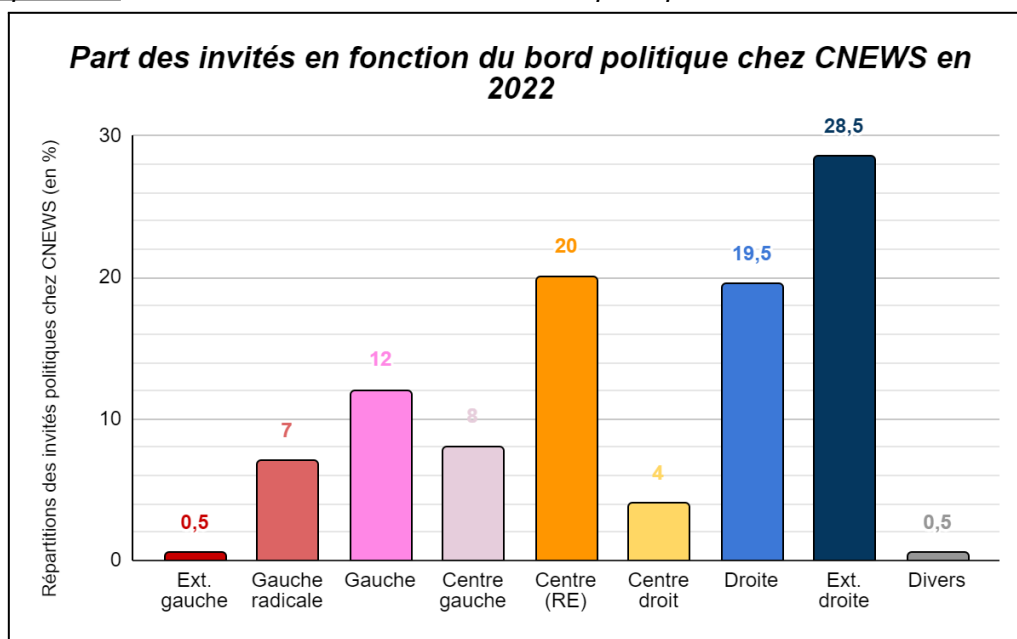
sein du paysage politique et médiatique français. Cette médiatisation accrue des discours de l'extrême droite et des thématiques liées à l'immigration peut avoir un impact significatif sur les perceptions de la population française. En exposant régulièrement le public à des discours alarmistes et souvent stigmatisants sur l'immigration, les médias contribuent à renforcer les préjugés et les peurs à l'égard des migrants, tout en alimentant les tensions sociales et politiques autour de cette question.

**Graphique n°7 :** Part des invités aux principales interviews politiques diffusées le matin en semaine en fonction du bord politique en 2022



*D'après les données de Politiquemedia, 2022*

*Graphique n°8 : Part des invités en fonction du bord politique chez CNEWS en 2022*



*D'après les données de Politiquedia, 2022*

Un phénomène observé lors de l'enquête de terrain met en lumière une tendance significative et transversale : qu'importe leur origine démographique ou leur lieu de résidence, les enquêtés exprimant une réticence vis-à-vis de l'immigration ont souvent adopté des opinions qu'ils avaient auparavant jugées inacceptables. C'est particulièrement le cas pour les enquêtés qui s'informent principalement sur les chaînes d'informations en continu (CNEWS, BFMTV, LCI) et les réseaux sociaux comme nous le montre le témoignage de Sandrine, infirmière de 46 ans vivant dans le quartier de Grézan :

*« J'ai toujours voté pour la gauche (PS) pendant 20 ans parce que je refusais le discours de la droite sur l'immigration, mais maintenant quand on voit tout ce qu'il se passe à la télé je ne me vois pas voter autre chose que Le Pen, c'est la seule qui peut changer les choses et nous permettre de vivre en sécurité »<sup>24</sup>*

Cette observation met en évidence la pertinence de la notion de la « fenêtre d'Overton ». Cette notion offre un cadre analytique puissant pour comprendre la dynamique par laquelle les idées considérées autrefois comme extrêmes ou marginales deviennent acceptables, voire populaires, dans le discours public et les médias. Cette théorie est particulièrement pertinente dans le contexte actuel où l'extrême droite voit ses idées progressivement normalisées et diffusées à travers des canaux médiatiques traditionnels, notamment les plateaux télévisés et les radios. La notion suggère que les politiques ou idées qui se situent à l'intérieur de cette fenêtre sont perçues comme faisant partie du discours

<sup>24</sup> Entretien réalisé le 16 mars 2024 au sein du domicile de l'enquêtée.



public légitime, tandis que celles en dehors sont considérées comme extrêmes, irréalistes ou inacceptables. Or, dans ce contexte, les médias jouent un rôle crucial. CNEWS, propriété de l'empire Bolloré, est souvent cité en exemple pour illustrer comment les idées d'extrême droite sont normalisées et diffusées dans les médias grand public et par extension rendues acceptables, raisonnables puis populaires. Cette chaîne et d'autres médias offrent une plateforme aux porte-parole de l'extrême droite, leur permettant de diffuser leurs discours xénophobes, nationalistes et autoritaires sous couvert de débats équilibrés ou de diversité d'opinions. L'apparition répétée des figures de l'extrême droite contribue à leur normalisation et à l'acceptation de leurs discours discriminatoires. Dans ce processus de banalisation, plusieurs mécanismes sont à l'œuvre. Tout d'abord, la saturation médiatique peut conduire à une familiarisation avec les idées d'extrême droite, les rendant moins choquantes et plus acceptables. De plus, la polarisation politique croissante peut inciter certains médias à adopter des positions plus radicales pour attirer et fidéliser leur public, ce qui peut les conduire à donner une tribune plus importante aux voix de l'extrême droite.

En conclusion, la banalisation des idées d'extrême droite dans les médias, notamment à travers des plateaux télévisés et des radios comme CNEWS, reflète la manière dont la Fenêtre d'Overton peut être manipulée pour étendre les limites du discours public acceptable. Ainsi, comme le révèle l'enquête de terrain, les enquêtés qui expriment une réticence vis-à-vis de l'immigration peuvent avoir été influencés par des changements dans la fenêtre d'Overton, qui ont rendu les opinions anti-immigration plus acceptables ou socialement tolérées. Cela peut résulter de divers facteurs, tels que la montée de discours politiques anti-immigrationnistes, la couverture médiatique sensationnaliste de l'immigration, ou encore des événements spécifiques liés à l'immigration qui ont eu un impact sur les perceptions publiques.

## **B. L'influence grandissante des médias d'extrême droite**

Outre la médiatisation accrue de l'immigration, on assiste à un nouvel essor de la presse d'extrême droite, anti-immigration et identitaire. Son analyse dans le contexte du mémoire est particulièrement pertinente étant donné que cette presse identitaire réactive les craintes des habitants du pourtour méditerranéen, extrêmement sensibles aux thèses identitaires comme le montre les résultats d'Éric Zemmour dans les départements bordant la Méditerranée.

Depuis 2003, Eric Zemmour, représentant d'une extrême droite farouchement opposée à l'immigration, s'est installé dans les médias audiovisuels dont l'hospitalité à

l'égard de l'ancien candidat à la présidentielle de 2022 n'est pas passée inaperçue malgré le fait que le contexte électoral les soumettait aux règles du pluralisme. Loin d'être le seul, désormais on voit apparaître d'autres journalistes tenant des propos d'extrême droite comme Eugénie Bastié (*Figaro/Europe1/CNews*), Gabrielle Cluzel (*Boulevard Voltaire/Famille chrétienne/CNews*) et Marc Baudriller (directeur adjoint de la rédaction du *Boulevard Voltaire*), ainsi que l'essayiste nationaliste Mathieu Bock-Côté, la journaliste de l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* Charlotte d'Ornellas, ainsi que les directeurs et directeurs adjoints de la rédaction Geoffroy Lejeune et Tugdual Denis. Ils ont tous contribué à faire connaître certaines thèses et la rhétorique de l'extrême droite aux téléspectateurs de CNews, BFM-TV, France Télévisions, ainsi qu'aux auditeurs d'Europe 1, de France Inter, RTL, Radio Classique et aux lecteurs du Figaro. De son côté, les programmes de Cyril Hanouna, comme « Touche pas à mon poste », diffusés sur C8, ont également joué un rôle important dans la généralisation de la parole d'extrême droite, et plus particulièrement celle d'Eric Zemmour. Les personnalités les plus critiquées ont été conviées par le célèbre animateur de la galaxie Bolloré, comme Thaïs d'Escufon, l'ancienne porte-parole du groupe Génération identitaire, qui a récemment été dissous, Alice Cordier du collectif féministe identitaire Némésis. L'animateur avait déjà remarqué la présence régulière de Jean Messiha, ancien membre du RN devenu porte-parole de Reconquête!, avant la campagne électorale. Nombreux sont les enquêtés qui affirment regarder CNews ou C8, ils mettent en avant l'argument qu'ils se sentent représentés par les invités des plateaux des chaînes, en opposition aux autres chaînes « gauchistes » ou « macronistes » comme le déclare Murielle, retraité de 68 ans vivant à Grézan:

*« C'est le seul média [CNews] à faire des émissions neutres, face à des dizaines de médias gauchistes financés par nos impôts ou des milliardaires »<sup>25</sup>*

Dans la même logique, Sandrine affirme:

*« Il y a bien longtemps maintenant que les Français ont bien compris que nos médias dits de grand chemin, ne sont rien de moins que des outils de propagande au service d'intérêts macronistes et à côté on a CNews qui sort de cela »<sup>26</sup>*

Malgré cela, on note tout de même une forte résistance des enquêtés proche de partis de gauche ou du centre notamment Sarah, caissière de 23 ans vivant à Grézan, qui critique fortement les chaînes pour leur couverture médiatique concernant l'immigration et notamment Hanouna : « *Hanouna c'est le valet de l'extrême droite, il ne contredit rien et*

---

<sup>25</sup> Entretien réalisé le 16 mars 2024 au sein du domicile de l'enquêtée.

<sup>26</sup> Entretien réalisé le 16 mars 2024 au sein du domicile de l'enquêtée.

*surtout pas les pires idées de ses invités* »<sup>27</sup>. En somme, les enquêtés plus proches de l'extrême soutiennent la ligne de CNews puisqu'ils se reconnaissent dans les propos tenus sur cette chaîne, des propos qu'ils ne retrouvent pas sur d'autres chaînes.

L'influence de l'extrême droite dans les médias est relativement importante comme on a pu le voir auparavant. À partir du début des années 2020, la presse identitaire et d'extrême droite connaît un renouveau, avec des titres comme Livre noir fondé en octobre 2020. Selon le sociologue Jean-Marie Charon, étant donné que les médias de masse ont marginalisé les opinions minoritaires d'extrême droite, certains de ces courants ont tiré parti de l'essor d'Internet pour créer leurs propres plateformes médiatiques ou bien racheter des anciens médias et changer leurs lignes éditoriales (Charon, 2014). Parmi les plus importants sur les réseaux sociaux, on note le poids considérable que CNews occupe avec près de 5,375 millions<sup>28</sup> d'abonnés sur cinq réseaux sociaux choisis (Youtube, Instagram, TikTok, X (anciennement Twitter) et Facebook), suivi par Valeurs Actuelles avec 1,242 million, puis le JDD de Geoffroy Lejeune avec 0,707 million, le Livre Noir avec 0,696 million, Fdesouche avec 0,525 million, Boulevard Voltaire et ses 0,43 million d'abonnés, et enfin Causeur avec 0,166 million (voir tableau). Cette présence sur les réseaux sociaux s'est considérablement accrue lors des dernières années, ce qui a permis d'offrir à ces médias une ouverture aux débats les plus controversés avec très peu de limite de modération et ont conduit à la levée de tabous et à la contamination des médias traditionnels. En termes de vente papier, le Journal du Dimanche est le dixième hebdomadaire d'actualités le plus vendus en France<sup>29</sup> y compris après sa réorientation même si le journal accuse d'une baisse de 21% de ses ventes qu'on doit en partie nuancer étant donné que le journal a aussi connu une grève record de ses journalistes pendant le mois de juillet entraînant un repli net des ventes, quant à Valeurs Actuelles il est onzième ce qui dénote d'une importance relative. Outre CNews, l'importance des autres médias d'extrême droite reste limitée hors des milieux d'extrême droite, un seul enquêté achète régulièrement le journal Valeurs Actuelles. Cependant, il est important de noter que ces journaux arrivent parfois à faire parler d'eux et à s'inviter dans le débat public comme lorsque le Président de la République a accordé un entretien à Valeurs Actuelles, donnant un coup de publicité au journal et risquant ainsi la normalisation.

---

<sup>27</sup> Entretien réalisé le 10 avril 2024 en visioconférence.

<sup>28</sup> Données récoltées par moi-même à la date du 15 mai 2024.

<sup>29</sup> ACPM, 2024.

## **Chapitre III. Vers une radicalisation rampante de la société : tendances observées dans le Gard**

Dans cette section, j'examine les signes de radicalisation croissante au sein de la société gardoise. Les données recueillies permettent de mieux comprendre les facteurs locaux spécifiques influençant les perceptions des habitants. L'objectif est de comprendre comment cette radicalisation sur les sujets migratoires s'est opérée dans ce département.

### **I. Banalisation des idées et du lexique d'extrême droite**

La banalisation des idées et du lexique d'extrême droite constitue un processus se manifestant par l'intégration progressive de concepts et de terminologies autrefois marginalisés dans le discours public. L'analyse de cette dynamique permet de mieux comprendre les mécanismes par lesquels des idéologies radicales parviennent à s'insinuer dans le débat politique et médiatique, modifiant ainsi les cadres de référence et les perceptions collectives.

#### **A. L'extrême droite et ses victoires sémantiques**

La propagation du lexique d'extrême droite dans le débat public, autrefois marginal et très largement cantonné aux sphères de l'extrême droite, est un phénomène qui tend à s'intensifier au fur et à mesure que la fenêtre d'Overton s'agrandit. En effet, certaines idées et termes associés à l'extrême droite, tels que la théorie complotiste du « grand remplacement » et le terme « ensauvagement », ont lentement gagné du terrain, trouvant désormais leur place dans le discours de personnalités politiques de diverses tendances, y compris de la droite républicaine. Cette propagation s'accompagne souvent de la diffusion des théories sous-jacentes, imprégnées d'idéologies d'extrême droite, qui contribuent à élargir chaque jour un peu plus la fenêtre d'Overton. Comme on l'a vu auparavant, cette fenêtre inclut un éventail de positions politiques, idéologiques et sociales qui sont considérées comme légitimes et acceptables par la majorité de la population. Cependant, avec la propagation des idées et du langage de l'extrême droite, cette fenêtre se déplace progressivement vers des positions plus extrêmes, permettant ainsi à des idées autrefois marginales de devenir plus acceptables voire même populaires dans le discours public. À travers cette partie, j'analyserai le développement de l'utilisation de deux éléments de langage auparavant propre à l'extrême droite : le grand remplacement et l'ensauvagement.

La théorie du grand remplacement remonte à 2010, lorsque l'essayiste d'extrême droite Renaud Camus réactive la notion du « choc des civilisations » (Huntington, 1996) sous un angle démographique. En 2011, il popularise l'expression « grand remplacement », décrivant le remplacement du peuple français et de sa culture par d'autres, tout en dénonçant une prétendue conspiration des élites mondialistes. Certaines personnalités ont utilisé ce terme, c'est le cas de Laurent Wauquiez qui a provoqué une polémique au sein de son propre parti lorsqu'il a déclaré que la théorie du « grand remplacement était une réalité » en 2017<sup>30</sup>, d'autres personnalités de droite ont par la suite utilisé cette théorie comme Eric Ciotti en 2021<sup>31</sup> ou Valérie Pécresse en 2022<sup>32</sup>, avant de finalement regretter ses propos. Cette banalisation de l'utilisation de la théorie raciste du grand remplacement peut être observée dans les médias qui traitent de plus en plus du sujet comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous.

*Tableau n°9 : Usage du terme « grand remplacement » dans la presse contemporaine française de 2008 à 2019*

	Nombre d'occurrences du terme « grand remplacement » dans la presse contemporaine											
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Le Monde	2	2	6	29	14	22	41	39	154	40	131	291
Le Figaro	1521	1528	1547	1822	1765	1962	2095	2017	2264	2197	2437	2622

*D'après les données de Gallicagram*

Cette théorie est loin de faire l'unanimité, Marine Le Pen refuse même de l'utiliser, sans doute pour poursuivre sa volonté de normalisation, de plus très peu des enquêtés la mentionne comme étant une réalité, cependant la forte exposition médiatique a tout de même permis de contribuer à son utilisation dans le discours, c'est le cas de Thomas qui déclare :

*« [...] Il y a une réalité c'est que les français font de moins en moins d'enfants et les français qui font le plus d'enfants sont d'origine maghrébine donc ce grand remplacement peut arriver, il n'arrivera pas d'ici 2050 comme le dit Zemmour, mais seulement on va assister au métissage de la société française. Donc cette théorie reste envisageable et est même en cours mais pas aussi tôt que Zemmour le laisse penser. [...] Quand tu regardes les autres villes dans le Sud, Marseille c'est pareil j'ai fait une rue plein centre-ville il y avait des cafés où il n'y avait pas un blanc limite on a peur d'aller se poser car on se sent pas chez nous. Pour le*

<sup>30</sup> Dans un entretien sur RTL, le 29 octobre 2017.

<sup>31</sup> Dans un entretien sur CNews, le 9 novembre 2021.

<sup>32</sup> Lors de son meeting pour la campagne présidentielle au Zénith de Paris, le 13 février 2022.

*coup, pour revenir à cette théorie du grand remplacement, elle est réelle dans certains endroits, à Marseille il y a un grand remplacement, moi je le vois et par exemple à la Castellane il va y avoir 80% de la population qui va être maghrébine et même en centre-ville tu le vois que les gens ne sont pas blancs. Pareil en région parisienne, Paris, Clignancourt, Barbès. »<sup>33</sup>*

De son côté, la notion d'ensauvagement est un terme utilisé pour décrire une prétendue augmentation de la violence, de l'agressivité ou de la criminalité dans la société. Ce terme implique une connotation de sauvagerie ou de barbarie, suggérant que la société devient de plus en plus incontrôlable et dangereuse. Cependant, de nombreux critiques contestent vigoureusement l'utilisation du terme « ensauvagement ». Ils soulignent que ce terme est stigmatisant et racialisant, car il est souvent associé à des populations marginalisées et d'origine immigrées et contribue ainsi à la propagation de stéréotypes négatifs et à la discrimination envers ces groupes. Ce terme remonte à 1973, lorsque Jean-Marie Le Pen organise un meeting dont le slogan est « Halte à l'immigration sauvage », la qualification d'une immigration « sauvage » est extrêmement déshumanisante à l'égard des immigrés, mais à tout de même connu un succès très large au sein du parti. Par la suite, Marine le Pen parle « *d'ensauvagement de la nation* » lors d'une conférence ayant pour thème l'insécurité à Aix-en-Provence. Quant à Eric Zemmour, il évoquait en 2010 « *un ensauvagement de nos villes, de nos cités, de nos banlieues* », dans une chronique sur RTL. Ce terme déshumanisant a rapidement pris de l'ampleur en politique, au-delà de l'extrême droite. On assiste à un changement d'orientation dès 1999 lorsque Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'intérieur du gouvernement de Lionel Jospin, désigne les mineurs délinquants des quartiers populaires comme des sauvagions. En 2016, le ministre de l'Intérieur socialiste Bernard Cazeneuve reprend à son tour le mot de « sauvagion » qui désigne cette fois-ci les agressions commises contre des policiers à Viry-Châtillon. Malgré des critiques au sein du PS sur l'utilisation de ce terme, cette évolution de paradigme est aussi due à la vulgarisation des discours sur l'immigration de Nicolas Sarkozy à partir de 2002, qui s'engage à « nettoyer au Kärcher la cité »<sup>34</sup> et à « débarrasser la France de sa racaille »<sup>35</sup>.

Désormais, le terme d'ensauvagement connaît un succès conséquent, notamment chez les responsables politiques de la majorité présidentielle qui utilisent ce terme, avec notamment Gérald Darmanin et Marlène Schiappa, dont les polémiques autour de l'usage de ce terme ont fait augmenter sa popularité comme on peut l'observer dans le tableau ci-dessous : le nombre d'occurrences du terme ensauvagement explose entre 2019 et 2020.

---

<sup>33</sup> Entretien réalisé le 14 avril 2024 au sein du domicile de l'enquêté.

<sup>34</sup> Dans un discours dans la cité des 4.000 à la Courneuve, le 19 juin 2005.

<sup>35</sup> Dans un discours à Argenteuil, le 16 octobre 2005.

*Tableau n°10 : Usage du terme « ensauvagement » dans la presse contemporaine française de 2008 à 2019*

	Nombre d'occurrences du terme « ensauvagement » dans la presse contemporaine											
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Le Monde	3	6	5	1	0	3	8	8	9	107	17	32
Le Figaro	3	2	9	8	6	7	11	32	37	297	99	72

*D'après les données de Gallicagram*

Les enquêtés du Gard sont familiers avec cette notion puisqu'elle est souvent utilisée pour qualifier la situation dans les banlieues françaises, et notamment les banlieues marseillaises dont la proximité avec le Gard fait écho dans les oreilles des gardois. La sortie du film « Bac Nord », lourdement influencé par les rhétoriques d'extrême droite a servi de pain béni pour l'extrême droite, étant donné que le film vient s'ajouter à la réputation « d'ensauvagement » des banlieues françaises, à l'époque Éric Zemmour dit :

*« Je ne sais pas si vous avez vu le film « Bac Nord ». Vous voyez la réalité de la police aujourd'hui dans les cités. Vous voyez qu'ils ne peuvent pas rentrer. Ils sont moins armés que les caïds de la drogue qui les méprisent. [...] Dans ces places fortes étrangères, on ne veut pas de la France. »<sup>36</sup>*

Face à cette diabolisation des banlieues, il n'est pas étonnant de voir apparaître un discours inquiets des enquêtés face à ce qu'on appelle « l'ensauvagement », Thomas qui a l'habitude de se rendre à Marseille affirme que l'ensauvagement est une réalité:

*« Concernant l'ensauvagement, on le voit clairement dans les quartiers où il y a beaucoup trop d'armes, de trafic de drogue, on le voit à Marseille aussi où il y a même des tueurs à gage et ça c'est pas possible, c'est pas possible en France mais c'est à cause du laxisme vis-à-vis de l'immigration. »<sup>37</sup>*

Dans les entretiens, aucun enquêté qui se proclame de gauche n'a mentionné la théorie du grand remplacement ou l'ensauvagement de la société française mais tout de même on assiste à la radicalisation du lexique. Exemple de cette victoire sémantique dans le langage, certains enquêtés utilisent des notions et du lexique propre à l'extrême droite comme Delphine :

*« [...] autant j'apprécie cette différenciation comme un apport à la culture française autant je met une limite quand l'immigration peut être vécue comme la présence d'une entité trop forte*

<sup>36</sup> Lors d'un débat contre Jean-Luc Mélenchon sur BFMTV, le 23 septembre 2021.

<sup>37</sup> Entretien réalisé le 14 avril 2024 au sein du domicile de l'enquêté.

*via la ghettoïsation et que là finalement on est plus dans l'apport collectif des cultures mais dans finalement un **choc des cultures**.* »<sup>38</sup>

Ainsi, ici l'utilisation du terme « choc des cultures » bien qu'il puisse paraître anodin démontre l'imprégnation du lexique d'extrême droite et fait référence à une soi-disant confrontation entre différents blocs civilisationnels qui par extension renvoie au Choc des civilisations de Samuel Huntington qui explique que les civilisations, définies par des traits culturels communs et des identités partagées, sont destinées à entrer en conflit les unes avec les autres en raison de leurs différences fondamentales. Nombreux sont les historiens qui ont répondu de manière critique à Huntington, notamment en expliquant que cette vision ne prenait pas en compte l'histoire. En effet, malgré son appartenance à la civilisation hellénique, Sparte et les Perses se sont alliés pour anéantir Athènes lors de la guerre du Péloponnèse (Battistella, 2002). Par conséquent, il est important de rappeler « qu'il n'y a jamais de déterminisme culturel dans les affrontements politiques » (Battistella, 2002), de cette manière parler de « choc des cultures » lorsqu'on estime que la présence d'immigrés et/ou de musulmans sur le territoire européen est trop forte montre bien que l'extrême droite a réussi à intégrer chez certains Français le fait que l'immigré, « l'autre », reste un ennemi potentiel et même inévitable pour le pays et la civilisation.

## **B. Une normalisation réussie**

La radicalisation de la société française vers la droite est bien sûr un fait social observé ces dernières années mais le cas du Gard est particulièrement intéressant. Comme on l'a vu précédemment, le Gard était autrefois un bastion de gauche, devenu en 2012 le seul département à placer en tête Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle et désormais se présente comme un bastion d'extrême droite avec plus de 38% des votes recueillis au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, 8 points de plus que la moyenne nationale.

Cette réussite électorale de l'extrême droite dans le Gard est particulièrement impressionnante. Lorsqu'on compare les résultats dans le Gard et en France lors des élections présidentielles de 2017 et 2022 et les élections législatives des mêmes années, on constate que Marine Le Pen obtient des résultats entre 25,3% et 82,7% plus élevés dans le Gard que dans la France entière (voir Graphique n°9). Cet écart de vote notable varie grandement en fonction du type d'élection, ainsi si elle obtient 37,6% et 25,3% de voix en plus dans le Gard qu'en France lors des premiers tours des élections présidentielles de 2017

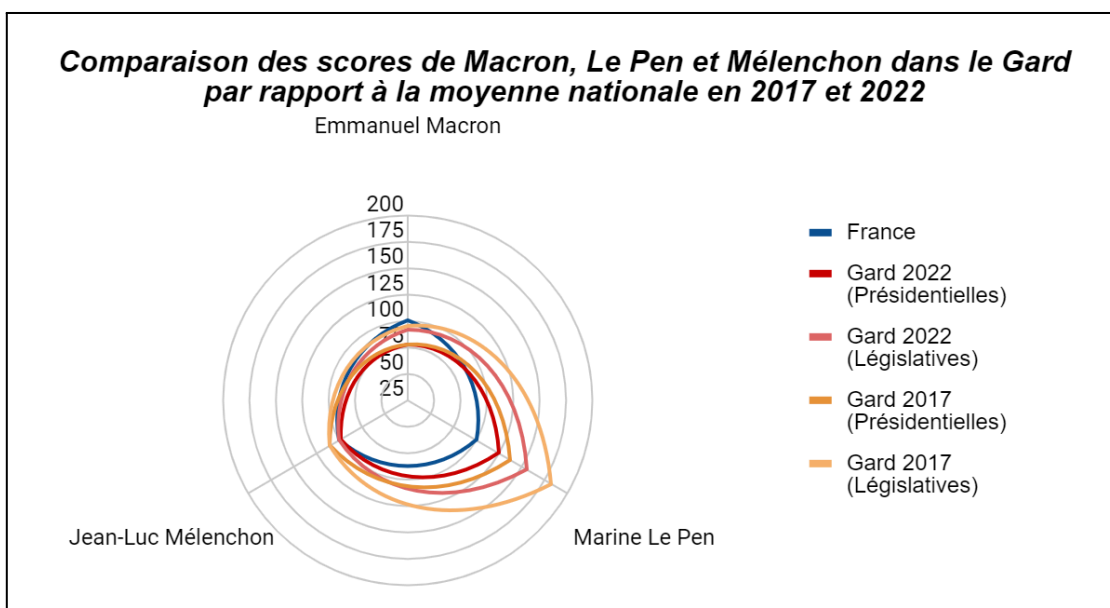
---

<sup>38</sup> Entretien réalisé le 11 avril 2024 au sein du domicile de l'enquêtée (Annexe n°8).



et 2022, l'écart entre les voix recueillies dans le Gard et en France est quant à lui encore plus important lorsqu'il s'agit des élections législatives avec des écarts de voix de 82,7% en 2017 et 56,2% en 2022. Quant aux autres candidats, pour Emmanuel Macron le Gard lui est défavorable lors des quatre élections prises en compte avec des scores entre -4,6% (1er tour des législatives de 2017) et -22,8% (1er tour des présidentielles de 2022) inférieurs au score national. Enfin, concernant Jean-Luc Mélenchon il oscille entre +10% et -3%, obtenant des scores relativement similaires dans le Gard qu'en France. On notera aussi la performance importante d'Éric Zemmour lors du premier tour des élections présidentielle de 2022, où il obtient 31% de voix en plus dans le Gard qu'au niveau national. Un constat apparaît clair, le Gard est une terre fertile pour l'extrême droite, une des explications derrière ce constat et qui ressort dans les entretiens est que l'extrême droite, du moins le RN, a réussi sa stratégie de normalisation à la fois chez ses sympathisants mais aussi chez les autres enquêtés y compris appartenant à des tendances politiques différentes.

Graphique n°9 : Comparaison des scores d'Emmanuel Macron, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon dans le Gard par rapport à la moyenne nationale (base 100) lors des élections présidentielles et législatives de 2017 et 2022



*D'après les données du Ministère de l'Intérieur*

Dans la section précédente j'évoquais la banalisation du lexique d'extrême droite qui facilite ainsi la normalisation des idées et des discours véhiculés par les partis d'extrême droite. En utilisant de manière plus courante le vocabulaire associé et propagé par l'extrême droite, les limites de ce qui est considéré comme politiquement correct ou tolérable sont

redéfinies, contribuant ainsi à déplacer le centre politique vers la droite et à rendre acceptables des idées autrefois marginales, renforçant ainsi les partis d'extrême droite en leur donnant une plus grande légitimité et en élargissant leur base de soutien. De ce fait, je remarque dans les discours de certains enquêtés une banalisation spectaculaire du RN et de sa politique migratoire. Beaucoup d'enquêtés expriment l'idée selon laquelle le RN se serait adouci et serait devenu moins agressif qu'autrefois comme Delphine qui affirme :

*« Avant, on avait une extrême droite qui était le Front National qui était très virulente vis-à-vis de ça [l'immigration] avec des idées très arrêtées sur ce que l'on devait faire sur les migrations et en fait qui a tellement cherché à se faire accepter pour montrer une sorte de légitimité à pouvoir être élu qu'aujourd'hui oui on peut dire que le RN s'est adouci. »<sup>39</sup>*

Thomas lui aussi m'explique lui aussi qu'il observe un « adoucissement » du RN:

*« C'est cela, je pense que le RN s'est adouci et ainsi la politique de banalisation du RN a d'une certaine façon porté ses fruits mais a provoqué l'émergence d'une extrême droite encore plus radicale. »<sup>40</sup>*

L'entretien précédent montre que cette normalisation du RN que l'on observe dans les discours des enquêtés est peut-être le résultat de l'apparition d'une extrême droite encore plus agressive sur les thématiques migratoires. De manière paradoxale, Marine Le Pen profite de la radicalité d'Éric Zemmour et de la reprise d'une partie de ses thèses par Les Républicains et le côté droit de la majorité. En fin d'année, le RN obtient une victoire idéologique en votant en faveur du texte de la commission mixte paritaire qui intègre la notion de préférence nationale pour certaines prestations sociales et met fin à l'automatisme du droit du sol. Alors qu'ils avaient annoncé s'opposer à cette loi notamment sur le point prévoyant des régularisations dans les métiers en tension, les députés du RN ont finalement voté en faveur du texte, sans leurs voix le texte ne serait pas passé plongeant ainsi la majorité présidentielle dans un embarras puisque cette-dernière a voté cette loi main dans la main avec l'extrême droite. Bien que ces points ont été jugés contraire à la Constitution par le Conseil constitutionnel, ce texte contribue à gommer et rendre encore plus floue la frontière entre l'extrême droite et la droite traditionnelle pour de nombreux enquêtés. Ainsi, Murielle déclare :

---

<sup>39</sup> Entretien réalisé le 11 avril 2024 au sein du domicile de l'enquêtée (Annexe n°8).

<sup>40</sup> Entretien réalisé le 14 avril 2024 au sein du domicile de l'enquêté.

*« Le RN n'est plus ce qu'il était avant. La droite et la gauche nous ont fait peur pendant longtemps mais maintenant je pense que les gens se rendent compte que le RN n'est ni dangereux ni raciste et que leurs idées sont devenues très populaires. »<sup>41</sup>*

Paroxysme de cette normalisation, les entretiens révèlent que certains enquêtés ne jugent pas que le RN soit d'extrême droite et refusent même cette qualification avec une certaine animosité, comme c'est le cas de Nathan, technicien de 35 ans qui réside à Grézan :

*« Le RN n'est pas un parti d'extrême droite mais un parti politique patriote, nous au moins on a pas honte et on est fier de notre drapeau. »<sup>42</sup>*

C'est aussi le cas de Sandrine qui m'explique :

*« Il est temps de cesser de diaboliser le RN, ça ne fonctionne plus. Une majorité des français sait que ce parti n'est pas d'extrême droite, hormis quelques personnes malhonnêtes. Les Français sont en train de se réveiller et de prendre conscience de cela, et c'est une évolution positive »<sup>43</sup>*

En définitive, cette normalisation du RN et de sa politique migratoire s'est faite relativement vite dans le Gard comme on l'a vu mais surtout de manière beaucoup plus avancée que dans l'ensemble de la France notamment d'un point de vue électoral : Saint-Gilles (30) devient la première ville de plus de dix mille habitants de France à être dirigé par le FN en 1989, et le Gard est le seul département à placer en tête du premier tour des élections présidentielles de 2012 Marine Le Pen. Cependant, cette normalisation s'est aussi effectué dans les esprits notamment des électeurs du RN qui sont persuadés que leur parti « n'est pas d'extrême droite », qu'il « n'est ni raciste ni dangereux », et que c'est seulement « un parti politique patriote » mais aussi chez les sympathisants d'autres partis politiques qui eux même si ils reconnaissent que le RN est d'extrême droite observe un adoucissement du parti. L'apparition en 2022 du parti d'Éric Zemmour, Reconquête!, aurait pu handicaper le RN en s'accaparant une partie de son électorat, cependant, ce que l'on observe avec les entretiens est que la création de Reconquête! a grandement aidé les dirigeants du RN dans leur volonté de normalisation. Reconquête! étant ainsi perçu comme un parti d'extrême droite très virulent, le RN quant à lui moins virulent, a été qualifié comme étant plus acceptable et moins d'extrême droite que ce que les Français pensaient, et même parfois on observe l'idée que le RN n'est pas un parti d'extrême droite.

---

<sup>41</sup> Entretien réalisé le 16 mars 2024 au sein du domicile de l'enquêtée.

<sup>42</sup> Entretien réalisé le 27 avril en visioconférence.

<sup>43</sup> Entretien réalisé le 16 mars 2024 au sein du domicile de l'enquêtée.

Dans le contexte politique actuel, la propagation du lexique de l'extrême droite et des idéologies qui l'accompagnent représente un défi majeur pour les leaders politiques et les médias dans la diffusion de discours haineux, ainsi que sur les mesures nécessaires pour contrer cette tendance et restaurer un dialogue public républicain. En somme, l'expansion de la fenêtre d'Overton vers des idées d'extrême droite est le fruit d'une radicalisation de la société qui nécessite une attention et une action immédiates de la part de la société dans son ensemble.

L'impact de cette évolution sur la société est profond et multifacette. D'une part, cela entraîne une normalisation de discours et de politiques autrefois considérés comme inacceptables, ce qui favorise la montée de mouvements politiques extrémistes et nourrit la polarisation sociale. D'autre part, cela contribue également à la légitimation de l'intolérance, de la xénophobie et d'autres formes de discrimination, sapant ainsi les valeurs fondamentales de la démocratie et des droits de l'homme.

## **II. Un basculement politique sur les questions d'immigration**

### **A. L'immigration, une menace économique ?**

La question de la concurrence entre les immigrés et les natifs est ancienne. En France, les vêpres marseillaises de 1881, puis le massacre d'Aigues-Mortes de 1893 qui a abouti au meurtre d'ouvriers italiens par des travailleurs français, démontrent que des conflits violents, à propos d'enjeux relatifs à l'emploi, peuvent entacher les relations entre nationaux et étrangers. Cependant, les pays d'immigration présentent un marché du travail très fragmenté et les migrants ne sont que rarement en concurrence avec les natifs, qui bénéficient également dans certains secteurs d'une protection nationale européenne à l'emploi. Les derniers arrivants travaillent dans des emplois difficiles et dangereux, dans des conditions précaires, ils sont mal payés et exposés aux intempéries, surtout s'ils sont en situation irrégulière. Les Français sont très préoccupés par l'idée que les immigrés prennent le travail des Français depuis les années 1970. En effet, avec la guerre du Kippour qui déclenche un choc pétrolier en 1973 et provoque une crise économique, le chômage augmente très fortement en France. Ce dernier passe de 2,4% au début de l'année 1970 à 5,5%<sup>44</sup> au début de l'année 1980, et les craintes des Français se tournent vers l'immigration. Cependant, cela n'est pas le cas : les immigrés commencent souvent à occuper des emplois que les habitants ne souhaitent pas, notamment en raison de leur niveau de pénibilité. En outre, ils contribuent à augmenter les salaires des non-immigrés en leur offrant une

---

<sup>44</sup> D'après les données de l'INSEE.

promotion professionnelle, et permettent à la France d'augmenter le nombre d'actifs dans l'ensemble de la population, car les immigrés sont plus présents dans les tranches d'âge de 24 à 60 ans que chez les jeunes ou les retraités qui rentrent fréquemment dans leur pays d'origine. Concernant le fait que l'immigration représente une menace économique pour certains enquêtés, on voit une opposition nette apparaître entre les habitants des Angles, ville riche de l'est du département, et le quartier de Grézan, relativement pauvre. Les enquêtés résidant aux Angles ne voient pas la concurrence potentielle entre les immigrés et les natifs dans le domaine de l'emploi comme une menace réelle, ils reconnaissent même que les immigrés prennent les emplois dont les Français ne veulent point, c'est ce qu'on observe à travers l'entretien avec Delphine :

*« Le défi pour moi n'est pas sur le plan du travail, je pense qu'effectivement aujourd'hui il y a du travail en France pour tout le monde et malgré tout ce que l'on dit généralement les populations immigrées prennent les emplois qui sont laissés par les populations natives qui ne veulent pas prendre ce type d'emploi [...] Qu'ils volent les emplois des français. D'abord on les a fait venir parce qu'on n'en avait besoin et bien souvent on oublie qu'ils prennent les emplois que les autres ne veulent pas et donc en fait ils nous rendent finalement service. »<sup>45</sup>*

Thomas, bien qu'il compte voter RN aux élections européennes de 2024, souligne le même point :

*« Historiquement, les immigrés ont toujours fait des métiers qui étaient beaucoup moins recherchés par les natifs, donc économiquement cela a un bénéfice [...]. Du coup, je ne pense pas que l'immigration enlève du travail aux français, certains métiers sont fuis par les français, notamment ceux avec des conditions de travail très rudes. »<sup>46</sup>*

À la différence des habitants des Angles, ville très peu touchée par le chômage (11,9% de taux de chômage des 15 ans et plus) et la pauvreté (10%), tandis qu'à Nîmes on observe un taux de chômage de 20% et un taux de pauvreté de 29%<sup>47</sup>, dépassant les 50% dans certains quartiers. Face à ces contextes socio-économiques diamétralement opposés, il n'est pas illogique d'observer des attitudes différentes sur l'immigration, encore plus d'un point de vue de la concurrence sur le marché de l'emploi. Ainsi, si les habitants du Gard reconnaissent que l'immigration ne met pas en concurrence les immigrés avec les natifs, les habitants de Grézan sont quant à eux persuadés que l'immigration prend les emplois des Français comme le montre le témoignage de Sandrine :

*« C'est assez inquiétant que dans un pays avec autant de Français au chômage, on accueille de plus en plus d'immigrés alors que les Français n'ont même pas assez de travail, il faudrait déjà donner du travail à tous les Français avant d'accueillir plus. »<sup>48</sup>*

---

<sup>45</sup> Entretien réalisé le 11 avril 2024 au sein du domicile de l'enquêtée (Annexe n°8).

<sup>46</sup> Entretien réalisé le 14 avril 2024 au sein du domicile de l'enquêté.

<sup>47</sup> Observatoire des Territoires, 2020.

<sup>48</sup> Entretien réalisé le 11 avril 2024 au sein du domicile de l'enquêtée.

On retrouve la même réflexion dans les témoignages de Murielle et Sandrine, toutes les deux indiquent que l'immigration est la cause du chômage des Français mais aussi de la concurrence accrue pour l'attribution des logements sociaux, ainsi Nathan explique :

*« Aujourd'hui les logements sociaux sont réservés en priorité aux immigrés illégaux qui arrivent par centaines de milliers chaque année, et il y en a tellement qu'il ne reste plus de places pour les Français dans le besoin [...] Ils [les immigrés] n'ont contribué à rien et reçoivent plus que les Français qui ont contribué et qui attendent un logement depuis des années. »<sup>49</sup>*

Le vote RN n'est pas forcément associé à une expérience malheureuse de la diversité, mais plutôt à une recherche de respect social. Les enquêtés qui s'opposent fermement à l'immigration comme Murielle, Sandrine et Nathan cherchent à se démarquer de ceux qu'ils appellent les « assistés », une catégorie dans laquelle ils classent les immigrés. En s'appuyant des travaux de Nonna Mayer qui s'intéresse aux zones périurbaines conquises par le RN, les classes populaires et moyennes, hantées par la crainte de déclassement, cherchent à se démarquer des « assistés » qui bénéficient selon eux injustement du système (Mayer, 2023). Ainsi, les travailleurs modestes comme c'est le cas de Murielle, Sandrine et Nathan qui ont réussi, grâce à leurs efforts, à se placer dans une petite position sociale rejettent à la fois les classes supérieures, dont les valeurs culturelles sont très éloignées de leurs, et les immigrés, assimilés aux « assistés » et aux « cas sociaux », qu'ils considèrent comme des parasites qui vivent des allocations, de la délinquance et des trafics. Ainsi, le vote RN chez ces personnes s'apparente à une volonté de vouloir se distinguer des immigrés, et dénonce une injustice perçue entre le traitement réservé aux Français et celui des immigrés, le premier étant qualifié de méritant et d'honorable tandis que le dernier est désigné de profiteur et d'assisté.

## **B. L'identité nationale et régionale menacées**

L'imaginaire qui estime que l'identité de la France est menacée par les vagues d'immigrés successives est l'un des piliers de la rhétorique du Rassemblement national de Marine Le Pen. Les références à l'immigration sont économiques mais aussi et principalement identitaires, bien que moins agressives que celles d'Éric Zemmour. Le slogan « au nom du peuple » de la campagne du Front National pour les élections présidentielles de 2017 illustre la stratégie du RN qui cherche à représenter à la fois les intérêts et les valeurs

---

<sup>49</sup> Entretien réalisé le 27 avril en visioconférence.

du peuple français qu'il considère comme un « cœur » homogène. (Taggart, 2000). Face à ce groupe homogène, on retrouve les immigrés, un groupe externe, qui menacent les valeurs, les traditions, le mode de vie du « cœur » homogène. Les arguments avancés par l'extrême droite pour justifier cette crainte pour l'identité nationale démarre d'un point de vue démographique, en étroite lien avec la notion de « grand remplacement », et estime que la natalité des pays d'émigration dépasse très largement la natalité européenne. Par extension, les mouvements migratoires mèneraient à une subversion culturelle, à l'effacement de la culture chrétienne et des valeurs européennes afin de laisser place à une islamisation de la société. En somme, la démographie dynamique des pays du Sud et celle des familles issues de l'immigration vont métamorphoser l'identité ethnique et culturelle des pays d'accueil. On retrouve cette crainte d'un effacement de l'identité nationale y compris chez les enquêtés qui ne se situe pas sur la droite de l'échiquier politique, comme c'est le cas de Delphine qui explique :

*« Quand on est dans un communautarisme il est beaucoup plus difficile et on est moins enclin à s'intégrer dans la culture d'accueil puisqu'en fait on continue d'évoluer dans un environnement où on est plus axé sur ses coutumes, sa façon de parler, sa façon de s'habiller et finalement on voit apparaître des quartiers où on voit s'effacer la trace du pays d'accueil et c'est ça pour moi le principal défi. »<sup>50</sup>*

Thomas, le cadet des enquêtés, estime qu'en considérant ce qu'il voit sur les réseaux sociaux :

*« On assiste vraiment à un regain identitaire en France, surtout chez les jeunes. Les gens ont plus peur de dire qu'ils votent Le Pen parce qu'ils savent ce qui est en jeu derrière c'est l'avenir du pays »<sup>51</sup>*

Mais c'est surtout chez Nathan que cette crainte est la plus développée :

*« Zemmour c'est le seul à dire ce que j'ai envie d'entendre sur la défense de ma culture, de mon identité française, et de mon pays la France, les autres s'en foutent que l'identité de la France soit en danger ils ne sont pas patriotes. La France est un pays chrétien et blanc et cela doit rester ainsi en tout cas c'est notre devoir de défendre cela. »<sup>52</sup>*

Tous les enquêtés, à l'exception de Sarah, tombent dans cette logique de repli identitaire, Murielle me rétorque même :

*« Parfois ce que vous appelez repli identitaire est la réaction de survie d'un peuple qui ne veut pas finir dans les poubelles de l'Histoire. »<sup>53</sup>*

---

<sup>50</sup> Entretien réalisé le 11 avril 2024 au sein du domicile de l'enquêtée (Annexe n°8).

<sup>51</sup> Entretien réalisé le 14 avril 2024 au sein du domicile de l'enquêté

<sup>52</sup> Entretien réalisé le 27 avril 2024 en visioconférence.

<sup>53</sup> Entretien réalisé le 16 mars 2024 au sein du domicile de l'enquêtée.

De cette manière, si de nombreuses enquêtés refusent de parler de l'immigration comme une menace économique, les entretiens révèlent que tous les individus, à l'exception de Sarah, manifestent une sorte de compréhension du repli identitaire et pour certains d'entre eux (Thomas, Murielle, Nathan) y participent même activement. Pour Thomas et Nathan, très attachés à leurs identités locales, il s'agit de la menace principale qui pèse sur la France loin devant le terrorisme ou bien la guerre en Ukraine selon eux, ce qui démontre bien l'impact que la campagne d'Éric Zemmour et sa médiatisation accrue a eu sur les Français et sur leur perception de l'immigration. De plus, il est important de noter que Reconquête! est inspiré du nom espagnol Reconquista, qui est une période historique marquante de la péninsule ibérique, c'est une période de conflits entre les royaumes chrétiens contre les États musulmans établis dans le sud de la péninsule après la conquête omeyyade en 711. Cette reconquista culmine avec la prise de Grenade en 1492 par les Rois Catholiques, Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon, qui marquent la fin de la présence musulmane en Espagne. La Reconquista n'est pas seulement un épisode militaire, mais aussi un processus de reconquête territoriale et de réaffirmation religieuse et culturelle chrétienne. En appelant son parti Reconquête!, Éric Zemmour explique qu'il faut partir à la reconquête du territoire chrétien perdu au profit d'une autre religion : l'Islam, associée à l'altérité, à l'autre, l'étranger.

### **III. Naissance d'une extrême droite plus radicale**

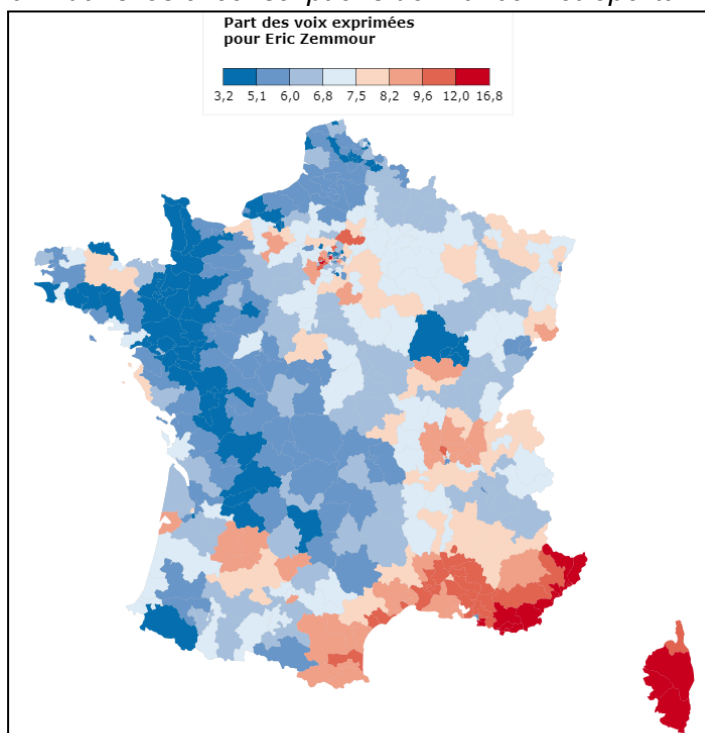
La stratégie de normalisation du RN ayant fonctionné chez la majorité des enquêtés comme on l'a vu dans une section précédente, où l'on observe que le RN n'est même plus considéré comme un parti d'extrême droite pour certains enquêtés, on a assisté en 2021 à la création d'un parti politique d'extrême droite encore plus farouchement opposé à l'immigration: Reconquête!. Représenté par Éric Zemmour, candidat à l'élection présidentielle de 2022, il obtient 7,05% des voix au premier tour, avec de fortes disparités géographiques qui font état d'un clivage profond au sein de l'extrême droite française et qui a été étudié par de nombreux auteurs comme Arnaud Huc. Une fois les résultats publiés, et en observant les cartes du vote RN et Reconquête!, on s'aperçoit que les places fortes de l'extrême droite, c'est-à-dire là où Marine Le Pen et Éric Zemmour font leurs meilleurs scores sont les Hauts-de-France (39,24%) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (39,31%). On voit que le score de l'extrême droite est quasiment identique dans ces deux régions, pourtant le score des deux candidates est très différent d'une région à l'autre, en effet, Marine Le Pen obtient 33,34% des voix dès le premier tour dans les Hauts-de-France contre seulement 27,6% en Provence-Alpes-Côte d'Azur tandis que Éric Zemmour obtient 5,9% des voix dans les



Hauts-de-France, sous la moyenne nationale, et double ce résultat en Provence-Alpes-Côte d'Azur avec 11,71% des voix. Le Gard, dont 38,63% des suffrages sont allés à l'extrême droite en 2022, vient renforcer ce clivage électoral de l'extrême droite : Marine Le Pen obtient 29,34% des voix et Éric Zemmour 9,29%, plus de deux points au-dessus de la moyenne nationale. Cette section cherche à expliquer quels sont les tenants d'une telle différence du vote pour l'extrême droite entre ces deux territoires.

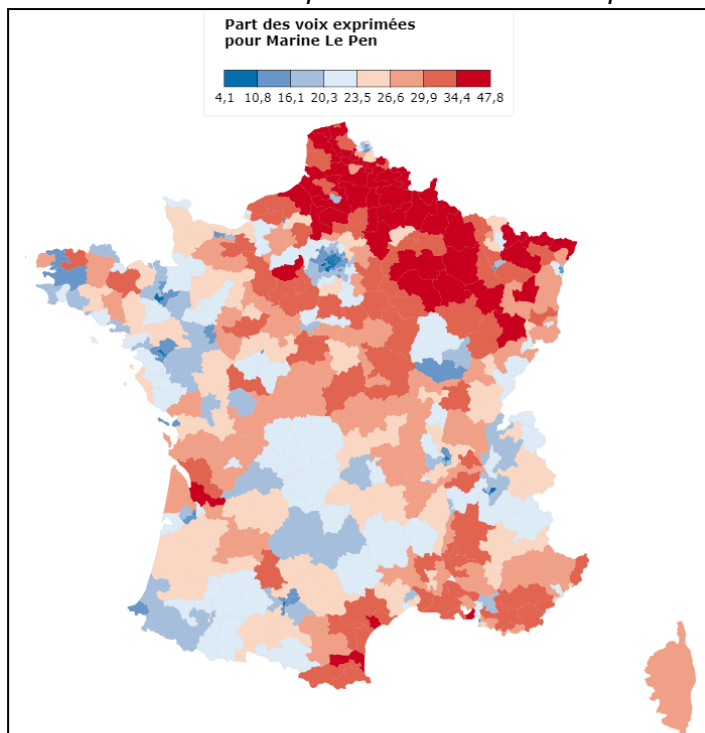
Dérisoire dans le Nord mais spectaculaire dans le Sud, le score d'Éric Zemmour au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 semble répondre à une géographie particulière, lorsqu'on regarde la carte n°2, on observe qu'à l'exception de quelques circonscriptions de la vallée rhodanienne et d'Île-de-France, l'immense majorité de son succès électoral repose sur le littoral méditerranéen où il obtient des scores particulièrement élevés notamment dans les Alpes-Maritime (13.98%), la Corse-du-Sud (13.36%), le Var (13.25%), la Haute-Corse (12.3%), les Bouches-du-Rhône (10.77%), le Vaucluse (10.03%) et le Gard (9.29%). Quant à Marine Le Pen, elle réalise ses meilleurs scores dans les Hauts-de-France et dans le Grand Est, Provence-Alpes-Côte d'Azur se retrouvant seulement troisième. Reconquête! semble ainsi accentuer un clivage entre deux extrêmes droites (Huc, 2019). D'un côté, on retrouve le RN, une extrême droite populaire avec des mesures sociales qui parlent aux ouvriers et aux inactifs des Hauts-de-France et du Grand Est et, de l'autre côté, on a Reconquête! qui séduit les identitaires et la droite libérale donc principalement les retraités essentiellement en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Corse et dans l'ancienne région du Languedoc-Roussillon. Ainsi, Reconquête! semble capter les voix des français les plus identitaires.

Carte n°2 : Part des voix exprimées pour Éric Zemmour lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022 dans les circonscriptions de France métropolitaine



*D'après les données du Ministère de l'Intérieur*

Carte n°3 : Part des voix exprimées pour Marine Le Pen lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022 dans les circonscriptions de France métropolitaine



*D'après les données du Ministère de l'Intérieur*

Cependant, dans le Gard, septième département où le score de Éric Zemmour est le plus élevé, le RN et Reconquête! ne sont pas les seuls à l'extrême droite, on peut y retrouver la Ligue du Sud, parti politique fondé en 2010 par Jacques Bompard, maire d'Orange. En addition, les groupuscules de l'ultradroite ont investi le territoire comme les Jeunes d'OC mais surtout la Ligue du Midi dont le siège est dans un petit village du Gard. Comme l'extrême droite d'Éric Zemmour, leurs craintes sont principalement liées à l'identité française mais aussi régionale, ils prétendent défendre les « *de souche contre les mondialistes (...). Nous revendiquons non seulement le droit, mais plus encore le devoir de préserver nos identités, nos racines helléno-chrétiennes, notre civilisation* », notamment en faisant par exemple des actions anti-halal aux abattoirs d'Alès.

## Conclusion

Au cours de ce mémoire, j'ai cherché à comprendre comment les habitants du Gard perçoivent l'immigration, comment cette perception se construit et quel impact ces perceptions ont sur les attitudes locales envers les migrants.

En mettant en œuvre les théories du contact, de la menace réelle et de la menace symbolique pour le cas du Gard, on est parvenu au résultat que l'étude des facteurs sociaux, économiques, et démographiques ne parvient pas à expliquer une quelconque relation entre ces facteurs et une perception plus positive ou négative de l'immigration. En effet, les communes pauvres du Gard votent moins pour l'extrême droite que les communes plus riches mettant à plat la théorie de la menace réelle. De son côté, la théorie du contact ne fait guère mieux puisque les communes du Gard où les Français sont le plus en contact avec l'immigration sont celles qui votent le plus pour l'extrême droite. Quant à la théorie de la menace symbolique, elle semble plus adéquate et met l'accent sur la perception d'une menace identitaire, une menace culturelle plus qu'économique ou directe. Cette théorie permet d'expliquer que des territoires sans immigrés, donc sans les inconvénients que l'immigration génère, votent massivement pour l'extrême droite. L'imaginaire est alimenté par ce que l'on ne connaît point par conséquent l'absence de contact contribue à créer une vision fantasmée de l'immigré qui symbolise alors une menace non pas réelle mais bien symbolique (Mayer, 2023).

Ainsi, si le vote pour l'extrême droite ne peut pas être compris uniquement grâce aux facteurs socio-économiques, les raisons derrière ce vote peuvent l'être. En effet, on a découvert que les personnes précaires, les laissés pour compte qui choisissent l'extrême droite le font avant tout pour des raisons économiques et sociales, espérant que la préférence nationale leur permette de mieux vivre ou d'avoir accès à plus de logements sociaux ou de prestations sociales. Certes, les personnes précaires votant pour l'extrême droite ont aussi des craintes identitaires mais elles ne font pas parties de leurs priorités absolues, en effet, on retrouve avant tout des arguments économiques faisant allusion au coût de l'immigration et à la tension sur le marché du travail dans leurs entretiens. Dans le profil des laissés pour compte, on retrouve Murielle et Sandrine. Elles ont des points de vue similaires avec les identitaires sur les immigrés, mais leurs motivations sont différentes, principalement liées à un sentiment d'abandon et à une situation socio-économique dégradée. Bien qu'attachées à l'identité française, elles ne semblent pas penser que cette dernière soit grandement menacée par l'immigration à l'inverse des identitaires.

À l'inverse, les enquêtés qui ont des situations économiques satisfaisantes ne pointent pas du doigt le coût économique de l'immigration ou la compétition accrue sur le marché du travail mais soulignent la menace identitaire que l'immigration représente. On retrouve Thomas et Nathan dans ce profil que je qualifie d'identitaire, ils n'ont pas de difficulté financière particulière et ne voit pas l'immigration comme une menace économique mais plutôt comme une menace directe pour l'identité de la France, identité que la France est en train de perdre selon eux au profit d'une identité étrangère. En addition, ayant grandi dans ce département, ils ont un attachement fort à l'identité régionale provençale qu'ils estiment être en danger à cause de la proximité avec la Méditerranée, source de tension, et le multiculturalisme. Ils sont adeptes du lexique d'extrême droite, puisqu'on retrouve des termes tels que « grand remplacement », « ensauvagement » et « gauchistes » dans leurs discours et disent ouvertement voter pour des partis d'extrême droite.

Cette distinction entre ces deux catégories est la même distinction qui apparaît entre le RN du Nord, social et identitaire, et le RN du Sud, identitaire et libéral (Huc, 2019).

De plus, d'autres facteurs, externes au territoire, vont influencer cette perception de l'immigration comme on l'a vu dans l'enquête notamment le discours politico-médiatique autour de l'immigration. En effet, une médiatisation accrue de l'immigration et de l'extrême droite va provoquer une radicalisation des perceptions vis-à-vis de l'immigration, la médiatisation accrue de personnalités d'extrême droite va quant à elle contribuer à la banaliser du lexique d'extrême droite, banalisation qui s'opère chez tous les enquêtés qu'importe leur bord politique. Le Gard, terre fertile pour l'extrême droite, semble être devenu le témoin d'une radicalisation profonde du débat public autour de l'immigration, du lexique mais aussi de sa classe politique et désormais de ses habitants. Les raisons d'une telle radicalisation sont nombreuses : abandon de la classe moyenne et des territoires, élargissement de la fenêtre d'Overton, repli identitaire. Enfin, la présence de l'immigration ne semble pas jouer un grand rôle dans la perception que les Gardois se font de cette-dernière, au contraire, le discours de trop-plein annoncé par l'extrême droite contribue davantage à façonner ces perceptions négatives que le nombre d'immigrés en lui-même.

Notons, que de nombreux facteurs qui peuvent se révéler déterminants n'ont pas pu être pris en compte lors de ce mémoire pour des raisons de synthétisation comme par exemple l'histoire personnelle des enquêtés ou bien les cercles sociaux dans lesquelles ils évoluent.

## BIBLIOGRAPHIE

### Sources primaires

ADIL. Les chiffres clés de l'habitat et du logement dans le Gard. Agence Départementale d'Information sur le Logement du Gard, 2019 (consulté le 19 mars 2024). [http://data.adil30.org/ChiffresCles\\_2019.pdf](http://data.adil30.org/ChiffresCles_2019.pdf)

Cepii. La présence immigrée façonne-t-elle les perceptions des Européens sur l'immigration ?. Centre d'études prospectives et d'informations internationales, 2022 (consulté le 15 mai 2024)

COLLÈGE DE FRANCE. Colonisation et migration: L'essor des migrations « indigènes » vers la métropole [Podcast]. Collège de France, 2023, 105min. Disponible sur :<https://www.college-de-france.fr/fr/agenda/cours/colonisation-et-migration/essor-des-migrations-indigenes-vers-la-metropole> (consulté le 21 février 2024).

ISCRA. Histoire et mémoires des immigrations en Languedoc-Roussillon. Institut social et coopératif de recherche appliquée, 2008 (consulté le 17 avril 2024) <http://barthes.enssib.fr/cliio/acsehmr/lrt1.pdf>

LE MONDE. Immigration en France: un siècle de préjugés [Podcast]. Le Monde, 2023, 20min. Disponible sur : <https://podcasts.lemonde.fr/lheure-du-monde/202302070100-immigration-en-france-un-siecle-de-prejuges> (consulté le 17 février 2024).

More in Common. *Attitudes towards Refugees, Immigrants, and Identity in France*. More in Common, 2017 (consulté le 24 février 2024). <https://www.humandignity.foundation/wp-content/uploads/2018/11/Attitudes-towards-refugees-immigrants-and-identity-in-France.pdf>

Organisation Internationale pour les migrations. *The role of media narratives in shaping public opinion toward refugees: A comparative analysis*. OIM, 2023 (consulté le 18 mai 2024)

RADIO FRANCE. « Grand remplacement » : monstrueuse banalisation médiatique. Radio France, 2022, 18min. Disponible sur <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-instant-m/l-instant-m-du-vendredi-01-avril-2022-1348887> (consulté le 2 mai 2024)

RADIO FRANCE. La perception des Français sur l'immigration, 2023, 58min. Disponible sur <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-13-14/le-13-14-du-jeudi-21-decembre-2023-9917794>

Robert Schuman Centre for Advanced Studies Migration Policy Centre. *Explaining attitudes to immigration in France*. European University Institut, 2017 (consulté le 23 février 2024). [https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/46245/RSCAS\\_2017\\_25.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/46245/RSCAS_2017_25.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

## Sources secondaires

ABEL, François & MAGNI-BERTON, Raül. « Les dimensions contextuelles de la tolérance à l'égard des immigrés en France : effets de contact et de compétition ». *Revue Française de sociologie*, n°54, 2013, pp. 53-82.

BERTHAUT, Jérôme, DARRAS, Éric, LAURENS, Sylvain, « Pourquoi les faits-divers stigmatisent-ils ? L'hypothèse de la discrimination indirecte », *Réseaux*, n°157, 2009, pp. 89-124.

BATTISTELLA, Dario, « Recherche ennemi désespérément... Réponse à Samuel P. Huntington à propos d'un affrontement à venir entre l'Occident et l'Islam », *Confluences Méditerranée*, n°40, 2002, pp. 81-94.

BEURDELEY Laurent, DE LA BROSSE Renaud, MARON Fabienne. *L'Union européenne et ses espaces de proximité*. Paris : BRUYLANT, 2007.

BROUARD Sylvain, TIBERJ Vincent. « La perception du migrant et de l'intégration dans l'opinion française : confusions et stéréotypes ». *Hommes & Migrations*, n°1261, 2006, pp.120-130.

CANTAT, Céline. « La politique migratoire du groupe de Visegrád : une anomalie morale au sein de l'Union européenne ». *Migrations Société*, n°186, 2021, pp.57-74.

CHARON, Jean-Marie. *Les médias en France*. Paris : La Découverte, 2014.

CLOCHARD, Olivier. *Atlas des migrants d'Europe*. Paris : Armand Colin, 2017.

CLOT-GODARD, Vanessa. *Demandeurs d'asile: Familles en exile, familles en attente*. Mémoire présenté en vue de l'obtention du DE ASS, Institut Régional et Européen des métiers de l'Intervention Sociale. 2007.

DEL POZO Fernando, SANFELICE DI MONTEFORTE Ferdinando, HEBRARD Patrick. « Les diplomaties navales en Méditerranée », *Politique étrangère*, n°4, 2016, pp.47-60.

DREVET, Jean-François. « L'élargissement de l'Union européenne, jusqu'où ? » *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°4. vol. 35, 2004;

DUMONT, Gérard-François. « L'immigration en Europe au milieu des années 2010 : une crise migratoire ? ». *Population & Avenir*, n°744, 2019, pp.2-3.

EL QADIM, Nora. « Les politiques migratoires européennes : à la recherche d'un impossible compromis ? ». *Migrations Société*, n°186, 2021, pp.11-27.

FAOUZI Hassan, KHACHANI Mohamed, ANIR Wissal. *Migrations, représentations sociales et stéréotypes*. Paris : l'Harmattan, 2020.

GENIEYS, William. « La grande transformation du Midi rouge? », *Pôle Sud*, n°9, 1998, pp. 3-6

HUC, Arnaud. « FN du Nord contre FN du Sud? », *Revue Française de Science Politique*, n°69, 2019, pp. 223-247.

JAMET, Denis & LAFIANDRA, Bérengère. « Crise migratoire » et discours politique d'extrême droite en France : 2015-2019. Analyse sémantique des discours de Marine Le Pen, n°131, 2023, pp.119-144.

MARTY, Nicolas. « Une désindustrialisation perpétuelle? ». *Rives méditerranéennes*, n°46, 2013, pp.63-80.

MAYER, Nonna. *Sociologie des comportements politiques*. Armand Colin, « Collection U », 2023.

MEHDI, Rostane (dir). *L'agenciarisation de la politique d'immigration et d'asile face aux enjeux de la « crise des réfugiés » en Méditerranée*. Aix-en-Provence : Dice Édition, 2020.

MORICE, Alain. La crise de l'accueil: Frontières, droits, résistances. Paris: La Découverte, 2019. « *Ce que la crise de 2015 nous révèle sur les politiques migratoires européennes* ». pp. 31-64.

NOIRIEL, Gérard, « Une histoire du modèle français d'immigration ». *Regards croisés sur l'économie*, n° 8, 2010, pp. 32-38.

NOIRIEL, Gérard, « Cinquante ans d'histoire de l'immigration en France », *Administration & Éducation*, n°166, 2020, pp. 11-18.

PICHÉ, Victor. « Les théories migratoires contemporaines au prisme des textes fondateurs », *Population*, n°68, 2013, pp.153-178.

RODIER Claire, BRIS Mélanie Le., SERANOT Christian, & CHAMOISEAU Patrick. Réfugiés d'Ukraine : l'hospitalité européenne à deux vitesses. Dans *Refusons l'inhumain!*. Philippe Rey. pp. 109–122.

ROQUES, Cécile. *Sensationnalisme et désinformation*. Mémoire présenté en vue de l'obtention de la Maîtrise en sciences de l'information et de la documentation, Université Charles de Gaulle. 1999.

SCHNEIDER-STRAWCZYNSKI Sarah, VALETTE Jérôme. *Media Coverage of Immigration and the Polarization of Attitudes*. Centre d'économie de la Sorbonne, 2021.

TIBERJ, Vincent, THIEBAUT, Cyrille, STIMSON, James. Le mood, un nouvel instrument Au service de l'analyse dynamique des opinions : Application aux évolutions de la xénophobie en France (1990-2009). *Revue française de science politique*, mai 2010, n°60, pp.901-926.

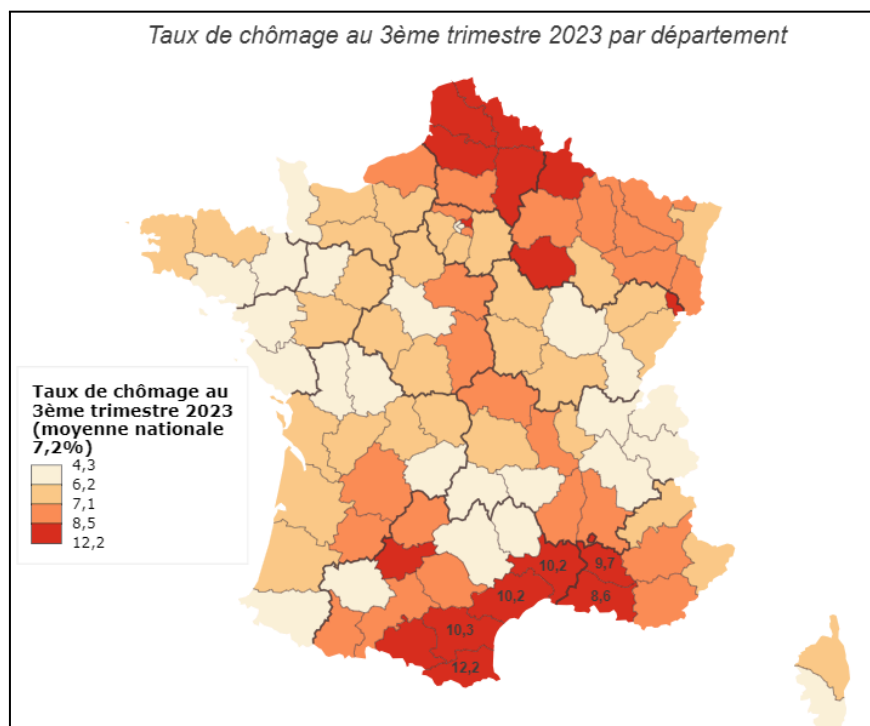
WASSENBERG, Birte. *Médiation et gestion de crises aux frontières de l'UE*. Paris: L'Harmattan, 2021

ZIEGLER, Jean. *Lesbos, La Honte de l'Europe*. Paris: Éditions du Seuil, 2020.



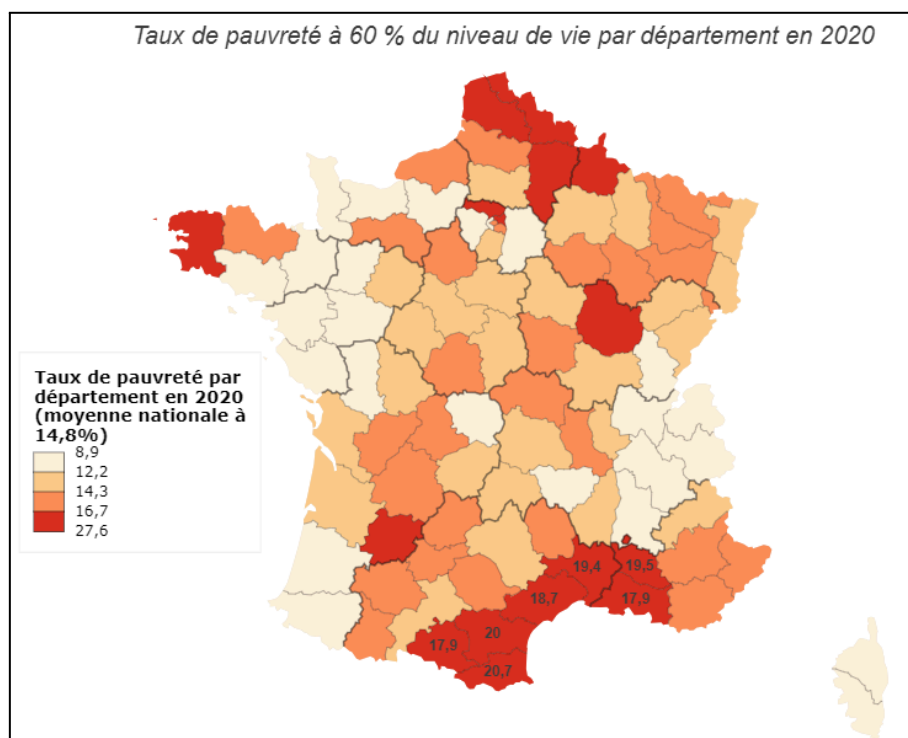
## Annexes

### Annexe n°1 : Taux de chômage par département au troisième trimestre de 2023



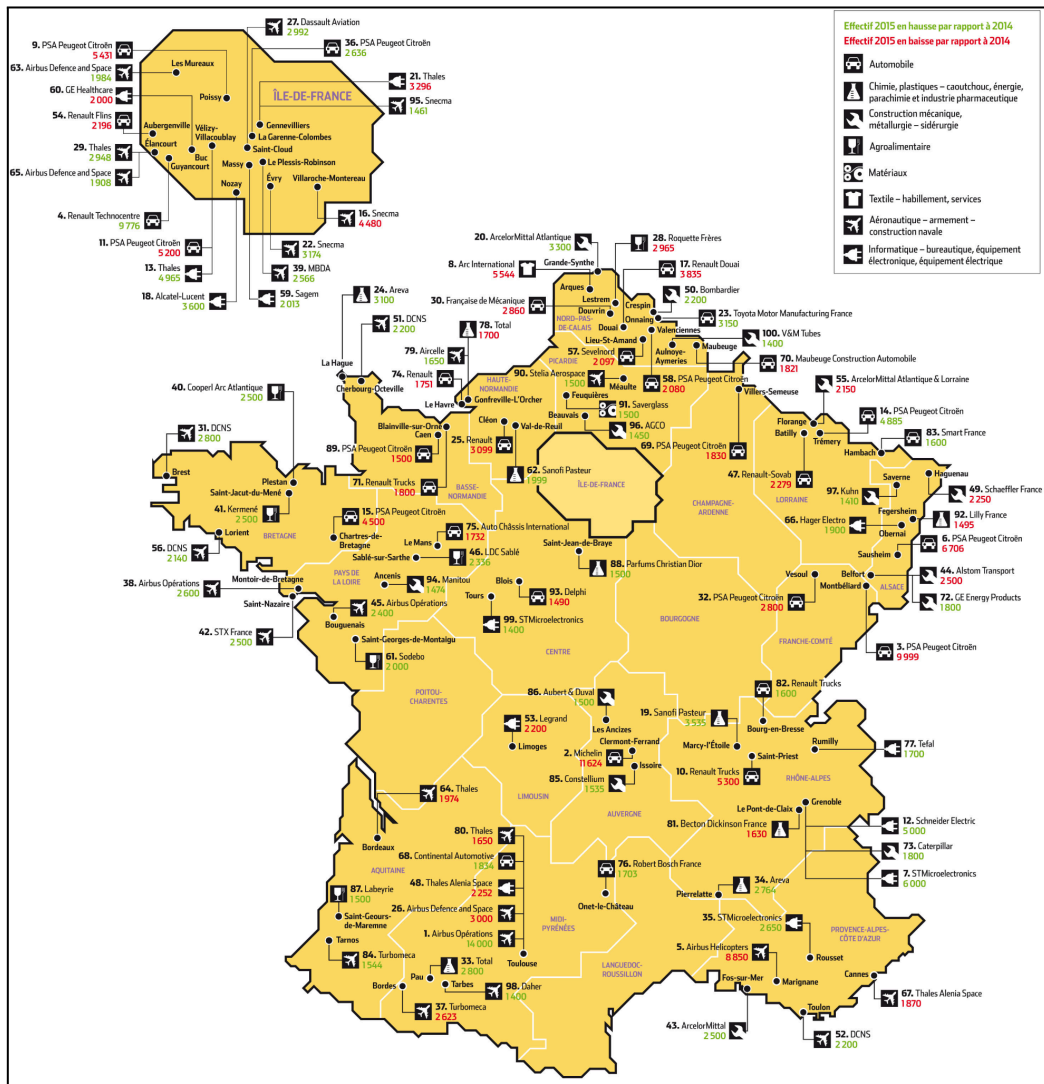
Source : INSEE, 2023

### Annexe n°2 : Taux de pauvreté à 60% du niveau de vie par département en 2020



Source : INSEE, 2020

# Annexe n°3 : Carte des 100 plus gros sites industriels de France en terme d'effectifs

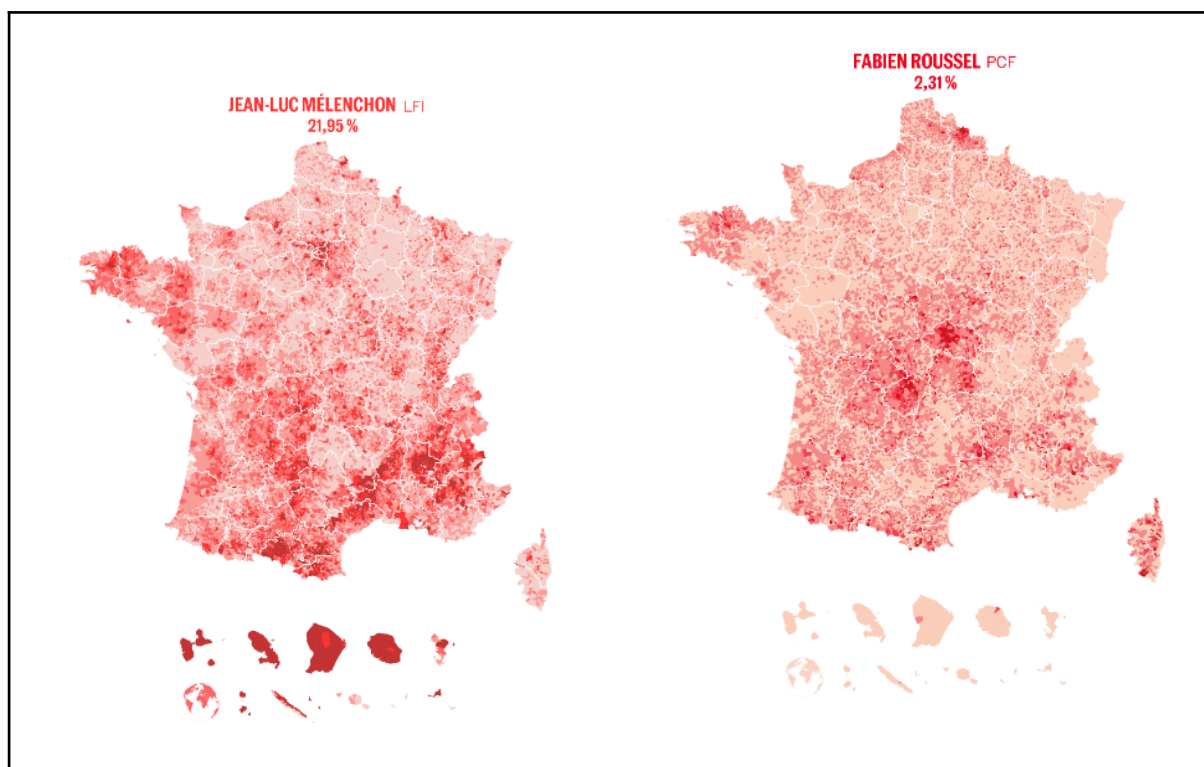


Source : L'Usine Nouvelle, 2015

*Annexe n°4: Résultats des élections législatives et appartenance politique des députés élus dans le Gard entre 1945 et 2022*

1945	PCF	PCF	SFIO	SFIO	MRP	
1946 (I)	PCF	PCF	SFIO	MRP	MRP	
1946 (II)	PCF	PCF	SFIO	MRP	MRP	
1951	PCF	PCF	SFIO	MRP	SFIO	
1956	PCF	PCF	SFIO	MRP	UFF	
<i>Mise en place du vote uninominal majoritaire à deux tours par circonscriptions</i>						
	<b>1<sup>er</sup></b>	<b>2<sup>e</sup></b>	<b>3<sup>e</sup></b>	<b>4<sup>e</sup></b>		
1958	UNR	CNIP	MRP	SFIO		
1962	UNR	PCF	PCF	SFIO		
1967	CIR	CNIP	PCF	PCF		
1968	UDR	CNIP	PCF	UDR		
1973	PCF	PS	PCF	PCF		
1978	PCF	PCF	PCF	PCF		
1981	PCF	PS	PCF	PS		
<i>Mise en place d'un scrutin proportionnel à un tour</i>						
1986	PS	PS	UDF	PCF	FN	
<i>Mise en place du vote uninominal majoritaire à deux tours par circonscriptions</i>						
	<b>1<sup>er</sup></b>	<b>2<sup>e</sup></b>	<b>3<sup>e</sup></b>	<b>4<sup>e</sup></b>	<b>5<sup>e</sup></b>	<b>6<sup>e</sup></b>
1988	UDF	PS	PS	PCF	PS	
1993	UDF	UDF	MDR	UDF	RPR	
1997	PCF	PS	PS	PCF	PS	
2002	UMP	UMP	UMP	UMP	PS	
2007	NC	UMP	UMP	UMP	PS	
2012	PS	FN	PS	PS	PS	EELV
2017	LREM	FN	LREM	LREM	LREM	LREM
2022	RN	RN	RN	RN	LF	MODEM

Annexe n°5 : Carte du vote pour Jean-Luc Mélenchon et Fabien Roussel lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022



Source : Le Monde, 2022

## Tableau des enquêtés

Annexe n°6 : Tableau des enquêtés, avec leur genre, leur âge, leur profession, leur lieu de résidence et l'affiliation politique dont ils se sentent le plus proche.

	Genre	Âge	Profession	Lieu de résidence	Affiliation politique
Roland	H	72	retraité	Les Angles	centre-gauche
Delphine	F	52	ingénieure	Les Angles	centre
Thomas	H	18	étudiant	Les Angles	extrême droite
Murielle	F	68	retraité	Grézan	extrême droite
Nathan	H	35	technicien	Grézan	droite conservatrice
Sarah	F	23	caissière	Grézan	gauche
Sandrine	F	46	infirmière	Grézan	extrême droite

## Présentations des enquêtés

Annexe n°7 : Présentations détaillées des enquêtés

### A. Roland

Roland est un retraité de 72 ans, ancien salarié à la chambre de commerce de Nice, qui réside dans le Gard depuis une dizaine d'années et vit actuellement dans la commune de Les Angles, à l'est du département. J'ai pu effectuer un entretien avec Roland dans son domicile le 8 février 2024, entretien qui a duré 42min52 où il m'a confié sa perception de l'immigration. Un point relativement important concernant Roland, est qu'il est enfant d'immigrés italiens qui se sont installés aux alentours de Lyon avant d'aller à Nice.

### B. Delphine

Delphine est directrice de site pour le démantèlement des installations nucléaires pour une multinationale française. Elle vit dans le Gard depuis plus de vingt ans, et vit dans la commune des Angles depuis huit ans. J'ai obtenu un entretien avec Delphine à son domicile, il a duré 46min32.

### C. Thomas

Thomas est un étudiant de 19 ans en licence à l'Université d'Avignon, il est né et a toujours grandi dans le Gard et vit désormais aux Angles, commune à proximité d'Avignon. J'ai obtenu un entretien à son domicile qui a duré 38min43.

### D. Murielle

Murielle est une retraitée de 68 ans, anciennement enseignante à Nîmes. Elle vit dans le Gard depuis sa naissance et vit dans le quartier de Grézan depuis quelques années. Nous avons pu échanger lors d'un entretien de 53min45 à son domicile le 16 mars 2024.

### E. Nathan

Nathan est un technicien de maintenance dans une entreprise française, âgé de 35 ans, il réside à Grézan depuis maintenant 5 ans et vivait autrefois en Lozère, département voisin. J'ai obtenu un entretien avec Nathan en visioconférence qui a duré 37min02 le 27 avril 2024.

## **F. Sarah**

Sarah est une caissière de 23 ans qui a effectué son lycée à Nîmes et habite avec son compagnon dans le quartier de Grézan depuis un an. L'entretien en visioconférence que nous avons effectué a duré 47min27.

## **G. Sandrine**

Sandrine est une infirmière à domicile dans les environs de Nîmes, âgée de 46 ans, elle réside à Grézan depuis 10 ans et vivait auparavant dans la commune de Remoulins à l'est du département. Nous avons pu avoir un entretien le 16 mars à son domicile.

## **Exemple d'entretien**

Annexe n°8 : Entretien de Delphine

### ***Que pensez-vous du quartier? de la sécurité?***

Alors, dans mon quartier je n'ai pas de problème de sécurité, je n'ai pas d'observation ni de chose qui me permettrait de penser que je ne suis pas en sécurité donc je me sens bien. J'ai la possibilité de me promener le soir, même la nuit, sans appréhension particulière.

### ***Quel est votre ressenti par rapport au nombre d'immigrés en France?***

Alors, j'ai pas d'appréhension par rapport au nombre d'immigrés parce qu'effectivement je ne les ressens pas dans mon quotidien, je veux dire que ce n'est pas une problématique ni un handicap. Je vois plutôt l'immigration comme une possibilité d'enrichissement par l'apport différenciant qu'ils peuvent amener dans l'analyse d'un problème, dans un échange, dans le traitement d'un sujet ou dans l'angle d'approche d'un sujet. J'avoue que je réponds un peu à la question par l'angle professionnel quand je dis ça, sur l'angle plus privé, je n'ai pas de restriction en tout cas dans mes relations et je prends les gens qu'ils soient immigrés ou pas, je n'ai pas de difficulté de ce côté là. Après le ressenti sur l'immigration globale en France, je vais quand même avoir peut-être un attendu qui est de se dire qu'autant j'apprécie cette différenciation comme un apport à la culture française autant je met une limite quand l'immigration peut être vécue comme la présence d'une entité trop forte via la ghettoïsation et que là finalement on est plus dans l'apport collectif des cultures mais dans finalement un choc des cultures. Ou quand finalement il y a un manque d'appropriation de la culture d'accueil et qui peut freiner l'intégration.

### ***Si je résume, vous voyez l'immigration comme à la fois un atout qui serait bénéfique à la France tout en soulevant des défis, pouvez vous souligner ces défis?***

Le défi pour moi n'est pas sur le plan du travail, je pense qu'effectivement aujourd'hui il y a du travail en France pour tout le monde et malgré tout ce que l'on dit généralement les populations immigrées prennent les emplois qui sont laissés par les populations natives qui ne veulent pas prendre ce type d'emploi et je dirai que c'est le début de l'intégration et puis après potentiellement l'ascenseur social prend le relai, en s'intégrant on continue à progresser. Donc pour moi, le défi clé n'est pas sur l'emploi. Je pense que le défi est plutôt l'accueil, avec un accueil diffus sur l'ensemble du territoire et sur l'ensemble des quartiers afin d'éviter la mise en oeuvre de ghettos en tout cas de rassemblements qui peuvent conduire à du communautarisme et quand on est dans un communautarisme il est beaucoup plus difficile et on est moins enclin à s'intégrer dans la culture d'accueil puisqu'en fait on continue d'évoluer dans un environnement où on est plus axé sur ses coutumes, sa façon de parler, sa façon de s'habiller et finalement on voit apparaître des quartiers où on voit s'effacer la trace du pays d'accueil et c'est ça pour moi le principal défi, c'est de faire un accueil diffus sur le territoire pour justement qu'on ait de la mixité qui pourra mener à l'enrichissement collectif. Donc pour moi le principal défi il est vraiment sur le fait que la culture d'origine reste prédominante et ne se mixe pas avec la culture d'accueil et qu'on crée par conséquent du communautarisme et pour moi c'est ça la première inquiétude

***Pensez-vous que les discours politico-médiatiques jouent un rôle important dans la façon dont les français perçoivent l'immigration?***

Pour moi il y a 3 types de publics aux médias, il y a le public qui va écouter les informations et qui va être complotiste et qui ne comprend pas et accentuerait les messages en clamant aux mensonges pour expliquer que la situation est encore pire que celle dépeinte donc qui va avoir un effet amplificateur par rapport aux médias. Le deuxième public va prendre les choses comme argent comptant avec une réflexion qui va être réduite. Et puis, le troisième public, qui va avoir la réflexion derrière et qui aura assez de sources et d'informations pour pouvoir confronter les points de vue et qui va être en mesure de se faire une idée personnelle et de ne pas s'arrêter à la simple information qui est donnée. Donc du coup, les médias sont importants parce qu'en fonction des publics effectivement ils vont jouer un rôle majeur et de plus, on voit bien qu'on a des médias qui sont orientés. On sait très bien que lorsqu'on écoute certains médias on va plutôt avoir une parole de gauche, c'est-à-dire plus axée sur l'accueil, quand on a d'autres médias plutôt de droite ou d'extrême droite avec déjà une façon de tourner le discours qui va accentuer potentiellement les différences et accentuer la façon de percevoir l'immigration comme quelque chose de soit positif mais c'est rarement le cas, sauf lorsqu'on a un fait sportif important où là on reconnaît tous les bénéfices de l'immigration avec je cite « Black Blanc Beur » ou alors avec une belle médaille et on met en exergue la bonne intégration et donc le bon fonctionnement du système d'intégration. En France, on a beaucoup plus d'exemples de problématiques liées à l'immigration qui sont mis en exergue et, effectivement, comme on ne parle que des trains qui arrivent en retard donc que des problèmes avec une politique d'intégration qui reste faible, du coup forcément on a l'impression d'avoir plus de problèmes avec les populations immigrées. Sachant qu'effectivement on leur donne en même temps beaucoup de problèmes à gérer c'est-à-dire les difficultés pour trouver un emploi parce que ils ont pas le bon nom, la difficulté pour trouver un logement parce qu'ils ont pas le bon nom et donc des discriminations qui finalement les condamnent et du coup on fait ressortir plus facilement les problèmes de délinquance de ces gens-là. Je pense qu'on ne parle jamais en tout cas très rarement en ratio, ce qui permettrait de voir en fait la réalité de la délinquance.

Et c'est aussi un défaut des médias, puisque en fait on voit bien aujourd'hui avec la transformation des médias qui sont rachetés généralement par des industriels ou des personnalités qui sont en lien avec des partis politiques. On voit bien que certains médias se transforment en tribune où on laisse la parole, en tout cas on développe les idées de certains politiques donc en fait on voit qu'on a aujourd'hui des médias de propagande, je mets ce mot entre guillemets, mais il s'agit de médias qui diffusent des points de vue qui sont orientés et qui ne sont plus équilibrés. En fait, dans la communication qui est faite, on est vraiment orienté aujourd'hui et ça s'accroît également avec tout ce que l'on peut trouver sur les médias et avec la rapidité des informations qui sont données avant même qu'elles soient réellement vérifiées.

***Avez-vous des exemples de médias que vous jugez être plus dans la « propagande » ?***

Dans un premier temps, je dirais BFMTV qui est très orienté sur la partie droite. Je pense que le Figaro va être également un média plus orienté sur la partie droite. Je pense me souvenir qu'avec CNEWS, Hanouna, et le groupe Bolloré, on voit qu'on a effectivement des



médias où la parole est complètement libérée et a perdu en toute forme de respect jusqu'à tenir des propos qui sont juste inacceptables et, qui malheureusement, comme ce sont des émissions qui font scandale, ça attire les téléspectateurs qui vont pas forcément se poser trop de questions et qui va prendre ça en disant il parle des vrais problèmes ce qui propage des idées alors qu'elles sont très parcellaires.

***Quelles sont les sources d'information que vous privilégiez?***

Personnellement, je privilégie en terme de média télévisuel e regarde France 2. Il me semble en tout cas que cette chaîne soit un peu plus équilibrée en termes de points de vue. Il peut m'arriver également de lire les brèves de Le Monde. Je lis quand même également les brèves du Figaro, car cela me permet de confronter les sources, donc voilà les principales sources que je peux prendre au moins en termes d'information. Effectivement j'utilise une autre source d'information qui est souvent en avance de phase par rapport à tout ce que j'ai pu dire jusqu'à présent c'est la radio on a souvent les informations qui sont développées sur la radio donc j'écoute beaucoup France Inter donc effectivement qu'on peut qualifier de média de gauche.

***Est-ce que vous estimez au cours de ces dernières que le dialogue autour de l'immigration s'est durci? Est-ce que les opinions sont de plus en plus polarisé? Est-ce qu'il y a une extrême droite beaucoup plus virulente, beaucoup plus agressive ou alors est-ce que les mots et le vocabulaire utilisés sont plus virulents?***

Avant, on avait une extrême droite qui était le Front National qui était très virulente vis-à-vis de ça avec des idées très arrêtées sur ce que l'on devait faire vis-à-vis des migrations et en fait qui a tellement cherché à se faire accepter et à gommer un petit peu pour montrer une sorte de légitimité à pouvoir être élu. En tout cas pour que les gens n'est plus de crainte à voter pour eux et à se faire accepter, j'ai eu l'impression qu'en fait tout en diminuant la radicalité de leur discours, cela a fait naître une extrême droite qui de nouveau se relance dans un discours assez violent, soutenu par des hommes qui ose faire des discours alors que Le Pen avait arrêté de les faire. Là aujourd'hui, on a de nouveau des propos antisémites ou contre l'immigration, avec Bardella ou Zemmour, et du coup ça durcit le propos vis-à-vis des immigrés et vis-à-vis de l'immigration. Pour moi, il faut avoir en tête que de toute façon l'homme est par définition un immigré, il se déplace pour aller dans les bonnes zones de vie, c'est dans sa nature de chercher à aller dans la zone qui permettra d'avoir la meilleure vie. Encore une fois donc c'est pour moi quelque chose de tout à fait naturelle et encore une fois, le tout étant que ça soit enrichissant et qu'on soit vraiment dans la construction d'une vraie politique d'accueil qui permet de voir effectivement l'immigration comme un apport et non pas comme une une problématique.

***Pour revenir sur votre propos, vous estimez que le Rassemblement national s'est adouci mais en revanche que cela a fait naître une extrême droite beaucoup plus virulente qu'avant?***

C'est cela, je pense que le RN s'est adouci et ainsi la politique de banalisation du RN a d'une certaine façon porté ses fruits mais a provoqué l'émergence d'une extrême droite encore plus radicale.

**Comment décririez-vous les impacts des mouvements migratoires sur votre territoire au niveau local ?**

Je sais pas si c'est la bonne réponse mais en tout cas au niveau local, aux Angles, je ne le vois pas c'est-à-dire que évidemment on peut croiser des personnes qui ont une tenue qui peut laisser penser qu'ils ne sont pas nés en France et encore parce qu'on peut aussi penser qu'ils sont nés en France et qui en fait simplement par la culture ou la religion peuvent avoir en héritage qui explique comment ils s'habillent, et c'est pas pour autant que ce sont des migrants ou des fils d'immigrés. Ce que je pourrais dire c'est qu'on peut être amené à détecter la présence d'immigrés notamment par rapport aux familles syriennes qui sont souvent présentes aux croisement de grandes avenues pour récolter de l'argent. Mais sinon l'autre image que l'on peut avoir des flux migratoires, c'est peut-être par la constitution des classes à l'école. Mais aujourd'hui, le seul endroit où on le voit assez nettement c'est quand je m'éloigne des Angles et que je vais à Avignon, je le vois de manière plus prégnant et encore plus quand on va à l'hôpital parce que effectivement on voit une population qui est typée physiquement et typée d'un point de vue vestimentaire. Pareil dans le quartier de Monclar où là aussi effectivement quand on traverse on voit bien une population qui semble issue de l'immigration, comme quand on va effectivement du côté de Cap Sud, où là aussi quand on traverse on sent qu'il y a bien une sorte de ghettoïsation avec les populations immigrées qui ont été regroupés, regroupés peut-être pas par volonté, mais en tout cas dans des logement sociaux avec un prix de loyer faible et donc du coup une possibilité pour les populations à faible revenu de se loger ici donc du coup avec une accumulation de familles immigrées précaires et une gestion de la politique de la ville qui a conduit à ça finalement.

**Est-ce que vous avez des expériences personnelles en rapport avec les migrations?**

Oui, avec les collègues de travail et il n'y a pas très longtemps on avait une réunion de travail où on parlait beaucoup de l'intégration, un peu des femmes, des sujets de traitement et de l'intégration des handicapés. J'avais deux collègues qui sont d'origine étrangère, et qui faisait remarquer qu'effectivement on avait peu de profils non-européen dans nos affiches ou dans la valorisation qu'on pouvait faire, c'était un point qui a été soulevé qui était dit. Donc moi j'ai des collègues qui s'appellent Hakim, Mourad et Mohamed, et avec lesquels effectivement on est dans une relation de travail tout à fait construite, sans aucune difficulté et encore une fois avec un apport qui nous permet effectivement de réagir et de progresser collectivement sur les problématiques auxquelles on est confrontées. Dans la vie privée, j'ai forcément des amis issus de l'immigration, mais c'est pas quelque chose auquel je fais attention

**Vous n'avez pas eu d'expérience négative vis-à-vis de l'immigration?**

En tout cas je n'ai jamais eu d'expérience négative vis-à-vis de quelqu'un qui est issu de l'immigration ou immigrés lui-même.

**Quels sont les principaux préjugés sur les migrants que vous avez observé dans votre communauté?**

Qu'ils volent les emplois des français. D'abord on les a fait venir parce qu'on n'en avait besoin et bien souvent on oublie qu'ils prennent les emplois que les autres ne veulent pas et donc en fait ils nous rendent finalement service. Il y a une instrumentalisation du chômage des Français par l'extrême droite comme quoi on aurait pas suffisamment d'argent, qu'on s'occupe pas suffisamment de nos SDF donc comment est-ce qu'on peut encore s'occuper de migrants, on a pas suffisamment d'emploi donc du coup les migrants viennent ils prennent des emplois. Je pensais à un tout un autre discours régulièrement propagé c'est l'abus sur les prestations familiales, voilà donc c'est des choses qui sont propagées maintenant si on voulait avoir des vrais chiffres encore une fois en terme de pourcentage de fraude à la CPAM je pense qu'aujourd'hui on arriverait sur des proportions qui sont tout à fait congrues ou du moins réduite par rapport à ce que l'on pense. Le français et le natif étant tout aussi capable d'arnaquer les institutions par ailleurs.

***Comment évaluez-vous l'impact des politiques migratoires sur la vie quotidienne dans le pourtour méditerranéen?***

Je pense que la France n'est qu'un passage vers une autre destination. Je pense beaucoup à l'Allemagne. Je pense à l'Angleterre plus qu'à la France. Donc du coup est-ce que cela a un impact sur la vie alors oui c'est un impact parce que c'est un point dans tout, ça peut être un point d'entrée donc forcément on a je dirais une gestion policière, peut-être un peu plus importante dans le sud vis-à-vis de ces sujets-là parce que comme c'est un point d'entrée, c'est un point de contrôle avec effectivement je dirais des contrôles renforcés et des retours à la frontière. J'ai pu être témoin dans le train France-Italie, entre Nice et Vintimille, de deux personnes qui ont été effectivement prises dans le train en France et qui ont été ramenées du côté d'Italie. Donc je pense qu'effectivement il y a ce point là, ça change avec une action policière plus importante et du coup par là, peut-être une sensibilisation ou une sensibilité plus forte des habitants du pourtour méditerranéens aux migrations, avec deux courants qui vont se contrecarrer : un courant d'aide pour les aider et venir en aide aux migrants, et un courant justement de très réfractaire qui n'en veulent pas et surtout pas qu'ils s'arrêtent ici et du coup une montée peut-être des extrêmes sur le pourtour méditerranéen.

***Avec tout le discours autour de la « crise migratoire » de 2015, avez-vous été inquiète au sujet de cette « crise »?***

Non, parce pour moi oui encore une fois on a de l'immigration, on a des gens qui viennent, on a des gens qui parce que c'est en guerre et que leur vie est menacée ou qu'ils arrivent pas à manger arrivent en Europe. Du coup y a ce point là, mais bien souvent en fait pour moi la France est souvent un point de passage et pas un point de destination. Deuxièmement, quand on regarde le flux migratoire par rapport en fait à la population, on voit que le flux migratoire reste quelque chose d'extrêmement faible et donc de complètement absorbable à mon sens. Et troisièmement, pourquoi ce flux est-il faible? parce que généralement quand on est immigré, sauf si on a un projet vraiment.

## Résumé du mémoire :

Ce mémoire explore la perception de l'immigration par les habitants du Gard et analyse l'influence des discours politico-médiatiques dans la radicalisation de la société gardoise. L'objectif est de comprendre comment les perceptions se forment et évoluent sous l'influence de facteurs externes, notamment le discours politico-médiatique, et d'examiner les conséquences de ces perceptions sur les attitudes locales envers l'immigration. Les médias jouent un rôle crucial dans la formation des perceptions de l'immigration, en effet, une couverture médiatique intense et souvent négative sur les questions migratoires contribue à renforcer les sentiments de menace et de crainte qu'inspire l'immigration. De plus, les discours des personnalités politiques d'extrême droite, largement relayés par les médias, qui sont de plus en plus accueillants pour l'extrême droite, banalisent le lexique de l'extrême droite et radicalisent les perceptions de l'immigration. Des termes comme « grand remplacement » et « ensauvagement » sont devenus courants dans le débat public, influençant les opinions des habitants. Cette influence a conduit à une radicalisation des attitudes, exacerbant les perceptions négatives vis-à-vis de l'immigration.

Ce mémoire cherche à contribuer à une meilleure compréhension de la perception de l'immigration et des mécanismes de radicalisation dans un contexte local spécifique, ici le Gard, avec l'étude de deux terrains : le quartier de Grézan à Nîmes et la ville de Les Angles.

## Mots-clés définis par l'auteur ou autrice (3 à 5 mots-clés) :

- Immigration
- Extrême droite
- Identité
- Perception
- Gard